

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Algérie :
le peuple se soulève

Où va la Chine ?

Le Venezuela,
une nation assiégée
qui résiste

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Portée et signification de la mobilisation
du peuple algérien** p. 3
- **Où va la Chine ?** p. 7
- **Le Venezuela, une nation assiégée qui résiste** p. 19
- **Mexique – Une situation politique nouvelle** p. 27
- **Notes sur l’Europe** p. 33
- **Quelques aperçus de la situation au Moyen-Orient** p. 39
- **La crise chronique du capitalisme** p. 47
- **DOSSIER – Hommage
à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg** p. 55
- Présentation, encadré 1 : Karl Liebknecht,
encadré 2 : Rosa Luxemburg p. 55
- Léon Trotsky – « *Karl Liebknecht
– Rosa Luxemburg* » (1919) p. 57
- Léon Trotsky – « *Bas les pattes
devant Rosa Luxemburg* » (1932) p. 60

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Notes éditoriales

Portée et signification de la mobilisation du peuple algérien

NOUS bouclons ce numéro de *La Vérité* au moment où surgit la mobilisation massive du peuple algérien contre le régime. Personne ne peut dire ce qu'il se passera dans les jours proches et dans les semaines à venir, au moment où sera diffusé ce numéro de *La Vérité*. Mais à l'évidence, cette mobilisation marque une rupture et un tournant qui resteront inscrits dans les développements à venir.

Il s'agit bien d'abord d'une question algérienne, mais avec une portée régionale et internationale. Cette situation en Algérie risque de déstabiliser « l'ordre » dans la région, sur le continent africain mais également en Europe. D'où l'effroi des cercles dirigeants européens et au premier chef de Macron, mais aussi de Trump et de l'impérialisme américain.

Tous font des déclarations pour appuyer la prétendue transition démocratique, destinée à préserver le régime en le « rénovant ». Mais le peuple algérien ne veut pas d'une « rénovation ». Il veut chasser le régime et, dans les manifestations, dénonce les ingérences étrangères, et en particulier celle de Macron. Les Algériens disent : Macron, occupe-toi de tes Gilets jaunes, eux qui regardent avec sympathie ce mouvement en France.

L'ACTUALITÉ DE LA MOBILISATION RÉVOLUTIONNAIRE DES PEUPLES

En effet, cette mobilisation du peuple algérien rappelle — s'il en était besoin — que la mobilisation révolutionnaire des peuples n'est pas une question du passé, mais d'actualité. Cette mobilisation a une valeur mondiale pour tous les peuples, sur tous les continents. C'est le rejet de tous ces régimes accrochés à l'ordre impérialiste mondial et qui s'attaquent aux peuples.

C'est ce mouvement de dégagisme qui s'exprime nettement en Algérie, mais qui existe partout.

Dans une autre situation et à une autre période, dans son *Histoire de la révolution russe*, Léon Trotsky écrivait, à propos de « l'irruption des masses dans le domaine où se règle leur propre destinée », que les événements s'enchaînent « non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime ».

Le régime, face à la mobilisation croissante de tout un peuple, a tenté une ultime manœuvre en annonçant que le président ne se représentait pas pour un cinquième mandat et qu'il reportait les élections pour la tenue d'une conférence nationale. Une tentative pour maintenir le régime et le replâtrer.

Il ne s'agit là pas seulement d'une question algérienne. On a vu à de nombreuses reprises des conférences nationales, sous l'égide des grandes puissances, mises en place dans des pays d'Afrique pour tenter de faire refluer la colère des peuples et préserver les positions de l'impérialisme dans ces pays. Dans certains cas, ces mêmes conférences nationales ont débouché sur la guerre et la dislocation du pays.

Sous une forme propre au continent européen, les gouvernements cherchent, à travers des conférences de « dialogue social », à intégrer les organisations syndicales, remettant en cause l'indépendance de classe du mouvement ouvrier.

LA PLACE DU MOUVEMENT OUVRIER

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a soutenu le cinquième mandat et soutient l'appel à la conférence nationale. Alors que les travailleurs sont massivement partie prenante des

manifestations contre le régime, le secrétariat national de l'UGTA veut la capturer pour la mettre au service du régime. Cela provoque une lame de fond et une révolte dans la centrale syndicale. Chaque jour qui passe, des instances de l'UGTA prennent position pour la démission du secrétaire général et, sur cette base, pour un congrès extraordinaire, afin, comme le dit l'une de ces instances, « *de nous réapproprier notre chère organisation* ».

Cette question, sous des formes particulières, se pose dans tous les pays. C'est celle de la place de la classe ouvrière et de ses organisations dans le combat émancipateur, c'est-à-dire le combat contre toute forme d'intégration et d'accompagnement des organisations ouvrières.

En 1962, la victoire du peuple algérien contre le colonialisme français a été confisquée par le FLN, qui a établi le régime du parti unique et régit le pays en fonction de ses intérêts particuliers. Mais malgré cela, d'importantes conquêtes ont été enregistrées avec l'indépendance de l'Algérie, notamment la nationalisation du pétrole et du gaz. Il y a 57 ans, l'Algérie devenait indépendante, mais le peuple était soumis au régime du parti unique. Et même quand celui-ci, sous l'effet des mobilisations massives de 1988, a dû concéder la pluralité des partis et une certaine ouverture, il l'a fait dans le cadre du maintien des institutions antidémocratiques et de son régime.

La politique mise en œuvre notamment ces dernières années par le gouvernement algérien, en s'attaquant brutalement aux droits des travailleurs et de la population, en privatisant, s'attaquait aux conquêtes de l'indépendance mais également aux acquis des travailleurs, produits de leur lutte de classe. Dans la mobilisation actuelle du peuple algérien contre ce régime, il y a un contenu démocratique et un contenu économique et social qui sont indissociablement liés.

Le refus par les peuples des conséquences destructrices de la crise du système capitaliste mondial, qui pour se survivre doit tout liquider de ce qui a été acquis, peut à tout moment provoquer le surgissement des masses à n'importe quel endroit de la planète. C'est ce que démontre le surgissement spontané des masses algériennes, parti d'en bas et que personne n'avait prévu.

CRISE D'AGONIE DU CAPITAL

La marche à la dislocation du marché mondial, la possibilité d'une crise financière et le risque pour eux d'un surgissement des masses terrorisent tous les cercles dirigeants de l'impérialisme. Cette crise se concentre aux États-Unis, impérialisme le plus puissant, avec, sous couvert du mot d'ordre « *America First* », une offensive de Trump tous azimuts, y compris contre ses alliés européens, pour préserver les positions du capital américain. C'est cette situation de marche à la dislocation du marché mondial, de la crise du capital financier, qui explique l'offensive menée par l'impérialisme américain dans sa guerre commerciale avec la Chine (*lire page 7*).

Cette crise mondiale se réfracte en Europe, qui voit sous les formes les plus variées s'exprimer le rejet par les peuples des régimes en place et des institutions européennes. La profondeur du mouvement des Gilets jaunes en France, qui exprime ce dédagisme, n'est pas un problème franco-français. Les peuples, dans toute l'Europe, n'en peuvent plus de ces régimes et le manifestent de plus en plus nettement. Tous les gouvernements européens, l'Union européenne elle-même, sont en crise.

Les développements en Grande-Bretagne — n'oublions pas que la City de Londres est la première place financière mondiale — expriment et aiguisent tout autant la crise dans toute l'Europe (*lire page 33*).

La mobilisation du peuple algérien souligne une nouvelle fois le bouleversement mondial qui s'opère aujourd'hui et qui remet en cause tout ce qui avait été établi lors des indépendances nationales des pays opprimés.

Une nouvelle situation, sur les ruines des relations établies à partir de 1945, est en train d'émerger dans un contexte chaotique, contradictoire et complexe. Mais quelles qu'en soient les formes, tout confirme l'analyse de Lénine selon laquelle « *l'impérialisme, c'est l'ère des guerres et des révolutions* ».

D'un côté, il y a l'offensive du capital pour détruire les acquis, les normes, les règles. Il y a la lutte à mort des trusts entre eux pour conquérir les marchés et piller

les pays, entraînant bien souvent la dislocation des nations et provoquant les guerres comme en Syrie et au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique et ailleurs (*lire page 39*). Cette politique de l'impérialisme s'exprime dans son offensive contre le Venezuela pour reprendre le contrôle du pétrole et soumettre la nation en la disloquant (*lire page 19*).

LES TRAVAILLEURS N'EN PEUVENT PLUS DU SYSTÈME CAPITALISTE

De l'autre côté, il y a la mobilisation révolutionnaire du peuple algérien, qui, comme le disait Léon Trotsky, « *ne peut plus tolérer l'ancien régime* ».

Cette mobilisation du peuple algérien est une expression de la situation mondiale, un avertissement. Elle indique que les travailleurs et les peuples n'en peuvent plus du système capitaliste, que la seule voie est celle du combat pour en finir avec ce système capitaliste. Elle souligne aussi la place de la classe ouvrière, et donc de la défense de l'indépendance de classe en tant que facteur vertébrant la mobilisation des peuples pour en finir avec ce système.

Le Parti des travailleurs algérien plonge ses racines dans l'histoire du mouvement national algérien, c'est-à-dire dans l'Etoile nord-africaine fondée par Messali Hadj en 1926, ainsi que dans le mouvement ouvrier international.

Depuis le début de la mobilisation, le PT et ses militants sont avec le peuple algérien contre le régime. Ils se sont clairement prononcés contre toute tentative de replâtrage du régime, contre toute combinaison de coalition gouvernementale et d'unité nationale qui visent à préserver le régime. Ils se sont prononcés sur le fait que la conférence nationale proposée par le régime ne visait qu'à le préserver. Ils ont affirmé que la seule issue répondant aux aspirations du peuple algérien était une Assemblée nationale constituante et souveraine qui liquiderait les institutions antidémocratiques du régime et établirait des institutions correspondant à l'unité de la nation algérienne, à son indépendance et à la démocratie, permettant ainsi que soient remises en cause toutes les mesures et contre-réformes adoptées contre le peuple travailleur d'Algérie. Le PT soutient

les mobilisations et appelle à la constitution de comités populaires.

“LE TOUT S'ENCHEVÊTRERA, LE TRI S'OPÉRERA PARTOUT”

Une nouvelle situation s'ouvre, les schémas du passé sont remis en cause par les formes actuelles de développement de la lutte de classes. Les révolutionnaires doivent saisir pleinement ces nouveaux éléments afin de s'insérer dans les processus actuels en cours. Il s'agit du combat pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, de la lutte contre le capital et ses contre-réformes, du soutien au soulèvement des masses qui veulent dégager les anciens régimes, et donc de la nécessité de bâtir des partis sous des formes qui ne sont pas inscrites dans les livres d'histoire mais qui s'inspirent des principes fondateurs du mouvement révolutionnaire. C'est-à-dire de trouver les formes et les moyens de se lier avec les forces qui se dégagent, que ce soit au sein des organisations ouvrières ou à l'extérieur de celles-ci, pour ensemble, sur la base de la libre discussion, agir en commun. Et sur la base de cette expérience commune, avancer sur la voie de l'organisation.

Comme l'écrivait Pierre Lambert dans la préface à l'édition péruvienne du *Programme de transition*, en avril 1989 (1) :

« Toute l'expérience dans la lutte des classes atteste qu'un parti ouvrier indépendant, une Internationale sont indispensables en raison de ce que le résultat final de la lutte de classes n'est pas d'obtenir un changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée à l'abîme par l'impérialisme.

Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le

(1) Cet extrait de la préface de Pierre Lambert est publié dans le *Programme de transition, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, collection Classiques du marxisme, éd. Séléo, avril 2013, pages 22 à 23.

socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérerons.

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés par le *Programme de transition*. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique, parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique

organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots mais par la vie que les discussions, les divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes à travers tous les continents amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments les plus avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas. »

Et comme l'ajoutait Pierre Lambert, « *le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout* ».

Lucien Gauthier
20 mars 2019

Où va la Chine ?

CES dix dernières années, la presse internationale et le FMI ont présenté la Chine comme une grande puissance internationale susceptible de tenir tête aux Etats-Unis, sinon de les dépasser.

Mais la Chine, c'est également la multiplication des grèves et des manifestations d'une classe ouvrière qui s'acharne à combattre les conséquences — déréglementation, licenciements... — de l'ouverture au marché mondial opérée depuis 1978 par la bureaucratie chinoise.

La Chine serait-elle devenue une puissance impérialiste et la bureaucratie chinoise une nouvelle classe sociale ?

Nous apportons ici une première contribution sur ces questions.

LES PREMIÈRES MODIFICATIONS DES RAPPORTS ENTRE LA CHINE ET L'IMPÉRIALISME

En 1949, dans le cadre du bouleversement résultant de la Deuxième Guerre mondiale, le Parti communiste chinois, parti stalinien, a été plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, balayant la bourgeoisie, expropriant le capital, réalisant l'indépendance nationale, mais sans jamais permettre à la classe ouvrière de constituer ses propres institutions.

En ce sens, le gouvernement du Parti communiste chinois (PCC) met en place à tous les niveaux une bureaucratie pour administrer le nouvel Etat. C'est ce qui a amené la IV^e Internationale à qualifier la Chine après 1949 d'Etat ouvrier déformé et bureaucratique.

Cependant, cet Etat est alors basé sur l'expropriation du capital, devenant ainsi l'objet d'une pression constante de l'impérialisme.

La bureaucratie chinoise a alors cherché à préserver son pouvoir en résistant aux grandes puissances (guerre de Corée en 1950-1953, à laquelle la Chine participe avec plus de 1,3 million de soldats).

En 1957, Mao, inquiet du soulèvement des ouvriers hongrois de 1956 contre la bureaucratie du Kremlin, dirige contre certaines fractions de la bureaucratie la campagne des « Cent Fleurs » où, pendant trois mois, étudiants et travailleurs peuvent critiquer l'absence de démocratie et les privilèges de la bureaucratie chinoise. Mais celle-ci réprime ensuite ce mouvement, car il est hors de question pour elle d'accepter les critiques qui remettent en cause son monopole du pouvoir politique. Même le syndicat officiel ACFTU tiendra son dernier congrès en 1957, et ce avant longtemps...

Cependant, la rupture Pékin-Moscou des années 1956-1960 est provoquée principalement par le Kremlin, qui veut détourner la pression économique et militaire de l'impérialisme américain sur la Chine. Cela se traduit par la quasi-cessation de l'aide économique et technologique de l'URSS à la Chine, et aboutit à son isolement sur tous les plans. La Chine va être alors confrontée directement à l'impérialisme. Mao décide alors de lancer le « Grand Bond en avant » (1958-1960) en obligeant des dizaines de millions de paysans chinois à se transformer en sidérurgistes. Le résultat est catastrophique tant sur le plan industriel qu'humain, car cela entraîne des famines gigantesques. Mao est alors isolé au sein du comité central du Parti communiste chinois. Il abandonne alors la présidence de la République à Liu Shao Shi, mais, président du PC chinois, il conserve ainsi un levier important dans la direction chinoise.

Dans le même temps, la bureaucratie chinoise, cherchant à desserrer l'étreinte de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, appuie alors Sukarno, président de l'Indonésie qualifiée alors de « *non-alignée* » mais restant liée à l'impérialisme, et valide la politique du PC indonésien de participation de fait au gouvernement. Cette politique va conduire à la catastrophe : le puissant PC indonésien maoïste, 3 millions de membres, tombe dans le piège d'un coup d'Etat monté en septembre 1965 par une fraction de l'armée et probablement par la

CIA, et sera victime d'une terrible répression.

La « Grande Révolution culturelle prolétarienne » (1966-1969) lancée par Mao pour reprendre la direction du PCC contre la fraction Liu Shao Shi, président de la République, et Deng Xiaoping, alors secrétaire général du comité central du PCC, va provoquer la dislocation du parti.

En même temps, Mao s'appuie sur l'Armée populaire de libération nationale (APLN) pour préserver le pouvoir de la bureaucratie. Cependant, de 1965 à 1968, au plus fort de l'escalade américaine contre le Nord-Vietnam, 320 000 soldats chinois y sont envoyés au titre du soutien logistique. L'APLN va lui permettre de reconstituer l'appareil bureaucratique au congrès du PC de 1969. En 1972, alors que les B52 bombardent le Nord-Vietnam, Mao reçoit à Pékin le président des Etats-Unis, Richard Nixon (passé auparavant à Moscou), qui restera huit jours en Chine et en parlera comme d'une « semaine qui a changé le monde ».

LA BUREAUCRATIE CHINOISE S'ORIENTE SUR L'OUVERTURE AU MARCHÉ MONDIAL

Cependant, c'est Deng Xiaoping qui, revenu au pouvoir après la mort de Mao (1976), entame à partir de 1978 la politique dite de réforme et d'ouverture au capitalisme. Et son gouvernement ne s'oppose pas, dans un premier temps, aux manifestations du Printemps de Pékin (1978-1979) pour la liberté politique, dans la mesure où l'on y critiquait la Révolution culturelle et soutenait au début Deng Xiaoping en lutte contre Hua Guofeng, alors président du PC chinois. Le syndicat officiel ACFTU dissous pendant la Révolution culturelle pourra tenir de nouveau son congrès en octobre 1978.

En 1979, c'est la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis, et la création de quatre zones économiques spéciales : Shenzhen, Zhuhai et Shantou, dans la province du Guangdong (sud de la Chine) et Xiamen, dans la province du Fujian (sud-est de la Chine).

En 1980 : Shenzhen, devient la première des « zones économiques spéciales » qui voit affluer les capitaux étrangers, en provenance de Hong Kong et de Taïwan, puis du Japon et des Etats-Unis.

En quelques années, elle se transforme en « atelier du monde », les entreprises internationales étant notamment attirées par le faible coût de la main-d'œuvre. Et le gouvernement chinois interdit le droit de grève en 1982.

Cependant, la bureaucratie chinoise, qui aspire au maintien de ses privilèges basés sur la propriété d'Etat des moyens de production, facilite de plus en plus l'introduction du secteur privé, car elle accepte de composer de plus en plus avec l'impérialisme, ce qui provoque des luttes internes au sein du PCC qui prennent des formes diverses. En 1986 des manifestations étudiantes contre la corruption et le pouvoir politique de la bureaucratie se produisent à Pékin puis dans d'autres villes. Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, se montrant conciliant à leur égard, est obligé de démissionner sur pression de Deng Xiaoping.

Mais le principal obstacle à l'introduction du capitalisme en Chine reste la classe ouvrière.

La mobilisation des étudiants et des ouvriers chinois de Tien An Men en juin 1989 terrorise la bureaucratie. La répression de juin 1989 par l'armée est organisée directement par Deng Xiaoping, président de la commission militaire du PCC.

LE MARCHÉ CHINOIS ET LES MULTINATIONALES

L'effondrement de l'URSS en 1991 modifie considérablement la situation mondiale, car la Chine reste le seul grand Etat (9,6 millions de km²) où le capitalisme a été exproprié initialement en confrontation avec l'impérialisme, ce qui amplifie la pression de celui-ci sur la bureaucratie pour l'ouverture de son marché aux multinationales. Cela va accentuer les contradictions au sein de la couche dirigeante, qui tend à répercuter et à s'adapter à cette pression du marché mondial.

La bureaucratie chinoise — composée de prébendiers — va chercher à insérer de plus en plus la Chine dans le marché mondial, tout en cherchant à conserver son monopole du pouvoir politique assis sur la propriété d'Etat, base de ses privilèges. Et les dernières étapes de l'intégration de la Chine dans le système capitaliste international sont les suivantes :

— 13 novembre 1999 : signature d'un accord Chine/Etats-Unis, qui acceptent l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;

— 14 et 15 septembre 2001 : la Chine intègre officiellement l'OMC ;

— automne 2013 : Xi Jinping lance officiellement son projet des « Nouvelles routes de la soie ».

— 2015 : le Fonds monétaire international décide d'inclure le renminbi (ou yuan), la monnaie chinoise, dans son panier ;

— mars 2016 : plans de restructuration supprimant des millions d'emplois dans les mines et la sidérurgie adoptés par l'Assemblée nationale populaire ;

— 1^{er} octobre 2016 : le yuan devient une monnaie librement utilisable et est inclus dans le panier des droits de tirage spéciaux en tant que cinquième devise avec le dollar américain, l'euro, le yen japonais et la livre sterling britannique.

Cette insertion de la Chine dans le marché mondial capitaliste engendre des phénomènes économiques inédits.

A) Modification de la structuration du prolétariat urbain et rural chinois

- Evolution de la composition organique du salariat

Composition organique du prolétariat chinois (ouvriers et paysans) selon <i>Yearsbook</i> 2018			
	Campagne	Industrie	Service
1952	83,50 %	7,40 %	9,10 %
1978	70,50 %	17,30 %	12,20 %
1989	60,10 %	21,60 %	18,30 %
2000	50,00 %	22,50 %	29,50 %
2010	36,70 %	28,70 %	34,50 %
2012	33,60 %	30,30 %	36,10 %
2017	27,00 %	28,10 %	44,90 %
En millions de salariés			
2017	209,44	218,24	348,42

Cependant, à titre de comparaison, dans les Etats impérialistes comme le Japon et les Etats-Unis, en 2010, le nombre de travailleurs est de 69,7 % et 81,2 % dans les services (source : *Statista* 2017), pour 34,6 % en Chine.

- Les migrants

Ils constituent une couche de salariés sur-exploités et sans droits, permettant ainsi une accumulation gigantesque à partir des milliards investis par le capital étranger en Chine.

Comme l'indique le tableau figurant en page suivante, un tiers des salariés chinois

sont des migrants. Parmi ces migrants internes, cent millions environ sont des clandestins dans leur propre pays du fait d'un système de passeports intérieurs, le hukou, qui lie les droits sociaux au lieu de naissance et bloque ainsi la liberté de circuler et de travailler sur le territoire de la Chine pour ses propres nationaux.

Il existe peu de pays dans le monde ayant encore un système de passeports intérieurs. Mais le maintien de ce régime rend la main-d'œuvre chinoise clandestine attractive pour la compétition mondiale des produits chinois et les investissements étrangers du fait de son faible coût.

	Salariés (en millions)	Migrants
2009	758,28	229,78
2010	761,05
2011	764,20	252,78
2012	767,04	262,61
2013	769,77	268,94
2014	772,53	273,95
2015	774,51	277,45
2016	776,03	281,71
2017	776,40	286,52

**Bureau national chinois des statistiques
(27/04/2018)**

Concernant l'application de la loi du 1^{er} janvier 2008 sur les contrats de travail, une enquête menée par le Bureau national chinois de la statistique auprès des travailleurs migrants en 2009 a montré que 42,8 % des travailleurs migrants avaient signé un contrat avec leur employeur, mais qu'en 2016, cette proportion était tombée à 35,1 % (*China Labour Bulletin — CLB*, 28 décembre 2017).

Le monde des affaires en Chine était fondamentalement opposé à la loi sur les

contrats de travail lors de son processus de rédaction et a tout mis en œuvre pour la saper depuis. Aujourd'hui, les propriétaires d'entreprises et de nombreux responsables gouvernementaux semblent plus déterminés que jamais à revenir sur la législation du travail en Chine et à réduire ce qui est perçu comme un fardeau pour les employeurs (*CLB*, 28 décembre 2017).

- Baisse massive de l'emploi du secteur d'Etat et développement de l'emploi du secteur privé

Selon les statistiques officielles chinoises, concernant l'emploi, les modifications suivantes se sont opérées durant cette période : le secteur privé, qui apparaît dans les statistiques en 1990 avec 570 000 salariés, en compte 120,83 millions en 2016. Les entreprises d'Etat baissent de 110,44 millions d'emplois en 1997 à 90,68 millions en 1998, et enregistrent la suppression de 19,76 millions d'emplois, ce qui représente 18 % d'emplois en moins. En 2017, elles ne comptent plus que 60,64 millions d'emplois, contre 68,39 millions en 2012.

Là aussi, des millions de travailleurs des entreprises d'Etat sont employés en tant que main-d'œuvre intérimaire avec un salaire inférieur et moins d'avantages que les employés sous statut (*CLB*, 18 janvier 2018).

B) La Chine devient l'un des principaux exportateurs de capitaux du monde

Investissements directs sortants	2016	2017	Investissement directs entrants	2016	2017
Monde	1 473	1 430		1 868	1 430
Etats-Unis	281	342		452	275
Japon	145	160		11	10
Chine	196	125		134	136
Chine Hong-Kong	60	83		117	104
Royaume-Uni	- 23	100		196	15
Allemagne	51	82		17	35
France	63	58		35	50

En milliards de dollars, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 2017.

L'accumulation de milliards de dollars résultant de l'ouverture au marché mondial a rendu possible l'exportation des capitaux par la Chine. L'URSS ne l'a pas fait. Et l'exportation des capitaux a été décrite par Lénine comme une des caractéristiques de l'impérialisme. A partir de là, certains en tirent la conclusion que la Chine est devenu un impérialisme. Sur un autre plan, la hausse significative du Produit

intérieur brut (PIB) tel que mesuré par la Banque mondiale propulse la Chine de la 10^e position mondiale en 1978 — derrière l'Allemagne, le Brésil, le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et l'URSS (bien que celle-ci ne donne pas de chiffres) — à la troisième position en 2007, derrière les Etats-Unis et le Japon, puis la deuxième en 2011, derrière les Etats-Unis et devant le Japon.

C) La guerre commerciale Etats-Unis/Chine

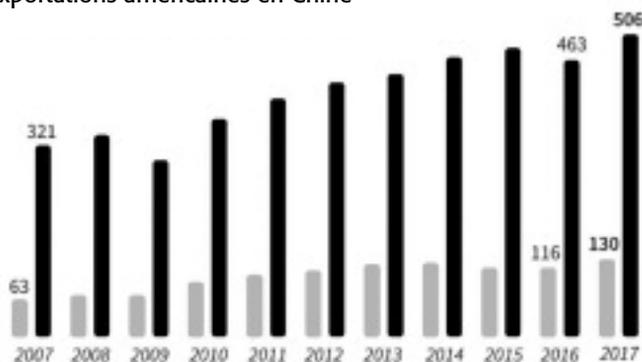
Devenue la deuxième puissance économique planétaire, la Chine, intégrée au système capitaliste international, rentre directement en conflit commercial avec la première puissance : les Etats-Unis.

Les échanges Chine-Etats-Unis

Commerce de marchandises

en milliards de dollars

- Exportations chinoises aux Etats-Unis
- Exportations américaines en Chine



Source : US Census Bureau

Dès janvier 2017, le nouveau président américain, Donald Trump, retire les Etats-Unis du Traité de libre-échange transpacifique (TPP) impulsé par Obama pour isoler sur le plan économique la Chine en Asie-Pacifique. Et d'août 2017 à mars 2018, Trump, au nom de la dénucléarisation de la Corée du Nord, fait pression sur la Chine pour amener celle-ci à voter pour la première fois des sanctions économiques contre celle-ci, pourtant son alliée.

En mars 2018, le président américain déclare la guerre commerciale à la Chine de Xi Jinping pour la réduction du déficit commercial et impose des frais de douane mas-

sifs sur les produits chinois dans le but d'ouvrir sans entraves le marché chinois aux capitaux américains. L'un des conseillers de Trump expliquait alors que ce qui était en cause était « *le statut d'économie non marchande de la Chine* ».

Concernant le règlement des différends commerciaux internationaux, l'OMC a réglé — depuis 1995 — 350 contentieux pour 500 plaintes déposées. C'est ainsi que sur les six premiers mois de 2018, les Etats-Unis ont porté 22 plaintes contre la Chine, l'Union européenne en a portées 5 et le Japon 2. Et la Chine a porté 10 plaintes contre les Etats-Unis et 5 contre l'Union européenne. Mais

cela ne correspond plus à la crise mondiale du système capitaliste du point de vue des Etats-Unis... En réalité, si la bureaucratie chinoise a célébré en 2018 le 40^e anniversaire de la réforme lancée en 1978 par Deng Xiaoping, c'est-à-dire l'ouverture de la Chine au marché, avec comme étape l'adhésion à l'OMC en novembre 2001, cette pénétration du capital s'est jusque-là opérée sous le contrôle du PC chinois.

- Les conséquences de la guerre commerciale sur la Chine

La croissance chinoise est tombée à 6,4 % au quatrième trimestre, son rythme le plus faible depuis la grande crise financière de 2009 (*Les Echos*, 21 janvier 2019). Selon *Global Times* (7 janvier 2019), la demande d'emploi a chuté de 20,79 % d'un trimestre à l'autre dans tous les secteurs, elle aurait même diminué dans les industries et le commerce d'importation et d'exportation de 53 % au 3^e trimestre 2018, contre 2 % au premier trimestre et 13 % au deuxième.

Autre conséquence : *Reuters* (29 janvier) indique qu'au moins 23 provinces chinoises ont réduit leur objectif de croissance économique pour cette année. Et les cadres supérieurs de la société chinoise Didi Chuxing envisagent de réduire les effectifs de certains départements jusqu'à 20 % (*Reuters*, 30 janvier 2019). Les licenciements concerneront principalement des services de support tels que le marketing et les ressources humaines, rapporte le site Web d'informations technologiques, ajoutant qu'une décision finale n'a pas encore été prise. La société emploie plus de 10 000 personnes dans le monde.

- Mais le déficit commercial avec les Etats-Unis se poursuit pendant la trêve commerciale

Il devient même le plus important depuis 2006. Selon *Reuters* (18 janvier 2019) :

« Les Etats-Unis poussent pour un examen régulier des progrès de la Chine en matière de réformes commerciales annoncées comme condition préalable à un accord commercial — et pourraient à nouveau recourir aux tarifs douaniers s'ils estimaient que Pékin avait violé l'accord, selon des sources informées (...). Un processus d'application et de vérification est inhabituel pour les accords commerciaux et s'apparente au processus entourant les sanctions économiques punitives telles que celles imposées à la Corée du Nord. »

La bureaucratie chinoise, via *XINHUA* (1^{er} février 2019), l'agence de presse officielle chinoise, répond :

« Les Etats-Unis exigent de la Chine des réformes structurelles. Certaines exigences et souhaits des Etats-Unis vont dans le sens des intérêts propres de la Chine. Par exemple, Washington demande à Beijing de renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle, d'ouvrir son économie aux entreprises américaines dans plus de domaines et de les traiter sur un pied d'égalité. La Chine est censée faire tout cela pour approfondir les réformes et l'ouverture. Promouvoir ces réformes par le biais de négociations sino-américaines est propice au développement de la Chine. »

Tel est le contenu de la suite de ces négociations.

- Et dans cette situation d'extrême tension entre l'impérialisme et la Chine se sont exprimées publiquement des contradictions au sein du Parti communiste chinois

Entre mars et octobre 2018, la fraction du PC chinois regroupée autour de Xi Jinping a résisté à l'offensive américaine. Il s'en est suivi des dissensions publiques au sein du parti. Une fraction de la bureaucratie s'est alors exprimée en faveur de céder à la pression américaine. *Le Quotidien du Peuple* (9 août 2018) lui a répondu :

« La Chine est revenue au centre de la scène mondiale... Un éléphant ne peut pas se cacher derrière un jeune arbre... La Chine a déclaré cette semaine qu'elle imposerait des droits de douane supplémentaires de 25 % sur les importations américaines de 16 milliards de dollars en représailles contre les prélèvements sur les produits chinois imposés par les Etats-Unis. »

Une autre fraction de la bureaucratie s'opposant à la mainmise du capital sur le secteur public est stigmatisée par *Global Times* (13 septembre) en ces termes : « *Le plaidoyer des gauchistes pour la mort du secteur privé a des répercussions en Chine.* » Ce qui a amené Xi Jinping à se prononcer pour la défense des 96 grandes entreprises publiques tout en affirmant son soutien au secteur privé. Mais le quotidien de Hong-Kong *South China Morning Post* (13 septembre 2018) rapporte : « *La forte objection de Washington à l'égard du rôle prépondérant des entreprises publiques dans l'écono-*

mie chinoise est au cœur du conflit commercial. » Telle est la base des dissensions qui s'expriment à ce moment-là au sein du PC chinois.

Et le 1^{er} novembre, à la suite de la réunion du bureau politique du PCC, Xi Jinping annonce à un symposium composé des plus importants dirigeants d'entreprises chinoises :

« Les gouvernements provinciaux et les villes ayant des régimes distincts peuvent mobiliser leurs propres fonds pour créer un fonds de sauvetage des politiques afin de corriger le comportement de certains ministères et de grandes entreprises qui utilisent leur position dominante pour intimider et rembourser des dettes à des entreprises privées... et encourager les entreprises privées à participer à la réforme des entreprises d'Etat » (*Le Quotidien du Peuple*, 2 novembre 2018).

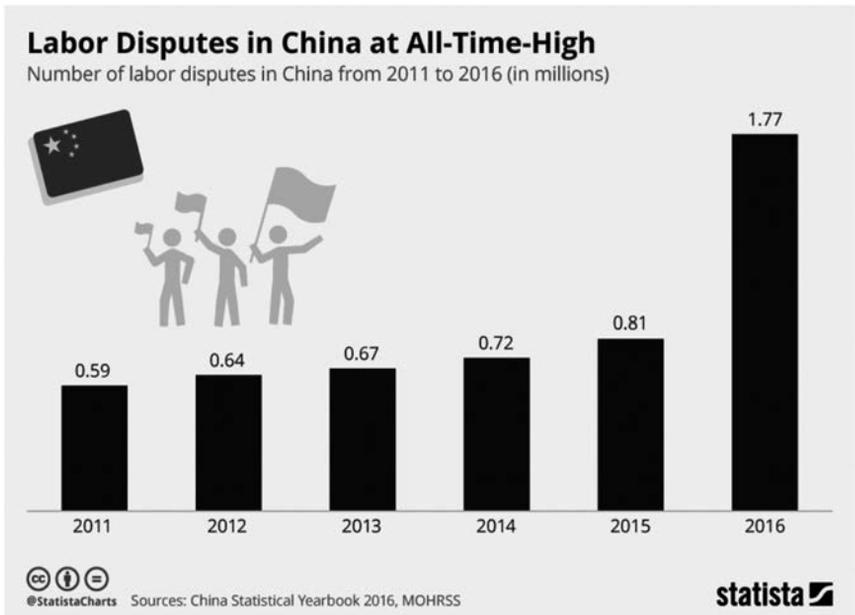
Ce n'est alors plus l'Etat mais le marché qui déciderait les réformes structurelles des entreprises d'Etat. Ce qui va dans le sens des exigences des Etats-Unis.

Cependant, le monopole du pouvoir politique et économique exercé par la bureaucratie s'accompagne du fait que les membres de l'appareil du PC chinois, y compris les hauts gradés militaires, sont constamment menacés par la campagne anti-corruption menée par Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir en 2012, et dont les pouvoirs sont sortis renforcés au XIX^e Congrès du PCC d'octobre 2017. Plus d'un million de fonctionnaires du PC chinois ont ainsi été exclus, perdant par là même leurs privilèges dans l'appareil d'Etat.

Difficile dans ces conditions pour la bureaucratie de pérenniser ses avantages par la constitution d'une classe sociale.

La résistance de la classe ouvrière chinoise

Nombre de conflits du travail jusqu'en 2016



Selon *China Labour Bulletin*, la grande majorité des manifestations de travailleurs d'aujourd'hui sont liées à des violations fondamentales du droit du travail, telles que le non-paiement des salaires.

QUELLE ISSUE ?

La grève nationale des conducteurs de grues le 1^{er} mai 2018 et la manifestation du 27 juillet des travailleurs de Jasic Shenzhen pour le droit de constituer un syndicat indépendant avec le soutien de centaines d'étudiants chinois marquent la dernière période. Mentionnant plusieurs grèves en Chine, *China Labour Bulletin* estimait le 17 mai que « les grèves des opérateurs de grues à tour ont notamment représenté un défi

important pour la crédibilité du syndicat officiel ». A ce moment-là, et pour la première fois depuis 1989, une jonction s'est opérée en Chine entre un secteur de la classe ouvrière de la province la plus industrialisée — le Guandong et Shenzhen, qui possède le PIB le plus élevé de toutes les villes de Chine — et les étudiants des écoles marxistes (groupes se réclamant du maoïsme), membres des plus prestigieuses universités chinoises, pour la constitution d'un syndicat indépendant à l'usine de Jasic Technology (voir encadré ci-dessous).

Lettre ouverte de Yue Xin au CC du PCC et à Xi Jinping (19 août 2018)

« Je suis Yue Xin, représentante du groupe de solidarité universitaire “du 27 juillet, pour les droits ouvriers, le syndicat et les incidents de la détention de Shenzhen Jasic”, et diplômée de l'université de Pékin en 2018.

Depuis l'incident du 27 juillet, je n'ai ressenti aucune paix dans mon cœur.

Depuis longtemps, la Shenzhen Jasic Technology Company adapte illégalement les congés des travailleurs, applique illégalement des sanctions aux travailleurs, réduit les salaires des travailleurs, oblige les travailleurs à marcher et commet de nombreuses autres violations très graves. Les travailleurs de Jasic se sont adressés à plusieurs reprises au Bureau des ressources humaines sans jamais recevoir de réponse. Sans autre choix, les travailleurs de Jasic ont formé indépendamment un syndicat conformément à la Constitution et à la loi sur les syndicats de la République populaire de Chine et sous la direction de l'Union générale du district, exerçant leurs droits légitimes. Personne ne s'attendait à ce qu'ils soient punis par des transferts, des intimidations, des menaces et des passages à tabac par l'usine. Ceux qui n'ont pas accepté d'être transférés ont été automatiquement licenciés. D'autres ont continué à faire l'objet d'intimidations et de menaces. Ne s'agit-il pas de violations graves de la loi, d'une société cotée en Bourse sans le moindre sens des responsabilités envers la société, faisant fi de la Constitution et de la loi sur les syndicats ? Encore plus digne de dédain est le fait que l'usine a collaboré avec le crime organisé dans les passages à tabac des travailleurs Liu Penghu et Mi Jiuping (...).

Honorables membres du comité central du PCC et secrétaire général Xi, nous avons d'abord espéré vous remettre personnellement cette lettre à Beijing et écouter vos instructions en personne. Mais la situation, ici sur le front, est urgente. Les messages se heurtent à des strates successives de blocage. Les canaux pour faire remonter nos réclamations sont bloqués à chaque niveau jusqu'au sommet. Nous n'avons pas d'autre recours que de vous l'envoyer via Internet. Nous sommes convaincus que les départements concernés du gouvernement central vous enverront la lettre, car tous les membres du parti s'intéressent à la souffrance des masses — ils ne saisiraient pas cette lettre.

Secrétaire général Xi, nous savons que l'avenir des jeunes étudiants vous préoccupe beaucoup, car vous prenez le temps de lire attentivement toutes les lettres que les étudiants vous ont envoyées. L'année dernière, nous avons été très inspirés par votre réponse à une lettre écrite par un étudiant de Moscou. Les étudiants de l'université de Pékin, de l'université Renmin, de l'université de Nanjing et d'autres établissements d'enseignement supérieur espèrent sincèrement recevoir un jour une lettre de réponse et des enseignements de votre part. Nous, en première ligne, avons hâte d'entendre la bonne parole de votre part ! »

Quant aux « maoïstes », ils sont mal vus des autorités chinoises, qui désignent sous ce sigle ceux qui refusent « l'ouverture au marché ». Ainsi, l'article de *Global Times* (26 décembre 2018) « *La Chine salue Mao à l'occasion du 125^e anniversaire de sa naissance* » explique que « *quelques maoïstes d'extrême gauche radicaux ont exprimé le désir de revenir en arrière et de ramener le pays à l'époque de Mao* ». « *Ces personnes ne constituent pas du tout la majorité* », a déclaré Su Wei, professeur à l'École du Parti, « *et leurs voix n'expriment pas une simple émotion, mais visent un objectif politique auquel sont opposés l'écrasante majorité de la société et le gouvernement, car nous nous opposons à tout recul de l'histoire et nous insistons sur la réforme et l'ouverture* ».

LA CHINE À LA CROISÉE DES CHEMINS

L'Etat chinois est pris en étau entre la pression de l'impérialisme, notamment américain, et la résistance de la classe ouvrière chinoise. Car cet Etat est issu de l'expropriation du capital (1949) et, dans le même temps, sous le contrôle de la bureaucratie, il a ouvert la voie au capital en s'insérant au marché mondial.

Il serait erroné de voir dans la bureaucratie chinoise une nouvelle classe capitaliste, c'est-à-dire une bourgeoisie qui s'appuierait sur des rapports sociaux capitalistes.

Par exemple, Jack Ma, fondateur du géant chinois du commerce en ligne Alibaba (coté à la Bourse de New York et valorisé environ 400 milliards de dollars, soit 354 milliards d'euros) et homme le plus riche de Chine, capitaliste, est membre du PCC, comme l'a révélé le 26 novembre 2018 *Le Quotidien du Peuple*, organe du PCC au pouvoir. Sur quoi s'appuie cette position de capitaliste ?

Selon *CN News* (27 novembre 2018) :

« En Chine, de nombreux secteurs économiques sont dominés par des entreprises d'Etat. Une adhésion au PCC, qui revendique 89 millions de membres, peut donc faciliter les démarches des entrepreneurs privés dans un contexte législatif et économique compliqué. »

Ce sont donc ces 96 conglomérats gérés directement par le gouvernement qui donnent de telles « facilités ». Et justement, le motif majeur de la guerre commerciale de

Trump contre la Chine est la remise en cause de ces grands groupes d'Etat qui contrôlent l'entrée des capitaux étrangers en Chine. Mais leur disparition amènerait la liquidation de pans entiers de bureaucraties... Pour sa part, Jack Ma a fait savoir qu'il était opposé à la guerre commerciale menée par Trump.

La bureaucratie chinoise se distingue d'une classe capitaliste — qui, elle, possède les moyens de production — par le fait qu'elle tire sa position parce qu'elle dirige l'Etat. L'Etat chinois est donc une forme transitoire et originale qui est une expression de la distorsion de la situation mondiale ouverte par la chute de l'URSS et la crise d'agonie du système impérialiste. Aller jusqu'au bout de la restauration capitaliste aurait signifié la liquidation de toute la propriété d'Etat et l'ouverture complète au capital et à l'impérialisme mondial. Ce que la bureaucratie ne peut pas faire. Nous y reviendrons.

De plus, dans une situation du régime capitaliste mondial en crise, la course au profit du capital sape toutes les bases des économies nationales, les trusts et les monopoles se jouent des cadres nationaux dans une bataille mondiale pour la conquête des parts de marché, provoquant des guerres et l'anarchie mondiale.

La position de la bureaucratie chinoise est déterminée non par la possession de moyens de production qu'elle n'a pas, mais par le fait que sa position sociale dominante est liée au monopole du pouvoir politique qu'elle maintient. Sa position sociale fondamentale est liée à l'Etat bureaucratique qu'elle contrôle et qu'elle cherche à préserver comme bureaucratie. Bien évidemment, comme l'écrivait Trotsky à propos de l'URSS, pour un Etat et une situation différente, « *le détournement des fonds et le vol des principales richesses par la bureaucratie ne constituent pas un système d'exploitation (...). Pour que la bureaucratie puisse poursuivre son vol systématique, ses appareils sont obligés de recourir à des actes systématiques de banditisme* » (1).

Après la chute de l'URSS et l'écrasement de la place Tian An Men, par peur du prolétariat, la bureaucratie a dû renforcer son contrô-

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 21, « *Philosophie bonapartiste de l'Etat* », 1^{er} mai 1939, éd. ILT, page 150.

le et sa domination. Et dans le même temps, elle a dû céder en partie à la pression du marché mondial en ouvrant l'économie chinoise au capital étranger et à l'instauration d'un secteur privé. L'utilisation d'un prolétariat massif à bas coût a fait de la Chine un maillon décisif de la production capitaliste mondiale. La Chine est ainsi devenue une sorte de sous-traitant indispensable de l'économie mondiale. Mais cette situation a encore renforcé la dépendance de la Chine à l'égard du marché mondial. Pour autant, la bureaucratie chinoise n'a pas érigé des rapports capitalistes en Chine sur la base de la destruction de la propriété d'Etat, et c'est pourquoi les Etats-Unis et l'Union européenne reprochent au gouvernement chinois de ne pas avoir constitué une économie de marché.

La Chine est partiellement régie par les exigences du marché mondial capitaliste. Elle l'est non pas directement, mais par l'intermédiaire de la bureaucratie qui cherche en permanence à se préserver et à préserver ses intérêts. La guerre commerciale ouverte par Trump est une expression de cette pression qu'exerce le capital pour faire sauter toutes les barrières, les normes et la propriété d'Etat. La bureaucratie cède partiellement à cette pression, mais pour l'instant ne va pas jusqu'au bout. La Chine est dépendante du marché mondial, notamment dirigé par l'impérialisme américain, mais celui-ci est également dépendant de la place de la Chine dans l'économie mondiale, et notamment dans l'économie américaine.

Trotsky expliquait à propos de l'URSS :

« Si la bureaucratie devient de plus en plus puissante (...), c'est donc que les tendances bourgeoises dans l'Etat ouvrier se développent (...). Jusqu' alors, cependant, aussi longtemps que cette contradiction n'a pas dépassé le domaine de la répartition pour entrer dans celui de la production et n'a pas fait exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée, l'Etat reste un Etat ouvrier » (2).

Mais nous ne sommes plus en 1936, et la Chine n'est pas l'URSS. Les « *tendances bourgeoises dans l'Etat ouvrier* » se sont considérablement développées. L'insertion au marché mondial, la production massive comme sous-traitants des trusts mondiaux ont généré des milliards et des milliards en Chine. De plus en plus insérée au marché mondial, l'économie chinoise bénéficiaire de ces milliards de capitaux, qui bien évidemment ne sont pas utilisés à la satisfac-

tion des besoins sociaux du peuple, doit, dans la logique des règles capitalistes, faire circuler ces capitaux sur le marché mondial.

Cette intégration à la circulation des capitaux et aux investissements sur le marché mondial est une première brèche d'importance à la nature de classe de l'Etat chinois. C'est là le produit de l'ouverture au capital et de la création d'un secteur privé important. Mais cela reste encore sous le contrôle de la bureaucratie. Et celle-ci, en prenant position sur le marché mondial, cherche à occuper une position lui permettant de faire face notamment à l'impérialisme américain et à préserver ses intérêts. Ce qui l'amène à entrer en contradiction avec les exigences de l'impérialisme américain, même si la bureaucratie ne remet en aucun cas en cause le marché mondial dominé par le capital. Au contraire.

Des esprits formalistes s'interrogeront sur le fait qu'une définition « noir ou blanc » n'est pas donnée sur la nature de classe de l'Etat chinois. A l'origine, c'est un Etat basé sur l'expropriation du capital, mais qui a ouvert la voie à l'introduction du capital en Chine et qui s'insère de plus en plus dans le marché mondial par l'exportation des capitaux... mais toujours sous le contrôle de la bureaucratie chinoise, qui, répétons-le, n'est pas une nouvelle classe sociale.

Mais « *les tendances bourgeoises qui se renforcent* » menacent l'existence même de l'Etat issu de l'expropriation du capital. L'Etat chinois actuel est donc une forme transitoire, pour laquelle l'avenir sera déterminé par la lutte entre les deux classes fondamentales à l'échelle mondiale.

C'est cette situation qui provoque une crise majeure au sein de la bureaucratie dans laquelle fractions et clans s'opposent entre ceux partisans d'une plus grande ouverture, ceux qui veulent maintenir un équilibre et ceux qui remettent en cause plus ou moins confusément l'ouverture au capital. C'est là le sens de l'offensive de la fraction dominante de la bureaucratie, qui, d'un côté, frappe « à droite » certains secteurs, les accusant de corruption, et, de l'autre, frappe « à gauche », dénonçant les gauchistes et les maoïstes.

(2) Léon Trotsky, *Défense du marxisme, URSS, marxisme et bureaucratie*, « *Bureaucratie bourgeoise d'un Etat ouvrier ?* » (25 novembre 1937), Etudes et documentation internationale (EDI), 1972, page 29.

Car le problème majeur auquel la bureaucratie est confrontée, c'est que les rapports de la propriété d'Etat sont certes des rapports juridiques, politiques, économiques et sociaux, mais que la classe ouvrière a été constituée par cette expropriation et demeure encore, pour l'essentiel, basée sur ces rapports de propriété.

Ces rapports, ce sont des centaines de millions de travailleurs qui, en se défendant, sans même en avoir conscience, défendent la propriété d'Etat, les rapports sociaux de la propriété d'Etat. Les nombreuses grèves qui se multiplient en Chine en sont l'expression. La remise en cause de la propriété d'Etat signifierait jeter à la rue des centaines de millions de travailleurs, comme l'indiquent déjà dans le secteur privé et dans certaines branches de l'économie d'Etat les restructurations contre lesquelles les travailleurs se mobilisent.

La remise en cause de la nature de classe de l'Etat chinois ne le transformerait pas en un nouvel Etat capitaliste, mais ferait exploser en lambeaux l'Etat et la nation chinoise, soumis au jeu de l'impérialisme. La bureaucratie est donc prise en étau entre la pression de l'impérialisme et les concessions qu'elle lui accorde, mais également face à la résistance de la classe à laquelle elle est également contrainte de faire des concessions.

Le fait que le pouvoir chinois, face aux grèves, ne pratique pas en général une répression sanglante et massive, mais une répression sélective contre des militants, des leaders de grèves, des syndicalistes, est une indication de l'effroi qui la saisit d'une possible mobilisation massive de la classe ouvrière. C'est dans ces conditions que la bureaucratie chinoise concentre une répression féroce contre tous ces militants, leaders de grève, pour tenter de décapiter tout mouvement vers l'organisation indépendante en essayant de faire jouer au syndicat officiel un rôle de pseudo-syndicat.

Mais dans le même temps, des travailleurs et des militants se saisissent aussi des structures du syndicat officiel pour leurs mobilisations et leurs grèves. C'est par ces mille et un canaux que s'exprime cette résistance ouvrière.

Tout cela indique que la situation est inextricable pour la bureaucratie, prise entre l'étau de la pression de l'impérialisme et la mobilisation des travailleurs. La bureaucratie est bien consciente que la Chine est une poudrière.

Et ils connaissent tous parfaitement la phrase de Mao : « *Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine.* »

Albert Tarp

11 février 2019



Travailleurs et étudiants se réclamant de Mao manifestent pour la constitution d'un syndicat indépendant à Jasic Shenzhen.



Le 23 janvier 2019, manifestation massive à Caracas en soutien à Nicolas Maduro.

Le Venezuela, une nation assiégée qui résiste

LES mois de février ont constitué des dates clés dans la lutte des classes au Venezuela. Il y a trente ans, c'est un 27 février qu'avait lieu la première rébellion populaire contre les plans du Fonds monétaire international (FMI), cruellement réprimée par le gouvernement du social-démocrate Carlos Andrés Pérez. On ne connaît pas encore aujourd'hui le chiffre exact des victimes, car la plupart d'entre elles ont été enterrées dans des fosses communes ou sont toujours portées disparues. Les chiffres officiels parlent de 300 morts, les non-officiels de plus de 3 000.

Le 16 février 1989 était signé le premier accord entre le FMI et le Venezuela. Et le 27 février entra en vigueur l'adoption d'un programme d'ajustement macro-économique sous le contrôle direct du FMI. Un programme drastique : libération des taux d'intérêt actifs et passifs sur tout le système financier jusqu'à un plafond temporaire fixé autour de 30 %, unification des taux de change et élimination du taux de change préférentiel, libération du taux de change ; libération des prix de tous les produits à l'exception de 18 rubriques du panier de base, augmentation des tarifs des services publics, augmentation de 100 % du prix du carburant, augmentation des tarifs du transport public de 30 % ; élimination progressive des droits de douane sur les importations, réduction du déficit fiscal qui ne devait pas excéder 4 % du produit territorial brut (1), gel des dépenses dans l'administration publique et réduction des fiches de paye, et enfin le début des privatisations des principales entreprises d'Etat.

Et quelques jours après la ratification de l'accord et l'application de ses premières mesures avait lieu le « 27-F », connu sous le nom de *caracazo* (2). Ce jour-là, le peuple travailleur a connu sa première grande insurrection populaire : la protestation a éclaté à Guarenas, dans l'est de la capitale, lorsque des étudiants et des travailleurs ont refusé la hausse des prix du transport public. Et le soulèvement a gagné la capitale.

La rébellion populaire du 27 février blessa à mort le régime politique du Pacte du *Punto Fijo* (3), ouvrant une nouvelle étape politique non seulement au Venezuela mais

aussi dans toute l'Amérique latine, où commença une période de luttes et de soulèvements populaires qui furent le point de départ de l'apparition de gouvernements dits « progressistes » dans la région. Ainsi se manifestaient à la fois la résistance du peuple travailleur aux plans du Fonds monétaire international et la lutte des peuples pour leur souveraineté.

UN FAMEUX 4 FÉVRIER

Le 4 février 1992, Hugo Chávez prit la tête d'une rébellion à la fois civile et militaire. Mais n'ayant pas réussi à contrôler la situation dans la capitale, Chávez décida de se rendre. Il demanda à le faire par le canal de la télévision, où il lança son fameux message « *Pour l'instant* ». Depuis sa prison, Chávez gagna progressivement en popularité, occupant le vide politique produit de la rébellion populaire du 27 février. Grâce à cela, il fut gracié en 1994, à la fois sous la pression de la rue et du fait des conflits dans les sommets d'un régime frappé à mort.

Désormais libre, il a parcouru le pays, défendant son programme contre la pauvreté, la crise sociale, la dénationalisation, la dette extérieure, le bradage du pétrole et les privatisations. Dans le but « *d'élever à court terme le niveau et la qualité de vie de la population vénézuélienne* », il revendiqua l'indépendance nationale et réaffirma la souveraineté de la nation. De la même manière, il se proposa de rétablir la rétroactivité des prestations sociales aux travailleurs (4).

(1) Le PTB est différent du PIB en ce qu'il considère la totalité des biens et services répertoriés dans un pays sur une période déterminée pour apprécier sa santé.

(2) 27-F pour 27 février, manière typique de l'Espagne de commémorer des dates ; *caracazo* pour à Caracas, où a eu lieu l'explosion contre cette politique.

(3) Le Pacte dit du *Punto Fijo*, du nom de la ferme où il a été signé par l'Action démocratique, le Comité d'organisation politique électoral indépendant et l'Union républicaine démocratique le 31 octobre 1958, est un accord de gouvernance en conjonction avec les principales institutions de la bourgeoisie.

(4) Accord tripartite sur la sécurité sociale intégrale et de politique salariale (ATSSI) mis sur pied pour transformer le système de sécurité sociale dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel, impulsé par Rafael Caldera dans son second gouvernement.

Après une intense campagne, il gagna les élections générales du Venezuela en décembre 1998, ce qui lui permit d'être investi comme président pour la première fois le 2 février 1999.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE (ANC) DE 1999

Investi en 1999, avec les sympathies du peuple travailleur, Chavez convoqua le 25 avril un référendum sur la nécessité de modifier la Constitution de 1961, où il obtint un total de 92 % des voix en faveur de la convocation d'une Assemblée constituante afin de rédiger une nouvelle Constitution.

Aux élections pour la Constituante qui eurent lieu le 25 juillet 1999, le Pôle patriotique obtint 121 sièges, contre 7 pour la droite. Parmi les sièges obtenus par le chavisme (5), notre courant obtint un siège au nom du Front constituant des travailleurs, quatrième candidat en nombre de voix de l'Etat de Zulia, et qui jouera un rôle de premier plan dans la rédaction des articles sur le droit du travail dans la nouvelle Constitution.

Le paysage politique était très clair : les masses vénézuéliennes voulaient un changement et Chávez personnifiait ces sentiments et ces aspirations démocratiques.

La nouvelle Constitution établissait la création d'un Etat de droit, démocratique et social, et comprenait les référendums consultatif, révocatoire, approbatoire, abrogatoire et les normes qui en découlent « *en matière des droits de l'homme, établissant les aspects constitutionnels en rapport avec la souveraineté nationale, économique et sociale* ».

La Constitution de la République bolivarienne (CRB) a également établi que le travail devait jouir de la protection de l'Etat, grâce à quoi la Constitution en vigueur devint la garantie des immenses droits sociaux établis. A côté des droits politiques apparaissent au chapitre 5 de la Constitution les « *Droits sociaux et des familles* », stipulés aux articles 75 à 97, que Chavez approuve avec l'entrée en vigueur le 1^{er} mai 2012 de la Loi organique du travail, des travailleurs et travailleuses (LOTTT). Celle-ci développe les droits prévus par la Constitution et fait une large place aux nombreuses revendications qui ont représenté des années de lutte du mouvement ouvrier, devenant ainsi une des conquêtes les plus importantes de la classe laborieuse vénézuélienne.

A la fin de l'année 2001, il approuve une série de 49 lois (lois dites d'habilitation, en fait des ordonnances). La loi organique des hydrocarbures établit la propriété de l'Etat sur le pétrole et régleme son exploitation en fonction de l'intérêt national, augmentant de 16 à 30 % les impôts que doivent payer les investisseurs étrangers. Est ainsi complétée la disposition de l'article 303 de la Constitution bolivarienne où il est établi que « *pour des raisons de souveraineté économique, politique et de stratégie nationale, l'Etat conservera la totalité des actions de l'entreprise Pétroles du Venezuela (Pétroles de Venezuela SA – PDVSA, Ndlr) ou bien de l'entité qui sera créée pour prendre en charge l'industrie pétrolière* ». Outre la propriété des gisements pétroliers, la loi des hydrocarbures dispose que les activités primaires d'exploration, extraction, collecte, transport et stockage sont réservées à l'Etat, à des entreprises propriétés de l'Etat ou à toutes les entreprises mixtes dans lesquelles l'Etat gardera une participation supérieure à 50 %. Elle dispose également que les activités de commercialisation interne et externe des hydrocarbures naturels ne pourront être effectuées que par des entreprises d'Etat.

LES ÉTATS-UNIS ET LE COUP D'ÉTAT DE 2002

L'arrivée du chavisme au pouvoir a été dès le début un motif de préoccupation pour le gouvernement des Etats-Unis qui s'est aggravée à partir de l'entrée en fonction du président républicain George W. Bush, puisque le Venezuela était le troisième fournisseur de pétrole des Etats-Unis. D'autres sujets de préoccupation se sont rajoutés, comme les rapports avec l'Irak, la Libye et Cuba, la réactivation de l'OPEP pour défendre le prix du pétrole. Mais il y a également l'opposition rencontrée partiellement dans l'ALCA (*Área de Libre Comercio de las Américas*, Zone de libre-échange des Amériques) et la défaite de ce même Bush face à l'opposition à laquelle il s'est heurté à propos de son plan Colombie (6).

(5) Manière habituelle de désigner en Amérique latine un mouvement à partir du nom qui le représente.

(6) Plan signé par les Etats-Unis et la Colombie pour prétendument réduire le trafic de drogue, en fait pour établir une totale mainmise des Etats-Unis sur le territoire colombien.

En 1999, la demande adressée au Venezuela par les Etats-Unis de permettre aux avions « antidrogue » américains de survoler l'espace aérien du Venezuela a été refusée, suivie de la condamnation en octobre 2001 des bombardements américains en Afghanistan.

Un deuxième sujet d'affrontement avec les Etats-Unis vient des mesures du gouvernement Chávez en relation avec l'industrie pétrolière. Les Etats-Unis étaient très intéressés par la privatisation de PDVSA, processus que la direction de cette entreprise était sur le point de mener à bien mais qui a été bloqué par Chávez. De plus, en novembre 2001, celui-ci tentait de modifier l'accord de 60 ans avec les compagnies pétrolières étrangères qui leur concédait de considérables privilèges fiscaux. Les accords furent effectivement modifiés sur ce point avec la Phillips Petroleum et ExxonMobil (7) dans le but d'octroyer au Venezuela un plus grand revenu sur la production de pétrole.

Trois ans après l'arrivée de Chávez au pouvoir et sous les auspices des Etats-Unis, la droite pro-impérialiste a organisé un coup d'Etat en avril 2002. L'instigateur public en était Pedro Carmona, le président de Fedecámaras, la puissante association des chefs d'entreprise vénézuélienne. C'est-à-dire que, sans la moindre dissimulation, le putsch était dirigé par le principal représentant des grandes entreprises et de l'oligarchie vénézuéliennes. Il a été vaincu pour toute une série de raisons, en premier lieu par la mobilisation populaire civile et militaire, et également par le fait que les gouvernements latino-américains, en particulier celui du Brésil, n'ont pas reconnu les putschistes. C'est pour cela qu'en moins de 72 heures Carmona fut balayé.

Peu après, le lock-out mené par les dirigeants de l'entreprise du pétrole fut également balayé grâce à la mobilisation des travailleurs, qui, réunis en assemblées, ont nommé leurs représentants sur des postes de responsabilité pour faire repartir l'industrie pétrolière.

LES ÉTATS-UNIS ET LEUR INTERVENTIONNISME CONTINUEL

Après les événements d'avril 2002, l'impérialisme a poursuivi sa politique interventionniste, relancée par le décret d'Obama

en 2015. Il a alors annoncé la mise en œuvre de nouvelles sanctions contre le pays pour de prétendues violations des droits de l'homme, déclarant « *l'urgence nationale* » à cause du « *risque extraordinaire* » qu'implique la situation au Venezuela pour la sécurité des Etats-Unis, ce qui a été maintenu par Donald Trump.

En juin 2015, John Kelly, responsable du Commandement sud des Etats-Unis, a mis en doute la volonté du gouvernement vénézuélien de combattre le trafic de drogue. Le 31 mai 2016, le secrétaire général de l'Office of Economic Adjustment (OEA), Luis Almagro, a demandé que soit activée la procédure afin d'appliquer la Charte démocratique de l'organisme contre le Venezuela. Le 13 janvier 2017, l'administration de l'ex-président Barack Obama a renouvelé le décret qui déclare le Venezuela « *menace inhabituelle et extraordinaire* » pour la sécurité interne des Etats-Unis.

Donald Trump devenu président, au mois de février 2018, le vice-président exécutif du Venezuela, Tarek El Aissami, est sanctionné par le département du Trésor des Etats-Unis à travers le Bureau de contrôle des actifs étrangers (OFAC). Au mois de juillet 2018, le gouvernement américain sanctionne 13 fonctionnaires, ex-fonctionnaires et militaires vénézuéliens dans une tentative d'intervenir dans la politique locale et d'empêcher l'élection de candidats à l'Assemblée nationale constituante. Ultérieurement, après l'échec de la tentative d'empêcher le processus constituant, ils mettent en route une procédure de sanctions contre le président Nicolás Maduro. Le 11 août 2018, le mandataire américain menaçait directement le Venezuela, disant qu'il disposait de « *nombreuses options pour le Venezuela, y compris une possible option militaire* ».

Auparavant, en 2017, ils avaient impulsé des phénomènes de violence dans la rue (les groupes de choc des *guarimbas*), provoquant la mort de 131 personnes. Une situation qui va culminer en 2018 avec la tentative d'assassinat organisée, instruite, financée et armée par le gouvernement américain sur la personne du président élu Nicolás Maduro.

(7) ExxonMobil est un puissant instrument des Etats-Unis pour pouvoir s'assurer le contrôle de toutes les ressources énergétiques. Il opère dans plus de 40 pays, héritier de la Standard Oil, Esso, Créole, et a à son actif tout un passé d'exactions et d'ingérences au Venezuela.

LE BLOCUS ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Dans le cas du Venezuela, le blocus s'est fondé sur le fait que des mesures ont été prises contre les marchés financiers internationaux, interdisant de recourir au marché des crédits aussi bien pour renégocier des échéances que pour réaliser de nouveaux placements. Dans un pays connu dans le monde comme fournisseur de matière première, le pétrole conduit à une forte dépendance par rapport aux importations qui sont financées par les revenus pétroliers. C'est pour cette raison que le boycott financier et commercial du Venezuela y a des conséquences beaucoup plus graves que dans des économies plus diversifiées.

L'économiste Pascualina Curcio a indiqué que les pertes provoquées par les mesures coercitives unilatérales imposées par les Etats-Unis se montent à 34 milliards de dollars. Cela inclut la fermeture unilatérale de comptes bancaires, le renchérissement des crédits internationaux par la manipulation du risque financier du pays, les entraves dans les organismes multilatéraux, le blocage des actifs financiers comme dans le cas de Citgo (8), l'accroissement du coût des opérations de fret et de triangulation (9) pour l'acquisition de biens.

L'économiste ajoute qu'il faut y adjoindre 94 milliards de dollars de pertes à cause de la chute de la production entre 2016 et 2018, conséquence des attaques contre la monnaie — les manipulations aboutissant à une « inflation » de plus de 3,5 milliards pour cent du bolivar, ce qui explique les 40 % de la diminution du produit intérieur brut (PIB). Ces 129 milliards de dollars de pertes engendrés par les actions criminelles des Etats-Unis sont l'équivalent de la production pétrolière de toute une année, de 30 ans de ravitaillement en aliments et en médicaments.

LES ÉTATS-UNIS SE RABATTENT SUR LEUR PRÉ CARRÉ

La situation actuelle est marquée par une lutte à mort, une véritable guerre qui oppose trusts et monopoles pour la conquête des marchés, le pillage des matières premières, le démantèlement des Etats-nations, l'appropriation et la destruction des entreprises nationales d'Etat. Et même la plus petite mesure

de souveraineté nationale est aujourd'hui incompatible avec l'impérialisme, tout cela provoquant tournants brusques et désordres mondiaux, crises financières, guerres et coups d'Etat qui vont se combiner à des rébellions, des situations révolutionnaires dans lesquelles vont batailler capital et travail.

Le capital financier tente de s'émanciper de toute entrave, accord, traité, et de la légitimité de l'ordre mondial que le capital a construit depuis la Deuxième Guerre mondiale, autour des Nations unies notamment, mais également de la conception libérale du droit international et des règles du droit économique international.

Est ainsi transgressé le droit d'autodétermination des peuples, qui, même s'il n'a jamais été respecté, avait du moins pris la forme de traités et de pactes internationaux. Dans notre cas, les Etats-Unis ont fait appel à des Traités interaméricains d'assistance réciproque (TIAR's) et à d'autres semblables en utilisant l'OEA.

Après dix ans de pression de l'impérialisme pour « reprendre le terrain perdu » (10) dans la région — y compris en recourant à des putschs juridiques et parlementaires —, nous arrivons à cette nouvelle situation. Pour mettre la main sur le pétrole, le gouvernement Trump menace de faire éclater l'Etat-nation dans une action du type de celle qui a été faite en Libye, et maintenant en Amérique latine, manœuvrant avec « l'aide humanitaire » pour tenter de diviser les forces armées et de faire éclater l'Etat. Dans ce but, il se construit un soutien avec les gouvernements laquais de la région et l'aval plus ou moins ouvert de l'Union européenne, de la prétendue Internationale socialiste et de ses principaux partis. La question du Venezuela est devenue une ligne de partage dans la lutte anti-impérialiste en ce moment, avec des conséquences sur tout le mouvement ouvrier mondial et ses organisations.

Cependant, cette fois-ci, Trump n'a pu obtenir le soutien ni des Nations unies ni de l'OEA, raison pour laquelle il les a simplement ignorés et est intervenu directement. Il

(8) Citgo Petroleum Corporation est une filiale de PDVSA aux Etats-Unis.

(9) Opérations commerciales menées par trois pays, dont le Venezuela bien sûr, afin de contourner le blocus américain.

(10) Terme souvent utilisé à propos de mesures prises par des gouvernements se réclamant de la défense de la nation.

a exproprié 30 milliards de dollars de PDVSA et exhorté l'Angleterre à en faire autant avec la réserve vénézuélienne en or de 1,2 milliard ; il a appelé les Forces armées à la sédition et a imposé des opérations de provocation sur la frontière : il ne les a pas reconnues, menaçant d'intervenir militairement de manière directe, et menaçant également Maduro ainsi que les généraux des Forces armées d'emprisonnement à Guantanamo. Cela ne s'est pas produit même lors de l'intervention dans le coup d'Etat au Chili en 1973, au début duquel ils ont pris garde aux formes. Ce que l'on connaît de plus proche, ce sont les invasions qui ont vu les marines débarquer sur l'île de la Grenade en 1983 et au Panama en 1989 ; mais même dans ces cas, les formes avaient de l'importance, car aussi mal qu'aillent les choses, il s'agissait de l'ordre international que les Etats-Unis eux-mêmes avaient construit en fonction de leurs intérêts propres. Pour le nouvel impérialisme, son propre ordre antérieur est devenu une camisole de force et il a décidé de la rompre.

DU 23 JANVIER AU FIASCO DU 23 FÉVRIER

Le 23 février, la situation politique a connu un tournant brusque corroborant notre appréciation de la situation mondiale :

« Nous ne devons plus continuer à parler de "tournant", mais d'une succession de tournants brusques et répétés, de secousses, d'explosions. »

Avec une droite divisée et fragmentée après la dernière élection présidentielle, sans initiative politique, aujourd'hui la possibilité d'une intervention militaire s'est installée sur l'échiquier. La nouvelle offensive de l'impérialisme pour mettre à bas le gouvernement de Nicolás Maduro passe par l'impulsion d'un Etat parallèle soutenu par le groupe de Lima, affirmant l'illégitimité du gouvernement et reconnaissant Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale, comme président légitime. L'offensive nationale et internationale cherche à briser la FANB (*Fuerza Armada Nacional Bolivariana* – Forces armées nationales bolivariennes), à favoriser l'apparition de zones de conflit sur la frontière pour justifier des actions de force (situation dans laquelle le facteur Colombie est central), asphyxier l'économie et pousser la population à des affrontements civils. La

vidéo du vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, appelant les forces armées et le peuple du Venezuela à se soulever contre Maduro et à soutenir Juan Guaidó a été une des expressions les plus obscènes de l'interventionnisme américain.

POUR QUELLE RAISON TENTER CETTE MANŒVRE PUTSCHISTE ?

Il y a tout d'abord le rapport de force sur le continent avec le recul des gouvernements « progressistes », puis l'arrivée au gouvernement de forces politiques alignées sur les Etats-Unis. Parmi elles, Piñera au Chili, à forte composante « pinochétiste », Macri en Argentine, Iván Duque en Colombie, du parti d'Ávaro Uribe en connivence directe avec les paramilitaires, et surtout Bolsonaro au Brésil, qui est parvenu à la présidence dans des élections arrangées, grâce à l'emprisonnement d'un Lula proscrit dans le cadre du putsch institutionnel.

L'autre raison trouve son origine dans le contexte de profonde crise économique que vit le Venezuela et qui a provoqué un grand mécontentement dans la population à l'égard de Maduro. L'économie s'est effondrée à partir de la forte chute qu'ont connue les prix du baril de pétrole, qui est tombé de 150 à 25 dollars pour remonter à quelque 55 dollars approximativement. Les sanctions de Trump du mois d'août 2017 ont imposé un embargo financier qui a empêché le Venezuela d'obtenir la plus grande partie de ses prêts. Cela a eu un énorme impact sur la production du pétrole, qui déjà diminuait. La courbe de la chute s'est rapidement accélérée : pendant l'année qui a suivi les sanctions, elle devait chuter jusqu'à 700 000 barils par jour, approximativement trois fois plus vite que dans les vingt derniers mois. Cette accélération de la baisse de la production de pétrole équivaut à plus de 6 milliards de dollars. En comparaison, le Venezuela, lorsque son économie croissait, dépensait autour de 2 milliards de dollars en médicaments. Les importations totales de biens pour l'année 2018 sont estimées à 11,7 milliards de dollars.

Les institutions financières se sont toujours plus éloignées du Venezuela après mars 2015, car elles ont vu les risques d'octroyer des prêts à un gouvernement que les Etats-Unis étaient toujours plus décidés à abattre à mesure que la situation de l'économie

s'aggravait. Le secteur privé du Venezuela s'est vu refuser l'accès vital au crédit, ce qui a contribué à la chute en fait presque incroyable de 80 % des importations ces dernières six années et qui a dévasté cette économie dépendante des importations.

L'économie vénézuélienne reste aussi dépendante du revenu du pétrole qu'elle l'était en 1999. Les moments d'augmentation du prix international du pétrole n'ont pas été mis à profit pour développer une industrie alimentaire, de médicaments, etc., et surmonter le caractère rentier qu'a l'économie nationale, dont il a découlé qu'une grande partie des revenus liés au pétrole finisse à l'extérieur, soit appropriée par la bourgeoisie parasitaire, la bureaucratie du fonctionariat et les nouveaux groupes économiques qui sont nés dans l'ombre de l'Etat (la « boli-bourgeoisie »). Avec une économie non diversifiée, un commerce extérieur et un système bancaire non contrôlés, le chavisme s'est retrouvé complètement sans défense devant la chute des prix du pétrole sur le marché international.

Le gouvernement a payé 800 milliards de dollars de dette extérieure. Le Venezuela connaît un important niveau de dépendance économique, qui voit la Chine adresser au Venezuela quelque 60 milliards de dollars, et la Russie, entre le gouvernement et le géant pétrolier Rosneft, quelque 20 milliards.

En août 2018 ont été signés 14 contrats de services, dans une modalité qui est dénoncée comme une sorte de reprivatisation partielle de PDVSA. A cela, il faut ajouter les concessions à des entreprises privées et mixtes de ces pays et à d'autres pour l'exploitation de « l'Arc minier de l'Orénoque », où l'on calcule qu'il existe 7 000 tonnes de réserves d'or, cuivre, diamant, coltan, fer, bauxite et d'autres minerais, ainsi que de charbon et de bois. La Russie, à son tour, est un grand fournisseur d'armement pour le Venezuela, son principal client sur ce chapitre dans la région.

LA MOBILISATION ET L'UNION CIVILE ET MILITAIRE, LA DÉFAITE ÉCLATANTE DE WASHINGTON

La combinaison de cette mobilisation populaire avec une position de défense de la République de la part de la FANB (*Fuerza Armada Nacional Bolivariana* – Forces

armées nationales bolivariennes) et des corps de sécurité à caractère civil a fait que, le 23 février, s'est produite une des défaites les plus éclatantes de l'histoire politique extérieure américaine sur le continent. Le gouvernement parallèle subordonné à Washington — pour lequel les Etats-Unis ont déployé un intense calendrier diplomatique, le plus remarquable de toute l'administration Trump — s'est montré incapable de provoquer une rupture institutionnelle et d'activer la mobilisation d'opposition à même de mettre en échec le gouvernement vénézuélien.

La défaite de l'administration Trump devant la situation politique vénézuélienne est apparue plus évidente encore lors de la réunion extraordinaire du Groupe de Lima tenue à Bogota le 25 février sous l'égide du vice-président des Etats-Unis. Lors de cette rencontre, l'échec de l'escalade conflictuelle dirigée par le gouvernement des Etats-Unis est apparu au grand jour, tout comme n'ont pu être évitées les positions critiques à l'égard du calendrier belliciste du 23 février. De plus, le caractère fantoche et subordonné du gouvernement parallèle a été souligné, puisque le résultat de la réunion s'est avéré être contraire de ce qui avait été évoqué par le proconsul (*dans la Rome antique, le proconsul était désigné pour gouverner une province au nom de la métropole – ici, allusion au vice-président des Etats-Unis, Ndlr*) dans les réseaux sociaux la veille.

Dès lors, ce 23 février est devenu un énorme échec pour les intérêts de Washington par rapport à la situation vénézuélienne et il a paradoxalement signifié le renforcement interne et externe du gouvernement du président Maduro, ainsi que le prolongement indéterminé du conflit. Une guerre civile ou une intervention militaire étrangère sont des scénarios repoussés par le peuple travailleur.

QUELLE VA ÊTRE LA SUITE ? QUE VA FAIRE MAINTENANT TRUMP ?

Au plan international, le gouvernement des Etats-Unis a insisté sur le renforcement du siège diplomatique et le harcèlement dans les forums multilatéraux (la proposition de résolution devant le Conseil de sécurité de l'ONU est un premier pas dans cette voie). Poursuivre l'asphyxie économique pourrait culminer sur deux variantes : soit une intervention militaire directe, soit une intervention indirecte de l'impérialisme.

Dans la première variante, ce serait au moyen d'une quelconque « coalition », s'appuyant sur une provocation à la frontière avec la Colombie et-ou le Brésil, là où est possible une opération du genre « Baie des Cochons » (11). Pire encore, l'autre variante serait une guerre de faible intensité (d'usure et à effet prolongé) comme l'ont fait Reagan et Bush père en instrumentalisant la « *contra* » (la contre-révolution) nicaraguayenne. Quelle que soit la tactique envisagée par le Pentagone, John Bolton a annoncé dimanche dernier les plans de Washington visant à créer une coalition avec l'objectif avoué de renverser le gouvernement du président Nicolás Maduro.

Au plan national, Guaidó est revenu au Venezuela au milieu des menaces d'intervention des Etats-Unis en annonçant « *que la rue sera encore plus présente* », qu'il y aura encore plus de coopération internationale et de tentatives de faire entrer de l'aide humanitaire, informant par ailleurs qu'il avait convoqué les syndicats et les employés publics du pays à se réunir avec lui. Pendant ce temps, au Venezuela, il y a une diversité d'opinions sur ce que devrait faire le gouvernement devant le retour du député qui a quitté le pays pour fuir l'action de la justice, de telle sorte que nous avons affaire à un nouveau scénario (similaire à celui du 23-F), car, ainsi, les institutions vénézuéliennes disposeront d'une preuve irréfutable. Il doit arrêter le président parallèle pour que soient respectées les lois vénézuéliennes, mais cela implique une nouvelle escalade de conflictualité politique nationale et internationale.

UN PLAN DE MESURES DE GUERRE CONTRE L'INGÉRENCE IMPÉRIALISTE

Pour nous, l'offensive impérialiste contre notre pays est provoquée par la perte croissante d'hégémonie de l'impérialisme américain. Par conséquent, l'impérialisme a besoin de récupérer son arrière-cour pour obtenir des avantages économiques plus importants devant le poids croissant du capital chinois, russe et même turc.

Nous sommes maintenant au milieu d'une opération militaire étrangère

Aujourd'hui, nous nous trouvons au milieu d'une tempête : un plan d'intervention militaire de l'empire (*c'est-à-dire des*

Etats-Unis) se développe contre notre patrie, dont la première étape est constituée par le blocus économique et financier, la confiscation de biens, les fausses nouvelles (les *fake news*), la constitution de groupes militaires irréguliers et les opérations psychologiques.

Non au paiement de la dette extérieure ! Le peuple travailleur d'abord !

Le plan d'agression adopté par l'impérialisme et ses alliés dans le but affiché d'améliorer les conditions de vie de la population n'est pas un problème purement économique, mais profondément politique, qui se répercute aux plans national, régional et mondial. Dans la réponse à l'actuelle confrontation avec l'impérialisme, il faut cesser de payer la dette extérieure au capital financier.

Nourrir et défendre le peuple travailleur

L'encerclement financier et le vol des actifs de la nation provoqueront une plus forte contraction des revenus en devises. Par conséquent, il faut hiérarchiser et donner la priorité aux maigres ressources dont nous disposons et concentrer les efforts sur la production, l'acquisition, la distribution et le stockage des aliments et des médicaments. Dans cette situation de guerre, les devises sont et seront limitées, il faut prendre en charge les besoins fondamentaux et en même temps affronter l'agression étrangère, impérialiste.

Il faut revoir l'activité du ministère de l'Alimentation, qui est devenu un importateur sans discernement (et source de fuite de devises) en plus de contribuer à la destruction de la production nationale. Centraliser et soutenir la production, ce qui nécessite d'encourager et de protéger la production agricole à ces différents niveaux. Centraliser et contrôler le commerce extérieur qui doit être contrôlé de manière publique. En ce sens, il est correct et nécessaire de demander du soutien, en aliments et médicaments, à la Russie, à la Chine, à Cuba et à l'Iran.

La politique des taux de change

Le 28 janvier dernier, dans le cadre de la course aux taux de change, la Banque centrale du Venezuela (BCV) a multiplié son taux par

(11) Tentative d'invasion de Cuba par la Baie des Cochons soutenue par les Etats-Unis (alors sous la présidence de John F. Kennedy), qui fut balayée en deux jours en 1961, soit deux ans après la révolution cubaine.

cinq par rapport au mois précédent, dans le but de « *stabiliser le taux de change* », prétendument pour « *abattre de manière progressive et définitive l'hyperinflation* » et « *protéger le pouvoir d'achat des Vénézuéliens* ».

C'était l'exigence des secteurs économiques qui demandaient la libération et l'unification des taux de change. Avec le temps, les prix décidés en commun ont été abandonnés, laissant la place à la libéralisation : résultat, les augmentations salariales ont vu leur fréquence diminuer pour se retrouver en retard par rapport aux prix, ce qui a provoqué la contraction du revenu salarial.

Défense des salaires

Proposition : une loi constituante d'indexation du salaire minimum intégral adaptable ou indexé au même rythme de croissance que le niveau de l'inflation, tout en ancrant les salaires à la valeur du *dicom*, qui est le marqueur du marché des taux de change.

Il faut que soit revue immédiatement la politique des grilles de salaires par le ministère de la Planification, étant donné qu'elles déprécient encore plus les conventions collectives contrairement à celles établies dans la Constitution et la LOTTT, et qu'elles contribuent à réduire à rien le salaire réel. De plus, elles favorisent le découragement devenu massif dans l'administration publique, provoqué par la faiblesse des salaires (y compris des aspects comme les prestations, les caisses d'épargne, etc.).

Appliquer l'article 114 de la CBV (Constitution bolivarienne du Venezuela) : ce qui est économiquement illicite, la spéculation, l'accaparement, l'usure, la cartellisation et autres délits connexes seront punis sévèrement.

En négociant avec les chefs d'entreprise regroupés dans Fedecámaras, Consecomerico, Venenchamp, Fedenagas, Fedeagro,

Cavefar, les Entreprises Polar, les banques privées et les transnationales pour leur octroyer des dollars et des crédits afin de réactiver leurs lignes de production, le taux de change a été libéré, ce qui a réduit les droits d'importation et leur a permis de fixer des prix sur des produits du panier de base en fonction du dollar parallèle. On ne peut pas continuer à exonérer du paiement de l'impôt sur le revenu (ISLR) les entreprises pétrolières, ce qui inclut non seulement PDVSA, mais toutes les grandes transnationales qui opèrent dans le pays

Le facteur corruption

La loi contre la corruption existe, mais il ne semble pas qu'elle s'applique. La corruption généralisée est un facteur endogène de la crise économique. De plus, elle est présente dans l'inefficace politique des taux de change et dans le désastre de l'industrie pétrolière, ainsi que dans toute la structure étatique et dans ses rapports avec les particuliers.

Renforçons la solidarité internationale

La lutte anti-impérialiste est à l'ordre du jour en Amérique latine, et nous avançons dans le combat que nous menons, Collectif Travail Jeunesse, pour une représentation politique de la classe laborieuse et pour l'autonomie de la Centrale socialiste bolivarienne des travailleurs (CSBT).

Le Venezuela peut se transformer dans le moyen terme en un facteur de crise profonde pour les Etats-Unis dans le cadre de la crise d'hégémonie mondiale et de la fracturation du système des institutions internationales.

Renforcer la solidarité internationale en tant que membres de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et militants de la IV^e Internationale est une tâche de premier plan.

Alberto Salcedo
10 mars 2019

MEXIQUE

Une situation politique nouvelle

L'ACCESSION de López Obrador au gouvernement et l'obtention de la majorité à la Chambre des députés au Sénat par son organisation, Morena (1), ont ouvert une étape politique nouvelle dans le pays où les affrontements sociaux et politiques se développent avec une rapidité vertigineuse.

UNE NOUVELLE ÉTAPE

Les masses travailleuses sentent qu'un changement est possible, en même temps que leurs illusions en López Obrador se sont amplifiées en raison des mesures prises par celui-ci au cours des premiers mois de son gouvernement.

Pour la première fois, il y a eu des grèves massives (45 usines en même temps) dans les *maquiladoras* (2) dans la zone frontalière avec les États-Unis.

Ces grèves témoignent des changements qui sont en train de s'opérer dans la conscience de secteurs de la population travailleuse. Dans 23 des 45 usines, les travailleurs ont obtenu une augmentation de salaires de 20 % (3) et 32 000 pesos de bonus annuel (1 660 dollars).

Les partis politiques écrasés dans les élections du 1^{er} juillet dernier, les partisans de la « mafia du pouvoir », comme les appelés Obrador durant sa campagne électorale, les PRI-PAN-PRD-MC (4), cherchent, non sans contradictions, à se regrouper pour empêcher ou modifier dans les chambres législatives les projets de lois du nouveau président.

La rapidité avec laquelle se développent les événements tient en premier lieu à l'état dans lequel le gouvernement de Peña Nieto a laissé le pays, avec la dislocation de l'industrie et des campagnes engendrée par le Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (TLCAN), et avec les niveaux sans précédent atteints par la violence et l'inégalité sociale.

Elle est aussi liée à la situation de l'Amérique latine et des Caraïbes, c'est-à-dire à la brutale offensive de l'impérialisme contre les nations du sous-continent latino-

américain et caribéen, qui se concentre actuellement contre le Venezuela et le gouvernement Maduro, avec y compris la menace d'intervention militaire.

Le gouvernement impérialiste cherche à s'emparer du contrôle direct des richesses du Venezuela (pétrole, or, coltan, etc.) et du sous-continent.

Dans les conditions politiques actuelles de crise profonde du régime de la propriété privée, l'impérialisme porte cette offensive jusqu'au démembrement des nations. Nous avons pour référence l'exemple du Moyen-Orient, en particulier de la Libye.

RECONSTRUIRE LES DEUX PRINCIPALES ENTREPRISES NATIONALES : LA PEMEX ET LA CFE

En deux mois, López Obrador a pris une série d'initiatives qui ont secoué le pays. Parmi celles-ci, l'arrêt de la construction du nouvel aéroport international de Mexico, dont 20 % des travaux étaient déjà avancés, un contrat de millions de pesos mexicains en liaison avec de juteuses spéculations immobilières.

(1) *Movimiento Regeneración Nacional* (Morena) – Mouvement de la régénération nationale fondé en 2014 par Andrés Manuel López Obrador.

(2) Terme qui désigne des entreprises qui bénéficient d'exonérations des droits de douane pour produire à un moindre coût de production.

(3) L'augmentation du salaire déterminée par la « commission des salaires » du gouvernement est cette année de 3,3 %. A comparer avec les résultats obtenus par la grève des *maquiladoras*.

(4) *Partido Revolucionario Institucional* (PRI) – Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir pendant plus de 70 ans. Il perd les élections en 2000 et revient au pouvoir en décembre 2012 (Peña Nieto). *Partido Acción Nacional* (PAN) – Parti Action nationale. Il se réclame de la démocratie chrétienne. Son candidat, Vicente Fox Quesada, est élu président en 2000 et 2006. *Partido de la Revolución Democrática* (PRD) – Parti de la révolution démocratique fondé en 1969, scission « à gauche » du PRI, qui fut battu aux élections présidentielles deux fois à la suite d'une énorme fraude. *Movimiento Ciudadano* (MC) – Mouvement citoyen, se réclamant du centre-droit, fondé en 1996.

López Obrador a imposé un plan consistant à rénover l'actuel aéroport de Mexico et à créer un deuxième aéroport dans une base aérienne de l'armée, en cherchant par là à stopper la corruption et à économiser des moyens. López Obrador a convoqué des « consultations populaires » pour que soient approuvées ses propositions. Il a gagné ces consultations sur la base de son immense prestige actuel.

Une deuxième mesure : plus importante encore est l'annonce du sauvetage des entreprises publiques de l'énergie, de Petróleos Mexicanos (Pemex) et de la Commission fédérale de l'électricité (CFE).

Il englobe cette action dans le cadre de la lutte contre la corruption. Depuis quelque dix-huit années, on sait qu'il y a vol de combustibles, d'essence et de gaz. Les pipe-lines de Pemex sont perforés clandestinement et le combustible est pompé. Ces vols sont connus, mais dans la population ils étaient imputés à des bandes de délinquants bénéficiant de l'aide de la population pauvre.

Le gouvernement de López Obrador a fait la lumière sur le fait que le vol de combustible est un énorme trafic des hautes sphères de l'entreprise publique où sont impliqués des hauts fonctionnaires, des dirigeants syndicaux, des entrepreneurs, des chefs de la police et des officiers des corps armés, avec la complicité du gouvernement fédéral.

La Pemex, l'entreprise qui, il y a quelques années, fournissait 40 % des ressources de l'Etat, n'en apporte aujourd'hui plus que 21 % en raison de cette politique de corruption. La production de pétrole, qui atteignait 3,4 millions de barils par jour, a dégringolé à 1,8 million.

La Pemex est l'entreprise pétrolière la plus endettée du monde, pour un montant de 100 milliards de dollars (équivalent à 97 % de ses actifs).

Aujourd'hui, le pays qui se suffisait à lui-même en matière d'essence importe 80 % de ce carburant des Etats-Unis, et il achète y compris du pétrole brut léger. Le gouvernement de López Obrador a décidé de « remettre à flot » la Pemex. Le gouvernement investira 100 milliards de pesos (environ 5 milliards de dollars). Les ressources proviendront de la réduction de la charge fiscale de l'entreprise, de la réduction des vols de combustible (huachicoleo) (5) et du budget fédéral de 2019.

« Pour la première fois en quatre ans, la Pemex augmentera ses investissements pour

amplifier la production de brut sans contracter de dette, suivant ce qu'a déclaré le titulaire du Secrétariat aux Finances et au Crédit public » (communiqué 009-2019 du Secrétariat aux Finances et au Crédit public).

Cependant, la pression du capital financier sur la Pemex et le gouvernement ne cède pas. L'agence de notation Fitch, après avoir réduit de deux crans la qualification de la dette émise par la Pemex, déclare que l'injection de moyens annoncée par le gouvernement est insuffisante pour sauver l'entreprise.

En janvier dernier, l'agence considérait que la Pemex avait besoin de 9 à 14 milliards de dollars. Deux semaines plus tard, elle portait son évaluation à 17 milliards. Pour le moment, elle n'a pas abaissé plus encore sa note.

Une fois ses mesures annoncées concernant la Pemex, le gouvernement de López Obrador a ouvert le débat sur l'autre entreprise nationale, la Commission fédérale d'électricité (CFE).

Au cours de l'une des conférences de presse quotidiennes qu'il donne, López Obrador, accompagné de Manuel Bartlett, le directeur général de la CFE, a dénoncé le fait que les gouvernements du PAN et du PRI avaient entrepris le démantèlement de cette entreprise nationale. López Obrador et Bartlett ont révélé que neuf fonctionnaires de l'entreprise en étaient venus à travailler pour des entreprises privées impérialistes.

Le résultat de cette action pour pousser la CFE à la faillite fait que cette entreprise ne produit plus que 50 % de l'électricité consommée dans le pays. Elle en produisait 100 % il y a quelques années. En outre, la CFE doit acheter de l'énergie aux entreprises étrangères et elle leur fournit de juteux subsides au moyen du mécanisme des prix.

López Obrador, et c'est une des limites qu'il s'impose, ne veut pas avancer dans la rupture avec le capital impérialiste. En ce sens, il dit qu'il « *n'y aura pas de réforme dans ce secteur, parce que nous ne voulons procéder à aucune mesure qui serve de prétexte pour provoquer de la nervosité* ». Cependant, on ne peut exclure qu'il soit obligé d'aller plus loin dans le sens de la rupture sous la pression des masses.

(5) Ce nom vient de celui du village où l'on a découvert pour la première fois les vols d'essence.

LES INITIATIVES DE LOIS DU GOUVERNEMENT ET LES OBSTACLES POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS

López Obrador a présenté une proposition de loi le 12 décembre 2018 afin de respecter, de son point de vue, une promesse faite aux enseignants à l'échelle nationale durant la campagne électorale, pour mettre fin à la contre-réforme de l'éducation imposée par l'OCDE et mise en place par le gouvernement de Peña Nieto.

La proposition de loi supprime le point le plus important de la contre-réforme : l'application d'une évaluation permanente des enseignants dans le but d'en finir avec la sécurité de l'emploi, ou « place de base », si au résultat de l'examen l'enseignant s'avérait « non idoine ». Il s'agit là du droit fondamental à la sécurité ou au maintien dans l'emploi dont jouissent la majorité des travailleurs du secteur public depuis les années 1940. La proposition de loi supprime aussi les institutions créées pour l'application de cette évaluation, comme l'Institut national d'évaluation éducative (INEE) et la Coordination nationale du service professionnel enseignant (NSPD).

Pendant, cette proposition de loi n'évoque pas d'autres mesures de la contre-réforme de Peña Nieto qui visent à adapter l'école publique aux nécessités du marché et à la politique de réduction des dépenses sociales. La suppression de l'« évaluation-licenciement » serait une victoire des enseignants, et en général des travailleurs publics qui bénéficient de ce droit.

Les travailleurs de l'enseignement ont lutté pour la défense de ce droit durant tout le gouvernement de Peña Nieto. Un moment clé de la lutte fut la grève nationale de quatre mois en 2016, accompagnée de grandes manifestations dans la quasi-totalité des capitales des Etats depuis 2013. La grève a été totale dans les sections syndicales où la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE) (6) est la force dominante. Dans les faits, la grève a rendu l'application de la contre-réforme de Peña Nieto impossible.

Pour ce qui concerne l'initiative de loi de López Obrador, le problème est qu'elle requiert le vote de 67 % des députés présents dans la session qui débatta de cette

proposition. Or, dans aucune des deux chambres, les fractions dirigées par Morena n'ont la majorité qualifiée.

Le PRI, le PAN, le PRD et MC se sont coalisés pour empêcher l'adoption de la proposition de López Obrador. Ils ont présenté une contre-proposition de loi dans laquelle ils maintiennent de fait le système de l'« évaluation-licenciement ».

Une autre proposition de loi de López Obrador qui se heurte aux institutions du régime est celle du plafond des salaires des hauts fonctionnaires d'Etat. Selon López Obrador, l'axe de sa politique est la lutte contre la corruption dans les institutions du gouvernement et de l'Etat. Il considère que le fait d'abattre la corruption va permettre au pays de sortir de la situation de violence et d'inégalité sociale. Le président a réduit son salaire de 40 % et il a exigé des hauts fonctionnaires des institutions de l'Etat de respecter la loi qui stipule qu'aucun haut fonctionnaire ne peut gagner plus que le président de la République. Les juges de la Cour suprême de Justice de la Nation se sont rebellés contre cette législation et ils ont octroyé des mesures d'« *amparo* » (7) pour empêcher l'application de cette orientation du président, action qui a été suivie par de hauts fonctionnaires des « organismes autonomes » de l'Etat.

López Obrador a déclaré qu'il ne toucherait pas aux intérêts des grandes entreprises impérialistes. Par exemple, il déclare que dans le cas des contrats signés par le gouvernement du PRI pour octroyer des concessions aux entreprises pétrolières pour exploiter en eau profonde et non profonde, il attendra que soit rempli l'engagement d'augmentation de la production pétrolière. Dans le cas contraire, a-t-il déclaré, il révisera les contrats.

(6) La Coordination nationale des travailleurs de l'éducation s'est constituée en un front de courants syndicaux qui ont lutté contre les « réformes » et pour la démocratisation du syndicat officiel, le SNTE. Au fil de près de quarante années, ils ont conquis la majorité dans quatre sections du syndicat officiel, le SNTE, en agissant dans les faits comme une organisation qui lance manifestations et grèves en marge de la structure du SNTE. Les directions de la CNTE se déclarent de gauche, démocratiques. Une partie d'entre elles proviennent de la décomposition du stalinisme et du maoïsme. Certaines se disent aussi bolivariennes.

(7) L'*amparo* est un mécanisme juridique, présent dans le droit hispanophone, qui permet aux particuliers d'exercer une requête directe de contrôle de constitutionnalité.

Concernant le Traité de libre commerce Mexique/États-Unis/Canada (TMEC), un représentant de López Obrador a participé aux négociations de cet instrument promu par Donald Trump. Les négociations se sont achevées pratiquement le dernier jour du gouvernement de Peña Nieto. Le TMEC n'a pas été ratifié par le Sénat mexicain pour la bonne raison qu'il n'a même pas été soumis à la discussion dans le Congrès des États-Unis en raison de la crise de cette institution.

Une autre des mesures adoptées par le nouveau gouvernement est la déclaration de reconnaissance de la souveraineté de la nation vénézuélienne, action qui le confronte au gouvernement de Trump, à l'Union européenne, à l'Organisation des États américains (OEA) et au Groupe de Lima (8).

Le PAN, parti catholique, encouragé par la campagne de l'impérialisme contre la nation vénézuélienne, a tenté de faire adhérer les chambres à l'initiative interventionniste de Trump, ce qui a bien sûr été rejeté. Il y a aussi des sénateurs anticastristes de Floride, membres du Parti républicain, qui dénoncent le gouvernement de López Obrador en raison de sa politique de respect de la souveraineté de la nation vénézuélienne.

Sous la pression des événements, López Obrador reconnaît que ce qu'il appelle sa « quatrième transformation » (9) nécessite une Assemblée constituante, comme ce fut le cas lors des trois transformations précédentes dans le pays (en faisant référence à l'histoire du Mexique). Cependant, pour le moment, López Obrador dit que l'Assemblée constituante ne pourra se mettre en place qu'à la fin de la période présidentielle, dans six ans.

Ce qui est clair, c'est que les mesures progressistes de López Obrador, même limitées, sont confrontées à l'opposition des partis du régime, des institutions mêmes du régime et des cercles impérialistes. Cette opposition inclut la Constitution elle-même, qui définit des règles suivant lesquelles une minorité dans les chambres législatives peut empêcher la majorité détenant le mandat de 30 millions du peuple travailleur de prendre des décisions.

De plus, les institutions dites « autonomes », dont la création a été accélérée sous le gouvernement de Peña Nieto, s'opposent aujourd'hui aux orientations du gouvernement de López Obrador. Un

exemple (entre autres) en est ce qui se passe avec l'Institut national d'évaluation éducative (INEE), dont la fonction est d'élaborer l'« examen-licenciement », instrument qui, comme nous l'avons signalé, implique la destruction du droit à la stabilité de l'emploi. Les hauts fonctionnaires de l'INEE s'opposent obstinément à la dissolution de cet organisme sous prétexte que c'est un organisme « autonome ». Ils disent qu'il est illégal que le gouvernement décrète la disparition de cette institution et du système d'évaluation-licenciement.

Les événements montrent la nécessité pour le mouvement ouvrier de débattre de la lutte pour l'Assemblée nationale constituante souveraine, la nécessité de jeter à bas les institutions de l'ancien régime qui tentent d'empêcher les changements portant atteinte aux intérêts du capital financier et de l'oligarchie, et de leurs partis.

LA NOUVELLE SITUATION POLITIQUE ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Le vote des 30 millions pour López Obrador et pour Morena a aussi représenté une défaite pour les appareils syndicaux officiels qui font partie du PRI, le parti de l'État. Comme toujours, les appareils avaient appelé à voter pour le PRI, et cependant les travailleurs sont allés voter pour Obrador et son organisation.

L'une des mesures prises par López Obrador, l'augmentation de 100 % du salaire minimum dans la zone frontière avec les États-Unis, a suscité, comme nous l'avons dit plus haut, des grèves des travailleurs des *maquiladoras* dans la partie nord-ouest de la ligne de frontière. Comme les salaires dans les *maquiladoras* sont légèrement supérieurs au salaire minimum officiel, les entreprises ont fait savoir que la mesure de doublement du salaire minimum n'était pas valide dans le cas de leurs usines.

Cette décision des entreprises a déclenché la grève spontanée des travailleurs, y

(8) Organisme multilatéral créé en août 2017 dans la capitale péruvienne, où les représentants des pays américains se sont prononcés pour « une sortie de crise au Venezuela ». Le 4 février 2019, onze des membres de ce groupe ont appelé l'armée vénézuélienne à se ranger derrière Juan Guaido.

(9) Obrador appelle la nouvelle situation politique la « quatrième transformation dans l'histoire du pays ».

compris contre la décision de leurs syndicats affiliés majoritairement à la CTM, la principale centrale officielle du PRI. Les travailleurs ont exigé une augmentation de leurs salaires de 20 % et une prime de fin d'année de 32 000 pesos (1 660 dollars), ce qu'on a appelé la lutte pour le 20-32. Comme nous l'avons signalé plus haut, les travailleurs ont réussi à faire en sorte que dans 23 des 45 usines en grève, il y ait des résultats en faveur de leurs intérêts. Dans d'autres, la lutte continue. La lutte pour le 20-32 a fait un bond dans d'autres secteurs comme les supermarchés et les entreprises manufacturières comme Coca Cola.

Les travailleurs sont passés par-dessus ce qu'on appelle les « syndicats de protection », qui ne sont rien d'autre que des accords entre la mafia qui contrôle ce pseudo-syndicat et le patron, sans aucune intervention du travailleur, qui, dès l'embauche, est inclus dans le « syndicat » sans en connaître ni les statuts ni des élections ou assemblées.

En conséquence, le changement politique dans le pays a secoué les appareils syndicaux. Une nouvelle situation s'est ouverte dans le mouvement ouvrier, jusqu'à présent sévèrement contrôlé majoritairement par le syndicalisme « charro » (10) officiel, et dont les appareils font partie du PRI, organisés dans ce qu'on appelle le Congrès du travail.

Un élément important en ce moment est la formation d'une nouvelle centrale syndicale promue par le Syndicat des mines et de la métallurgie, et Gomez Urrutian, son secrétaire général, qui est sénateur dans la fraction de Morena. Ce dirigeant a rompu depuis des dizaines d'années avec le Congrès du travail. Il a été poursuivi, accusé de corruption par les gouvernements du PAN, et il a dû se réfugier au Canada, où il compte avec le soutien des centrales syndicales de ce pays et des Etats-Unis. Aujourd'hui, protégé par sa charge de sénateur de Morena, il est revenu au pays et a présenté la proposition de nouvelle centrale. Dans la déclaration de cette centrale, appelée Confédération internationale des travailleurs (CIT), il est dit :

« Notre patrie connaît une transformation profonde (...). L'année qui commence est privilégiée pour les travailleurs parce que nous avons l'opportunité d'exercer pleinement le droit de libre association (*référence à l'adoption de la Convention 89 de l'OIT*

par le Sénat mexicain, Ndlr) pour lutter pour un salaire digne (...). Un emploi stable, la justice sociale (...), le moment est venu de forger une nouvelle confédération internationale de solidarité mutuelle entre les travailleurs mexicains et les syndicats du monde... »

La déclaration ajoute :

« La CIT sera toujours disposée à travailler avec intérêt avec les entreprises qui reconnaissent la dignité des travailleurs, en visant la productivité et le progrès économique... »

Bref, une situation nouvelle commence à apparaître dans le mouvement ouvrier, où se pose la nécessité de l'unité des centrales syndicales indépendantes. La nouvelle centrale, la CIT, peut en constituer le point de référence. La nécessité se pose de « *sauver les organisations syndicales* », comme le dit la déclaration de la CIT en référence aux syndicats officiels du Congrès du travail, « *pour lutter pour un salaire digne, pour un emploi stable (...)* ». Cela ne pourra se faire que s'il y a indépendance totale vis-à-vis du gouvernement de López Obrador, des partis de la mafia du pouvoir et du capital financier.

CAMPAGNE POUR LA DÉFENSE DU DROIT À LA STABILITÉ DE L'EMPLOI, NON AU SYSTÈME D'ÉVALUATION-LICENCIEMENT !

Dans le cadre des comités de dialogue de travailleurs et de jeunes pour une représentation politique de la classe travailleuse, nous faisons campagne pour la défense du droit à la stabilité de l'emploi, donc contre le système de l'évaluation-licenciement.

Dans ce sens, nous soutenons la proposition de loi de réforme de l'éducation présentée par le gouvernement de López Obrador afin qu'elle soit approuvée par les chambres législatives. La proposition a pour point essentiel l'abrogation du système d'examens permanents, qui conduisent à la perte d'emploi. En même temps, nous impulsions la lutte pour l'abrogation des mesures qui vont à l'encontre de l'école publique et pour la réadmission des centaines d'enseignants licenciés dans la lutte.

(10) Terme qui désigne des responsables syndicaux corrompus par le pouvoir gouvernemental.

La proposition de loi de López Obrador est confrontée à la contre-proposition de loi présentée par les partis de la « mafia du pouvoir ». Sous une autre forme, elle est aussi confrontée à la politique des principales directions de la CNTE, qui, arguant que l'initiative n'abroge pas toutes les mesures adoptées par le gouvernement de Peña Nieto dans l'enseignement, sous prétexte qu'il n'y a pas rupture totale de la part de López Obrador avec l'OCDE, déclarent

que la proposition de loi d'Obrador est l'égal de celle de Peña Nieto.

En même temps, nous voyons la nécessité de poursuivre la mobilisation et l'organisation pour l'abrogation de toutes les contre-réformes (énergie, travail...) imposées par le gouvernement de Peña Nieto, pour la démocratie (Assemblée nationale constituante), pour la défense de la souveraineté nationale.

Luis Vasquez

TRIBUNA LIBRE DE LA LUCHA DE CLASES 276 FEBRERO 2019 \$10.00

El Trabajo

LA EMANCIPACIÓN DE LOS TRABAJADORES SERÁ OBRA DE LOS TRABAJADORES MISMOS

¡No hay que permitir que la mafia del poder (PRI, PAN, PRD) mantenga la evaluación punitiva!



MATAMOROS:
Huelgas en las maquiladoras por 20-32

Fig. 1

ACUERDO INTERNACIONAL DE TRABAJADORES Y PUEBLOS

¡Alto a la injerencia del imperialismo en Venezuela!

Trabajadores, jóvenes, organizaciones obreras y democráticas a escala internacional

ait

Después de la agitación del retro-control de la Asociación de Maestros de la Industria Textil, donde que Trump llamo a que el gremio de maestros se establezca por el auto-organización de base con el nombre "proletario frente".

William Travasoli, secretario de Finanzas (Lucha en Venezuela), declaró: "La meta es luchar por la aceleración de la revolución, aunque sean los hechos sufrimientos de los obreros, sin injerencia".

¿Con qué derecho se decide Trump castigar a los obreros de la industria textil de Estados Unidos, México, India, etc., si ellos en su propio país no se organizan y luchan por sus propios intereses? ¿Con qué derecho una coalición de gobiernos respaldados por instituciones financieras internacionales establecidas en América Latina, de Europa, etc., y la Unión Europea y el Parlamento Europeo, amenaza a exigir mayor autonomía y control internacionalmente, es decir, controlados por el imperialismo? ¿Con qué derecho se imponen sanciones económicas contra países que no se someten al imperialismo? ¿Qué papel juegan los sindicatos de los países que no se someten al imperialismo?

En ningún caso se puede aceptar la injerencia imperialista.

En ningún caso se puede aceptar que los gobiernos imperialistas establezcan los límites por encima de la nación, o los límites depositados en el extranjero. ¿Con qué derecho se pretenden ser autos de plasma en el exterior de la economía socialista internacional más obrera?

Diferente a la nación reaccionaria contra cualquier injerencia imperialista, es un deber de los obreros socialistas.

¡Luchemos a escala de todo el mundo para una amplia campaña de apoyo a la nación venezolana, combatiendo la injerencia imperialista en Venezuela, a través de la participación en las manifestaciones contra la injerencia imperialista.

Ciudad de México:
30 de marzo: Reunión del Comité Nacional de Diálogo de Trabajadores.

Fig. 2

« Une » du n° 276 de *El Trabajo* (février 2019), tribune libre de la lutte des classes, publication de l'Organisation socialiste des travailleurs, section mexicaine de la IV^e Internationale.

Notes sur l'Europe

Nous publions ci-dessous des notes discutées et adoptées par le secrétariat international de la IV^e Internationale qui s'est réuni les 31 janvier et 1^{er} février 2019. Les notes de bas de page sont de la rédaction de *La Vérité*.

LA crise du Brexit fournit à toute l'Europe une image de son avenir immédiat. L'impasse dans laquelle s'enfonce la négociation sur le Brexit ne porte pas sur l'incapacité des négociateurs à se mettre d'accord sur les mesures techniques de la séparation.

L'impasse politique, sociale et économique dans laquelle s'enfonce l'ex-première puissance mondiale réside dans la marginalisation — avec ou sans Brexit — de l'économie britannique, intimement reliée à la marginalisation de toute l'économie européenne, expulsée des positions qu'elle occupait sur le marché mondial fracturé par la guerre que se mènent les monopoles impérialistes pour leur survie. Trotsky écrivait en 1925 :

« L'importance relative de l'économie anglaise, et en général de toute l'économie européenne, est en décroissance dans le monde alors que la structure de l'économie de l'Angleterre et de l'Europe centrale et occidentale **a surgi de l'hégémonie mondiale de l'Europe et exige cette hégémonie.** Cette contradiction irrémédiable, fatale, est la prémisses économique d'une situation révolutionnaire en Europe » (1).

La formule se révèle aujourd'hui, cent ans plus tard, d'une actualité brûlante :

— si le système impérialiste a survécu à la guerre ;

— si, en 1945, l'impérialisme américain victorieux, appuyé sur la bureaucratie stalinienne et la social-démocratie, a dû, pour endiguer la vague révolutionnaire qui balayait l'Europe, autoriser que se reconstruisent les Etats nationaux bourgeois sur les ruines des vieilles puissances impérialistes ;

— si, pour tenter de surmonter les contradictions qui ne demandaient qu'à renaître entre Etats nationaux concurrents tout en ouvrant à ses monopoles un marché à leur dimension, l'impérialisme américain a parrainé la mise sur pied de l'Union européenne ;

— si l'architecture politique et institutionnelle de l'Europe n'a depuis cessé d'être réajustée pour contenir la résistance des peuples dans les années 1974-1975 en Espagne et au Portugal, dans les années

1989-1990, lorsque les masses d'Allemagne de l'Est jetaient par terre le mur de Berlin, ébranlant l'ordre de Yalta-Potsdam et contraignant Bush à accepter la réunification contre l'engagement de Kohl de faire de la puissance économique allemande un pilier de toute la zone euro...

... Bref, si la résistance des travailleurs et des peuples — qui n'a pas cessé un seul instant — a pu être canalisée par la collaboration de l'impérialisme et des bureaucraties stalinienne et social-démocrate, interdisant à cette résistance de poser la question du pouvoir, il n'en demeure pas moins que le nouveau pas que nous sommes en train de franchir dans la marginalisation de toute l'économie européenne porte à un degré supérieur la « *contradiction irrémédiable et fatale* » qui constitue pour Trotsky la prémisses économique d'une situation révolutionnaire en Europe.

• Rarement la première condition à l'ouverture d'une crise révolutionnaire telle que l'a formulée Lénine — « *Impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée, telle ou telle crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure, le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin* » (2) — n'a été aussi spectaculairement réalisée simultanément dans les principaux Etats européens, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie ou de l'Espagne.

Toutes les institutions politiques, tous les Etats qui se sont formés dans une période où les vieux impérialismes européens espéraient encore jouer un rôle à l'échelle mondiale — certes étroitement limité depuis la

(1) Léon Trotsky, *Europe et Amérique* (« *La stabilisation du capitalisme mondial* », extraits d'un discours prononcé le 25 mai 1925), Classiques du marxisme, éditions Sélino, mars 2012, page 94 (souligné par nous).

(2) V. I. Lénine, « *La faillite de la II^e Internationale* », juin 1915, *Œuvres*, tome 21, page 216.

guerre par la domination de l'impérialisme américain — sont entrés dans une crise sans issue. Chaque jour qui passe vient leur rappeler que leurs prétentions relèvent d'un passé révolu. Qu'il s'agisse de l'impasse dans laquelle s'enfonce le système de la démocratie parlementaire en Grande-Bretagne ou bien qu'il s'agisse de l'interminable agonie du régime bonapartiste en France, l'équilibre instable que ces institutions devaient s'attacher à maintenir entre les classes pour garantir le maintien de l'ordre bourgeois est brusquement remis en cause par l'offensive débridée du capital financier piétinant la souveraineté des États, écrasant la classe ouvrière et marginalisant les classes moyennes.

- Les interminables discussions sur les mesures techniques d'un Brexit font éclater au grand jour l'extrême enchevêtrement (appelé « *socialisation* » par Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*) des forces productives sur tout le continent européen.

Les entreprises automobiles implantées en Grande-Bretagne ne peuvent produire que si elles sont approvisionnées en permanence en pièces détachées produites par des sous-traitants allemands, tchèques, hongrois...

Toute remise en cause de la fluidité de ces échanges entraînerait une catastrophe sociale non seulement en Grande-Bretagne, mais aussi en Allemagne et comme dans toute l'Europe centrale. Toute tentative de « désimbrication » toucherait toute l'Europe. Mais ce qui se joue aujourd'hui en Grande-Bretagne n'est que la partie émergée d'un iceberg, ou plutôt n'est qu'un « segment » de la vaste et brutale réorganisation des « chaînes de valeurs » qui fait rage à l'échelle mondiale et bouleverse toute l'industrie automobile, l'industrie aéronautique comme la haute technologie (Gafa) (3).

- Dix ans après la crise financière de 2008 (la principale crise depuis celle de 1929), les subterfuges imaginés par les banquiers centraux pour sortir de cette crise ont épuisé leurs effets et aggravé toutes les contradictions inhérentes au système.

« *Le risque d'un recul plus prononcé de la croissance mondiale a augmenté* », constatait Christine Lagarde à Davos (4) dans une formulation alambiquée qui n'avait qu'un objectif : éviter le mot récession.

Dopés par dix ans d'injection de milliers de milliards de dollars, par une baisse spectaculaire du loyer de l'argent — combinés aux immenses possibilités de délocalisation de la production vers des réserves de bas salaires ouvertes par la « révolution technologique » —, les états-majors des grands monopoles impérialistes, pressés par la concurrence sauvage qu'ils se mènent pour le contrôle des marchés, se sont engagés dans une frénésie de réorganisation de leurs « chaînes de valeurs ».

A l'évidence, l'Europe n'a pas la dimension requise pour cette guerre. Le centre de gravité du marché mondial s'est déplacé vers l'Asie, son immense marché domestique et ses non moins immenses « réserves » de bas salaires.

C'est ce que vient de dire démonstrativement J. Dyson, fondateur d'un groupe d'électro-ménager britannique, en annonçant qu'il déménageait à Singapour :

« Rien à voir avec le Brexit, une large majorité des clients de Dyson, ainsi que tous nos centres de production, sont situés en Asie (...). Cette relocalisation reflète l'importance croissante de cette zone dans notre développement » (5).

CQFD ! La victoire du Brexit avait été, en juin 2016, le résultat d'une combinaison originale : elle avait été le résultat de la conjonction du vote d'une fraction des représentants du capital financier avec un vote de rejet de décennies de politique anti-ouvrière par l'électorat des secteurs les plus ouvriers du Labour.

La cassure au sein de la classe dominante britannique n'a depuis cessé de s'approfondir (« *crise de la classe dominante qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin* » [6]).

D'un côté, les partisans d'un « *Singapor on Thames* » (7) pour qui l'avenir tournait le dos à l'Europe, et, de l'autre, la fraction des entrepreneurs (sous-traitants d'Airbus,

(3) Acronyme des quatre multinationales de l'Internet : Google, Apple, Facebook, Amazon.

(4) Citée par une dépêche de l'AFP, 21 janvier 2019.

(5) *Les Echos*, 22 janvier 2019.

(6) Il s'agit du premier indice indiqué par Lénine pour définir une situation révolutionnaire (cf. note 2 ci-dessus).

(7) On appelle « Singapour sur la Tamise » (*Singapor on Thames*) le scénario post-Brexit (en référence au port franc de 1823 de Singapour) qui se prononce pour les conditions d'abandon par le Royaume-Uni des réglementations de l'Union européenne et pour une approche de libre-échange unilatérale et sans entraves.

etc.) dont le sort est lié au maintien des industries menacées par le Brexit.

Et lorsque, pour « résister » à l'hyper-compétitivité chinoise, on invoque l'Europe, comme vient de le faire la Fédération des industries allemandes (BDI), c'est pour proposer, derrière Merkel et Macron, la construction des « champions européens », du type Siemens-Alstom. Des fusions de monopoles impérialistes gigantesques dont l'objectif ne peut être que la conquête de marchés ferroviaires à leur dimension : aux Etats-Unis, dans les Emirats arabes unis, en Chine, en Australie..., des marchés dont ils devront nécessairement, en bonne logique capitaliste, rapprocher les sites de production au détriment des sites européens, provoquant chaos et destruction.

Voilà ce qu'est « l'Europe protectrice » de Macron-Merkel : le saccage par le capital financier des bases productives des différentes nations européennes !

Des centaines de milliers d'emplois sont en jeu dans tous les pays du continent. Des pans entiers des bases industrielles sur lesquelles se sont bâtis et consolidés les vieux États bourgeois européens sont menacés de disparition. Les états-majors du capital financier, pour sauver les capacités d'accumulation de leurs investissements, doivent déréglementer à tout va, tailler dans les dépenses inutiles, détruire le maillage (santé, Education nationale, Equipement...) des territoires, produit des conquêtes politiques et sociales arrachées par la classe ouvrière.

Ce faisant, ils détruisent les relations sociales sur lesquelles est assise, tout particulièrement depuis 1945, la collaboration des directions du mouvement ouvrier avec le pouvoir de la bourgeoisie.

- Une nouvelle étape de l'histoire de la lutte des classes en Europe est en train de s'ouvrir. Si la vague qui se prépare à déferler est comparable, par sa puissance, à la vague révolutionnaire qui a balayé toute l'Europe en 1945, la comparaison s'arrête là.

En 1945, l'impérialisme américain victorieux se partageait avec Staline la tâche du maintien de l'ordre sur le continent. L'appareil stalinien, au faite de sa puissance, jouait le premier rôle dans la défense et la reconstruction des États bourgeois.

Aujourd'hui, c'est d'un tout autre paysage politique qu'il s'agit.

Tous les partis politiques (de droite comme de « gauche ») qui ont animé la vie

politique dans le cadre de l'Etat national sont balayés comme vestiges de cet Etat national dépassé et disloqué par les coups de boutoir des monopoles impérialistes.

Tous les partis politiques, à commencer par les partis staliniens et sociaux-démocrates de tous les pays européens, sont rejetés par les masses qu'ils prétendaient représenter. Tous les pays sont touchés sous des formes qui leur sont propres, qu'il s'agisse de l'agonie d'un parti comme le PS en France ou bien de la crise qui déchire le Labour en Grande-Bretagne où, autour de Corbyn, se mène la lutte pour vaincre la vieille direction blairiste. Un rejet qui déstabilise profondément les appareils dirigeants des organisations de classe, ouvrant un large champ au combat pour la défense de l'indépendance de ces organisations.

- C'est dans cette combinaison qu'il faut chercher l'origine de l'explosion spontanée des gilets jaunes. C'est là qu'il faut chercher la cause de son impact à la base des organisations de classe en France comme dans tous les pays européens. Nous écrivions dans la déclaration du SI (8) :

« C'est le surgissement au grand jour de cette majorité de la population appauvrie et progressivement exclue de ses droits fondamentaux par la succession des politiques de contre-réformes dictées dans toute l'Europe par le capital financier et coordonnées par les instances de l'Union européenne. »

Et nous insistions :

« Ils se sont organisés spontanément pour bloquer les ronds-points dans tout le pays, sans l'autorisation des directions censées les représenter et qui n'ont cessé d'accompagner depuis des décennies les politiques de contre-réformes des gouvernements successifs, multipliant les journées d'action sans lendemain.

Ils se sont organisés par eux-mêmes, refusant les "porte-parole" que de toute part on a essayé de leur fabriquer pour les amener à la table d'un "grand pacte de concertation" avec les "partenaires sociaux" et les représentants de la société civile. »

(8) Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale : « *Le soulèvement des gilets jaunes, premier symptôme d'un mouvement qui mûrit dans toute l'Europe* » (19 décembre 2018). Cette déclaration a été publiée intégralement dans *La Lettre de La Vérité*, n° 927 (3 janvier 2019), et dans *Informations ouvrières*, n° 535 (semaine du 10 au 16 janvier 2019), en page 14.

• Il nous faut comprendre ce que cela veut dire pour nous, militants de la IV^e Internationale qui combattons pour construire le parti révolutionnaire par la méthode de la transition.

Sans méconnaître les « scories » politiques inévitablement charriées par un tel mouvement, il nous faut écarter toutes les équivoques. Le mouvement des gilets jaunes nous indique dans quelle direction et autour de quelles lignes de force la classe ouvrière et les immenses masses paupérisées vont chercher à se doter des instruments leur permettant de surmonter l'obstacle des directions et de s'ouvrir une issue politique conforme à la défense des intérêts de l'immense majorité.

Il nous faut comprendre que s'exprime dans ce mouvement une recherche qui, dans la classe ouvrière et dans ses organisations, s'inscrit plus généralement dans le mûrissement des conditions politiques qui conduiront au surgissement des « comités de grève » qui ont cruellement fait défaut dans la grève générale de mai-juin 1968. Il nous faut comprendre comment ce mouvement bouleverse le terrain politique sur lequel les révolutionnaires construisent le parti.

S'il était tout à fait juste, par exemple en France, après la grève générale de mai-juin 1968, de nous axer sur les éléments qui se dégagent de la crise des vieilles organisations et donc d'élaborer des formes de transition répondant à l'aspiration de ces militants à reconstruire l'authentique parti ouvrier que n'étaient plus leurs partis ; s'il était juste de calquer les formes d'organisation que nous leur proposons sur le modèle du « parti » (PT, POI) ; si le combat que nous avons mené sur cette ligne durant des années pour construire le CCI en construisant le PT, puis le POI, pour nous implanter dans la classe en combattant pour la défense de l'indépendance des organisations de classe autour du journal *Informations ouvrières*... a eu pour résultat — et ce n'est pas un résultat négligeable — que notre courant « trotskyste lambertiste » soit clairement identifié dans le mouvement ouvrier sous le sigle POI, il nous faut aujourd'hui nous livrer à un réexamen de notre méthode de construction en rapport avec la période.

Tous les vieux partis se sont pratiquement désintégrés ou bien sont en voie de désintégration (aujourd'hui, *L'Humanité* annonce sa faillite [9]). Au sein de la couche de jeunes militants qui se dégage pour aider la

masse à se frayer sa voie, la méfiance à l'égard de toutes les directions s'étend à tout ce qui, de près ou de loin, ressemble à une tentative de faire renaître des formes et des structures de « parti ». Il nous revient de trouver les formes qui nous permettront d'aider ces militants à faire le tri entre ce qui relève d'une aspiration progressiste et les vieilles « scories » réactionnaires. A la veille d'un surgissement des masses dans toute l'Europe, nous ne disposons pas du temps nécessaire à la formation et à l'enracinement d'un parti capable d'y jouer un rôle dirigeant. Le tri s'opérera sur le terrain de l'action.

En ce sens, la forme souple, « ouverte », que nous avons expérimentée avec les comités locaux de résistance et de reconquête (CLRR), et qui mettent aujourd'hui à disposition des cadres syndicaux et des gilets jaunes le cadre pour se rencontrer et établir un lien organisé de solidarité en prévision des combats qui s'annoncent, représente — pour autant qu'on puisse en juger — le meilleur creuset pour la construction du parti.

A l'intersection de l'intervention locale (gilets jaunes) et de l'intervention dans les entreprises pour y construire les points d'appui indispensables au combat pour submerger, au sein des organisations de classe, la résistance contre-révolutionnaire des directions, le « comité local pour la résistance et la reconquête » s'inscrit dans la préparation politique des « comités d'action » qu'il nous reviendra d'aider à construire lorsque les masses déferleront.

C'est dans notre capacité à faire vivre et développer de tels CLRR, d'en animer les « débats » autour d'*Informations ouvrières*, à égalité, militants du POI, militants de la France Insoumise (LFI) ou venant d'autres organisations, que nous surmonterons la méfiance instrumentalisée à l'égard de toute notion de parti.

• Jamais, en Europe, la question du pouvoir ne s'est posée simultanément dans des termes aussi proches.

Alors que le combat pour la « reconquête » des acquis politiques et sociaux de la classe ouvrière pose partout dans ses développements la question du pouvoir que toutes les directions s'acharnent à protéger...

(9) *L'Humanité* est le quotidien du Parti communiste français. Le titre a été fondé par Jean Jaurès en 1904.

Alors que dans tous nos pays, sous la pression de l'aspiration à s'ouvrir une issue, des regroupements aux physionomies les plus diverses se constituent...

Jamais le besoin d'un échange entre militants ouvriers des différents pays européens ne s'est fait ressentir avec une telle force.

Ne devrions-nous pas, dans ces conditions, nous fixer l'objectif de constituer un « comité de correspondance de militants ouvriers européens » en nous inspirant et en l'adaptant à la situation nouvelle dans laquelle nous sommes entrés de la méthode qui a précédé la fondation de la Première Internationale ?

Ne devrions-nous pas lancer très largement — à l'initiative de militants français d'origines politiques diverses et qui se sont retrouvés ces derniers jours dans le cadre des réunions de CLRR rassemblant, dans l'action, militants syndicaux et gilets jaunes — une invitation à constituer ce « comité de correspondance » ?

Ne pourrions-nous pas proposer dans cette invitation d'organiser avant les élections européennes, où tous les vieux partis tenteront — en vain — d'échapper au franchissement d'une nouvelle étape de leur désintégration, une première « rencontre » de militants européens dans l'objectif de mettre sur pied ce « comité de correspondance » ?

Soyons clairs : il ne s'agit en aucun cas d'organiser l'habituelle conférence de vieux sympathisants trotskystes. Il s'agit d'une première « rencontre » de dimension modeste destinée à établir le contact entre ceux qui partageront les termes de l'invitation afin d'engager le dialogue politique avec des représentants de ces regroupements qui se constituent sous la pression des

événements — et non pas une « grande conférence internationale ».

Fixons-nous d'établir le contact, dans les principaux pays européens, avec tous ceux qui ressentent l'impérieuse nécessité d'aider à ouvrir la voie à « l'aspiration irrépressible des plus larges masses à s'extraire du chaos dans lequel les entraîne le système de la propriété privée des moyens de production en pleine crise. L'aspiration à se ressaisir de leur souveraineté pour arracher, à l'échelle de toute l'Europe, le pouvoir des mains du capital financier afin de réorganiser à l'échelle de tout le continent les transports, l'énergie, l'industrie et les infrastructures au service de tous les travailleurs et de tous les peuples dans le cadre d'Etats-Unis socialistes d'Europe » (10).

Surmontons notre tendance à effectuer un tri préalable sévère. Discutons dans ce secrétariat international, en fonction de notre connaissance du terrain, de qui nous voulons inviter à cette « rencontre », et de quels pays. Etablissons un plan qui nous permette d'établir un fil, même ténu, avec des pays importants, par exemple en Europe centrale, dont nous sommes absents depuis des années. Inspirons-nous de la méthode employée récemment en direction de l'Italie.

Le moment est venu de viser large. Le temps presse.

Le secrétariat international demande aux directions des sections européennes de la IV^e Internationale de discuter ces propositions et de lui faire savoir si elles leur conviennent.

29 janvier 2019

(10) Déclaration du secrétariat international du 19 décembre 2018 (cf. note 8 ci-dessus).



Le numéro spécial des *Documents de La Vérité* (août 2016)
« *La IV^e Internationale et la question palestinienne* »
est toujours disponible (prix : 5 euros).

Quelques aperçus de la situation au Moyen-Orient

LE Moyen-Orient ressemble depuis longtemps à un terrain miné où tout mouvement va inéluctablement provoquer de nouvelles explosions. Les deux premières années de la présidence américaine de Donald Trump ne font que confirmer ce constat. Analysant la politique de Trump au Moyen-Orient, la revue américaine *Foreign Affairs* (1) précise :

« Lorsque le président américain Donald Trump parle du Moyen-Orient, il lie systématiquement les menaces de guerre contre l'Iran et l'Etat islamique avec un complet engagement à soutenir les partenaires régionaux des Etats-Unis comme Israël et l'Arabie Saoudite. Cependant, le propos sévère est trompeur : il y a peu de raisons de penser que Trump veut réellement que les Etats-Unis s'engagent davantage dans la région.

Il a sorti les Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, mais n'a pas montré d'ardeur pour un conflit avec la République islamique. Il a poursuivi le soutien du président Barack Obama à la guerre saoudienne au Yémen, mais a résisté aux appels à un engagement militaire plus profond ici. Malgré sa promesse d'un "accord du siècle", une proposition américaine pour une paix arabo-israélienne reste sur l'étagère. Son soutien à un "OTAN arabe" — une alliance sécuritaire entre l'Egypte, la Jordanie et six Etats du Golfe — a été bloquée en raison des profondes fractures qui existent entre les pays du Golfe. Son approche indécise sur la Syrie a conduit à créer de la confusion à propos de la mission des forces militaires américaines y stationnant. Le département de la Défense a revu à la baisse les moyens et les capacités américaines au Moyen-Orient afin de rediriger les ressources face aux menaces croissantes posées par la Chine et la Russie, laissant ses partenaires dans la région s'interroger à propos de l'engagement de Washington sur leur sécurité. Malgré toute une rhétorique agressive, les politiques moyen-orientales de Trump se sont avérées remarquablement réservées.

Sur ce plan, Trump est strictement comme son prédécesseur. Il peut parler du Moyen-

Orient différemment que ne le faisait Obama, mais les deux semblent partager la vision que les Etats-Unis sont trop engagés dans la région et devraient y consacrer moins de ressources et moins de temps. L'appétit réduit pour un engagement américain dans la région n'exprime pas une prédilection idéologique ou une particularité de ces deux présidents, mais un profond changement à la fois dans la dynamique régionale et dans les intérêts américains à l'étranger. Aussi, si le Moyen-Orient reste une question pour les Etats-Unis, il questionne nettement moins que ce à quoi nous étions habitués (...).

Dire que le Moyen-Orient compte moins pour les Etats-Unis ne veut pas dire que la diminution de son implication sera nécessairement bonne pour la région. »

C'est dans ce cadre que le président Trump a organisé le 13 février 2019 à Varsovie une conférence « pour la paix au Moyen-Orient » dans le but de réunir les partisans d'une ligne dure vis-à-vis de l'Iran. Comme c'est souvent le cas dans cette région du monde, on parle de paix pour préparer la guerre. L'objectif était de faire une démonstration de force et de rassembler les alliés de l'impérialisme américain derrière la nouvelle ligne, à la suite de la dénonciation de l'accord signé avec l'Iran sur le non-enrichissement de l'uranium à des fins militaires. C'est la démonstration inverse qui s'y est produite : la division complète sur l'Iran. Les représentants de l'Union européenne, dont les intérêts et les objectifs en Iran sont considérables, continuent de critiquer ouvertement la dénonciation unilatérale de l'accord par Trump, arguant du fait que les experts américains eux-mêmes n'ont cessé d'affirmer que l'Iran avait respecté l'accord. Le seul soutien ferme à l'impérialisme américain sur la « ligne dure » vis-à-vis de l'Iran était le Premier ministre israélien Netanyahu, en

(1) « *America's Middle East Purgatory* », par Mara Karlin et Tamara Cofman Wittes, *Foreign Affairs*, janvier 2019.

surenchère permanente sur l'intervention militaire en Iran pour ses propres besoins politiques internes. Sur l'autre grand dossier, avec un prétendu plan de paix en Palestine, l'administration Trump piétine également. Outre le boycott de la rencontre par l'Autorité palestinienne devenue exsangue, l'axe fondamental d'aller plus avant dans la « normalisation » des relations entre pays arabes et Israël — c'est-à-dire la collaboration avec l'Etat israélien contre les Palestiniens, contre l'Iran et ses alliés, à commencer par le Hezbollah libanais — est accueilli froidement par les pays arabes, essentiellement préoccupés par leur avenir propre et les risques de soulèvements populaires internes.

Si Trump poursuit bien une logique de sauvegarde des intérêts de l'impérialisme américain sur la ligne de l'*America First*, il s'enfoncé inévitablement dans une situation où toutes les mesures prises ne font qu'entraîner de nouvelles situations de crise. Avec l'Iran, comme avec la Syrie, l'administration Trump est confrontée à l'impossibilité de stabiliser la situation de son point de vue. Qu'il y ait une intervention en Iran ou non, il fait face à la division des rangs impérialistes. Une situation d'instabilité qui ne va que s'accroître, quelle que soit l'option pour accroître la pression sur l'Iran.

En Iran, quarante ans après la révolution qui a chassé le Chah, représentant de l'impérialisme américain dans la région, la pression interne s'accroît sur le régime des mollah, plus divisé que jamais, et assis sur une poudrière. Dans son rapport annuel, Amnesty International parle pour 2018 d'« *année de la honte* » : 7 000 opposants, manifestants et syndicalistes y ont été arrêtés, condamnés, torturés. Dans un pays où les prix des produits de première nécessité s'envolent, où les retards de payes se chiffrent en mois, les grèves sectorielles se poursuivent et le régime réprime.

UNE MILITARISATION EN PROGRESSION CONSTANTE

La diminution de « l'implication » des Etats-Unis dont parle *Foreign Affairs* pousse les Etats à s'armer encore davantage, notamment pour faire face aux risques d'insurrections populaires souvent vues comme des opérations de déstabilisation

conduites de l'extérieur. Des alliés essentiels des Etats-Unis comme le Qatar (dans lequel se trouve une base militaire américaine très stratégique pour toute la région) et l'Arabie Saoudite ont de profonds désaccords sur la question iranienne. Lorsque l'Arabie Saoudite a rompu ses relations avec le Qatar en juin 2017 en imposant un blocus frontalier, la Turquie et l'Iran ont aussitôt organisé un corridor aérien pour fournir l'émirat en produits de première nécessité.

La Turquie, qui est membre de l'OTAN, est gouvernée par un président connu pour être proche de la congrégation des Frères musulmans, eux-mêmes considérés comme des ennemis mortels par l'Arabie Saoudite et l'Egypte. Tous les pays arabes ouvertement anti-iraniens acceptent volontiers l'appui israélien dans leur démarche belliqueuse, alors que l'Etat israélien y était traditionnellement considéré comme le pire ennemi.

Le même Etat israélien a ouvertement soutenu plusieurs groupes référencés comme étant jihadistes dans la guerre civile qui a ravagé la Syrie pendant sept ans. L'Egypte et l'Arabie Saoudite, dont les exactions contre les opposants et les droits humains en général ne peuvent être ignorées, ne cessent d'augmenter leurs achats de matériel militaire, à commencer par les munitions : il s'agit tout autant de poursuivre la guerre au Yémen, au prétexte que l'Iran soutiendrait la rébellion houthiste (2), que de prendre les mesures pour écraser tout mouvement de protestation interne. Ces régimes savent que sur ce terrain-là, ils pourront compter sur les marchands d'armes français, représentés personnellement par Emmanuel Macron lors de sa récente visite en Egypte.

A noter que la région, hautement stratégique de par ses ressources en hydrocarbures, l'est également en tant que lieu de passage majeur pour une grande partie du commerce maritime international. Le contrôle de la région est donc également maritime. La Chine a ainsi établi sa première base militaire en Afrique à Djibouti, il y a moins de quatre ans. Selon Pékin, cette base a essentiellement une vocation logistique. Elle est située à proximité d'une base améri-

(2) L'insurrection houthiste au Yémen, qui dure depuis 2004, comprend la guerre du Saada (2004-2014) et la guerre civile yéménite (depuis 2014).

caine. Cette position de surveillance à l'entrée sud de la mer Rouge (détroit de Bab al-Mandeb — l'entrée nord de la mer Rouge se faisant par le Canal de Suez) fait face au Yémen. Les stratèges américains craignent que cette présence chinoise contredise leur propre stratégie régionale. L'Inde, également, se dit contrariée dans la mesure où il s'agit de la route qui relie par la mer l'Europe à l'océan Indien. Cette situation explique sans doute la visite du Premier ministre indien dans l'Etat d'Israël en 2017, première du genre, qualifiée d'historique par Netanyahu.

Le sujet a dû être abordé lors de la visite du prince saoudien Ben Salman en Inde en février 2019, à la recherche de nouveaux accords politiques et commerciaux. L'importance stratégique du détroit de Bab al-Mandeb est marquée depuis longtemps par une présence militaire française et américaine à Djibouti. Un peu plus au nord, au large des côtes de l'Erythrée, l'Etat d'Israël loue des îles sur l'archipel de Dahlak pour surveiller le trafic maritime vers son port d'Eilat.

Le territoire érythréen est par ailleurs utilisé par l'alliance pro-saoudienne dans sa mesure contre le Yémen. Le 24 juin 2017, l'Egypte a vendu à l'Arabie Saoudite deux petites îles stratégiques, Tiran et Sanafir, situées à l'entrée du golfe d'Aqaba (qui relie l'Etat d'Israël à la mer Rouge). A noter qu'il a toujours été interdit au Yémen quelque prétention que ce soit sur un contrôle maritime au large de ses côtes.

LES CONSÉQUENCES DE LA DERNIÈRE CRISE PÉTROLIÈRE

On assiste au Moyen-Orient, depuis les années 1990, à une régression de l'économie rentière dans les pays producteurs de pétrole et, par voie de conséquence, des retombées économiques dont bénéficiaient les pays frontaliers. Trois ans après la révolution tunisienne et les mouvements révolutionnaires qui ont eu des répercussions au-delà du Moyen-Orient, un nouveau choc pétrolier a frappé de plein fouet les pays producteurs : le baril, qui avait atteint un prix de 140 dollars en 2008, chute de plus de 100 dollars en 2016 avant de repasser péniblement à 70 dollars, qui reste environ son niveau actuel. Pour l'Arabie Saoudite, qui a besoin d'un baril à 85 dollars pour maintenir sa balance budgétaire et prodi-

guer assistance à ses alliés régionaux, une telle chute implique un changement radical dans son modèle économique traditionnel. Il en va de même pour tous les pays producteurs de la région. En 2017, le déficit budgétaire saoudien atteint 61 milliards de dollars, soit 9,2 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui conduit le gouvernement à engager des coupes dans les subventions et à augmenter les prix des services à la population... tout en poursuivant la guerre au Yémen, dont le coût mensuel est estimé à 6 milliards de dollars. Le régime saoudien a stoppé sa traditionnelle aide à la Jordanie pour trois ans, ainsi que son soutien à l'Egypte du général Al-Sissi depuis le renversement du gouvernement proche des Frères musulmans en 2013. Pour tenter de contrôler et maîtriser la jeune génération, le gouvernement saoudien a lâché du lest sur certaines questions sociales, comme le droit de conduire pour les femmes, et accepte que certaines voix réclament l'élection d'un Parlement. Quoi qu'il en soit, le chômage des jeunes dans le royaume atteint un niveau de 35 % en 2017.

En Jordanie, la dette publique atteint 95 % du PIB et le taux de chômage s'élève à 18 % (30 % parmi les jeunes). La Jordanie, voisin traditionnellement stable de l'Etat israélien, traverse une crise profonde. A la suite de plusieurs manifestations massives pendant toute l'année 2018 contre les hausses des prix et des impôts qui ont ébranlé le régime jordanien, alors que la guerre en Syrie voisine faisait toujours rage, le Koweït, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis lui ont accordé une aide d'urgence de 2,5 milliards de dollars pour permettre la réalisation de réformes économiques qui, dans le fond, n'ont strictement rien changé à la situation de l'immense majorité des Jordaniens (20 % de la population sous le seuil de pauvreté). L'Egypte, qui a des difficultés à compenser la diminution de l'assistance saoudienne et émiratie, investit dans le renforcement de son armée et de sa police pour contrer et réprimer tout mouvement de protestation, cela avec l'aide notable de la France d'Emmanuel Macron.

Dans les pays arabes notamment producteurs de pétrole, les « réformes économiques » ont largement été assimilées pour ce qu'elles sont par l'immense majorité de la population, à savoir une campagne de privatisations et d'enrichissements personnels des « élites » proches du pouvoir qui veu-

lent s'intégrer au « marché mondial ». L'invitation de Bachar Al-Assad en France en 2008 visait ainsi à accompagner l'ouverture du « marché » syrien.

Cette situation encourage les Etats les plus puissants à rechercher de nouveaux débouchés, ce qui entraîne en cascade la perspective de nouveaux désordres. Le *Washington Post* (22 février 2019) révèle ainsi l'existence d'une réunion dans le bureau ovale de la Maison-Blanche entre Donald Trump et les dirigeants des principales compagnies américaines intervenant dans l'industrie nucléaire. Il s'agissait de répondre à la volonté du prince saoudien Mohamed Ben Salman d'accéder au nucléaire pour officiellement ne plus dépendre exclusivement des énergies fossiles. D'emblée, Ben Salman a fait savoir qu'il refuserait tout accord lui interdisant l'enrichissement de l'uranium. Des compagnies — dont Westinghouse Electric, appartenant à un consortium lié aux investissements financiers de la famille de Jared Kushner, gendre du président américain, qui fait très régulièrement des voyages en Arabie Saoudite — cherchent à pousser les portes pour s'emparer de ce nouveau marché.

APRÈS L'ANNONCE DU RETRAIT DES TROUPES AMÉRICAINES DE SYRIE

C'est encore avec un simple tweet, le 19 décembre, que le président Donald Trump signifiait le retrait des troupes américaines en Syrie, provoquant des réactions en chaîne auprès de tous ses « alliés ». Trump a expliqué alors, en opposition totale avec ses généraux, que la présence américaine en Syrie n'avait plus aucun sens parce que l'Etat islamique avait été vaincu. Il a par la suite annoncé le retrait de la moitié des 14 000 militaires opérant en Afghanistan et engagé des pourparlers avec les Talibans, ennemis jurés jusqu'à la veille. Les soutiens de Trump ont largement fait remarquer que malgré dix-sept ans d'occupation militaire américaine en Afghanistan, les Talibans — considérés comme imbattables militairement — ont repris le contrôle de 70 % du pays. Ces décisions, prises contre l'avis de l'état-major, ont aussitôt entraîné la démission de son chef, le général Mattis, avec la bénédiction et les railleries sur Twitter du président américain.

Si la décision de Trump a surpris le monde entier, elle répondait cependant à un

objectif déjà évoqué par la Maison-Blanche. Début avril 2018, un communiqué de la présidence indiquait que « *la mission en Syrie pour éradiquer l'Etat islamique est sur le point d'arriver rapidement à sa fin* ». Dans le même temps, le journal *Washington Post* notait que pour Trump, si les troupes américaines restent engagées dans la formation de forces locales pour assurer la « *sécurité des territoires libérés* », ce dernier considère que d'autres, notamment les monarchies pétrolières arabes, doivent payer pour la reconstruction de la Syrie et y envoyer leurs propres troupes.

Immédiatement, l'équipe chargée de la sécurité nationale mettait en garde contre un retrait de la Syrie. CNN rapportait alors la réponse de Trump à ses généraux : la présence américaine coûte très cher et n'a rien procuré en retour aux Etats-Unis... Trump demandant encore une fois pourquoi les autres pays de la région, particulièrement les Etats du Golfe, ne s'y engageraient pas eux-mêmes.

Insistons sur un point. La politique de Trump n'est pas l'expression d'un coup de folie. Dans une situation marquée par la menace d'une crise économique majeure qui peut surgir à tout moment, Trump entend préserver, aux Etats-Unis mêmes, tout ce qui peut l'être et faire dorénavant prendre en charge par ses « alliés » ce qui incombait à son pays dans le cadre des relations internationales issues de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'est encore la doctrine de l'*America First* qui s'exprime dans le discours de Trump devant les militaires américains en Irak fin décembre 2018 :

« Les Etats-Unis ne peuvent pas continuer à être le gendarme du monde (...). C'est injuste quand le fardeau est entièrement sur nous, les Etats-Unis. »

Plus loin, Trump précisait :

« Nous sommes éparpillés à travers le monde. Nous sommes dans des pays dont la majorité des gens n'ont même pas entendu parler. Franchement, c'est ridicule (...). »

Pour justifier cette décision, Trump indique :

« En Syrie, Erdogan a dit qu'il voulait éradiquer ce qu'il reste de l'Etat islamique, et l'Arabie Saoudite vient de dire qu'elle allait payer pour du développement économique. Ça veut dire, et c'est formidable, que nous ne devons pas payer. »

Ce discours marche particulièrement bien dans l'électorat de Trump — mais pas seulement —, qui rejette les « dépenses inutiles » loin des Etats-Unis. Trump n'est pas seul à partager cette orientation, même s'il la décline à sa façon. Dans une interview donnée au journal français *Le Monde* (20 février 2019), Robert Malley, ancien conseiller des présidents américains démocrates Clinton et Obama, tempère et indique :

« N'exagérons pas non plus les bienfaits de l'engagement américain ni l'étendue de son prétendu désengagement. Où la présence militaire américaine s'est-elle révélée efficace ? Avec 30 000 soldats américains dans la région, des frappes militaires quasi quotidiennes dans la mal nommée guerre contre le terrorisme, des sanctions extraterritoriales, la liste demeure longue des interventions américaines dont beaucoup à travers le monde se passeraient bien et qui, néanmoins, se poursuivent ! Je ne crois pas à un retrait des Américains. Je crois à une présence plus intelligente et moins militarisée. »

On le voit également à travers la lettre de démission du général Mattis, qui précisait « *J'ai toujours dit que les forces armées des Etats-Unis ne devraient pas être les policiers du monde* », le désaccord ne porte pas nécessairement sur le fond, mais sur la façon brutale et accélérée avec laquelle procède le président américain. A la suite de l'annonce du retrait des troupes syriennes, c'est à une véritable bataille rangée que l'on a assisté dans les milieux dirigeants américains.

Le point de vue exprimé par Robert Malley a fini par être entendu, puisque Trump a décidé en définitive de maintenir 200 à 400 militaires en Syrie, tout en affirmant qu'il ne s'agissait pas d'un revirement de sa part. Certains y voient un compromis entre Trump et le Pentagone. Il s'agirait d'accompagner la création par la Turquie d'une zone tampon à la frontière syrienne pour contenir les Kurdes, mais aussi être en capacité de contrer les velléités iraniennes en Syrie.

En ce qui concerne les forces kurdes, le réel rapport de force sur le terrain implique leur ralliement au pouvoir syrien et à ses conditions. La Turquie rejette en effet sans discussion la possibilité de création d'une entité territoriale kurde autonome dans le nord de la Syrie (c'est-à-dire à proximité de sa frontière), qui constituait — avec la défense de la population — la motivation fondamentale de l'engagement militaire des

groupes kurdes contre l'Etat islamique. Pour se faire entendre, Erdogan était prêt à mettre dans la balance son engagement dans l'OTAN et menaçait d'acheter des missiles russes hautement sophistiqués, concurrents des Patriots américains. Trump a dans un premier temps lâché les Kurdes, dont il n'a plus besoin, en échange de l'achat par la Turquie de nouvelles armes américaines, notamment des batteries de missiles Patriots, pour 3,5 milliards de dollars.

L'accord commercial étant passé, les discours sur la protection des Kurdes peuvent reprendre. Cela dit, la marque de la situation tient bien au fait que les Etats-Unis, démocrates et républicains confondus, entendent ne plus être les seuls à supporter le fardeau du maintien de l'ordre mondial et que Trump a décidé de ne pas perdre de temps pour mettre en œuvre cette orientation.

Trump ne fait qu'exprimer cet objectif à sa manière, avec la grossièreté directe qui le caractérise. Ainsi, fin février 2019, le président américain demandait via *Twitter* à « *la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et autres alliés européens de reprendre plus de 800 membres de l'Etat islamique* » provenant de 44 pays différents en état d'arrestation en Syrie sous surveillance américaine, faute de quoi il laissait entendre qu'il pourrait les relâcher, sans préciser où et comment. Trump a fait comprendre qu'il ne perdra pas son temps à attendre que « *les autres fassent leur boulot* ».

En clair, il demande à ses alliés d'envoyer des troupes en Syrie pour contenir et combattre « Daech », terme qui, dans les propos de Trump, évoque la plupart des groupes dits jihadistes, après avoir largement utilisé ces derniers pour combattre le régime syrien.

Lorsque les principaux généraux mettent en garde sur le risque que le « vide » qui résulterait du retrait américain serait très vite comblé par la Russie et par l'Iran, Trump répond début janvier que l'Iran « *peut bien faire ce qu'il veut* » en Syrie. Cette dernière remarque ayant provoqué un certain émoi dans l'Etat israélien qui fait du prétendu danger iranien l'élément majeur de sa politique internationale, Trump a donc promis aux Israéliens des livraisons d'armes supplémentaires.

Cette politique conduit à faire exploser le monde dit « multilatéral » au profit d'une stratégie conditionnée par les besoins immé-

diats de son propre impérialisme, qui passe également par la mise en œuvre de politiques visant à faire sauter toutes les normes, règles, entraves au maintien et à l'expansion des capitaux. C'est le sens, nous l'avons vu, des sanctions contre l'Iran, qui visent notamment à écraser la concurrence européenne tout en pérennisant les investissements américains colossaux en Arabie Saoudite, dont ceux de la famille Trump elle-même, qui y possède un patrimoine immobilier considérable. Le retrait des troupes en Irak, où les chantiers de la reconstruction et les privatisations massives profitent essentiellement aux entreprises américaines, n'est quant à lui pas à l'ordre du jour, même si le gouvernement de Bagdad, appuyé par de nombreuses manifestations, montre de plus en plus de réticences à leur maintien.

L'objectif d'en finir avec le régime syrien est bien loin. Déjà, les Emirats Arabes Unis, avec l'assentiment obligatoire de l'Arabie Saoudite, viennent de rouvrir leur ambassade à Damas. Sept ans de guerre, plus de 500 000 morts, 5 millions de réfugiés, 13 millions de déplacés et un pays à reconstruire. Ce dernier élément étant lui-même un nouveau facteur de tension, puisque l'Iran vient d'annoncer son souhait de financer la construction de 200 000 unités d'habitation en Syrie, annonce aussitôt contestée par les Saoudiens et les milieux industriels américains.

Au Moyen-Orient, les peuples mais aussi les dirigeants restent marqués par les mouvements révolutionnaires qui ont ébranlé l'Égypte, chassé le dictateur Ben Ali en Tunisie. L'alliance entre la Turquie, l'Iran et le Qatar contre l'Arabie Saoudite, soutenue par Trump contre vents et marées, le maintien au pouvoir contre toute attente de Bachar el-Assad en Syrie, les rapports de force défavorables à l'impérialisme et à l'Arabie Saoudite qui s'expriment dans la guerre au Yémen, ouvrant la perspective d'une fin de conflit, la résistance acharnée du peuple palestinien contre son démantèlement comme le renforcement de la résistance libanaise sont autant d'éléments contradictoires que la puissance américaine doit prendre en compte, mais n'a plus l'intention de gérer seule. Cela avec des conséquences imprévisibles pour ses alliés régionaux, qui, tous, cherchent à jouer leur propre partition, mais qui dans un premier temps... vont devoir « payer », pour le plus grand profit des entreprises américaines.

ACTUALITÉ DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

La pression contre l'Iran, la guerre contre « Daech », qui, soit dit en passant, n'a jamais cherché à mener la moindre action contre l'Etat d'Israël et dont nombre de blessés sur le terrain des affrontements en Syrie ont été soignés dans les hôpitaux israéliens, ont permis de détourner encore davantage l'attention sur la situation vécue par le peuple palestinien. Donald Trump, tout en déplaçant l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem dès le début de son mandat, a indiqué qu'il réglerait très vite la question palestinienne. C'est là qu'est intervenue l'annonce de « l'accord du siècle », énième avatar des « plans de paix » américains, cette fois-ci proposé par Trump et son gendre Jared Kushner. Ce plan n'a pas encore été dévoilé officiellement, mais, semble-t-il, se met en œuvre progressivement. Le gouvernement américain a décidé de stopper définitivement, les unes après les autres, la plupart des aides versées aux Palestiniens, à commencer par le financement de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) (3). Dans le même temps, le soutien financier américain à l'armée d'occupation connaît une augmentation afin que, selon la doctrine en cours à la Maison-Blanche, Israël soit en capacité de défendre lui-même ses intérêts — qui par ailleurs se confondent avec les intérêts de la puissance américaine — sans avoir besoin d'une intervention militaire des Etats-Unis. Les pourparlers en cours visent à définir qui va payer pour tenter d'empêcher une nouvelle explosion généralisée dans les territoires occupés de 1967.

En Cisjordanie, l'Autorité palestinienne, totalement dépendante des subventions des Etats du Golfe et de l'Union européenne, est incapable de se réorganiser seule. Son nouveau gouvernement, encore et toujours totalement inféodé aux intérêts sécuritaires israéliens, formé essentiellement par des membres du Fatah, principale organisation de l'OLP, rejette tout travail avec le Hamas. Ce dernier n'est en capacité de contrôler la bande de Gaza que grâce à l'aide financière du Qatar,

(3) L'*United Nations Relief and Works Agency for Palestine (UNRWA)* — Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine — est un programme de l'ONU, datant de 1949, pour l'aide aux réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, au Liban et en Syrie.

qui paye directement les salaires des fonctionnaires. L'Autorité palestinienne n'exerce aucun pouvoir réel, si ce n'est celui, octroyé par l'occupant israélien, de maintenir l'ordre dans les rangs palestiniens et pour le compte de l'occupant israélien. C'est la poursuite de la même politique, parce que le maintien de l'Autorité palestinienne ne peut pas entraîner autre chose que de la corruption, des alliances opportunistes. La faillite des accords d'Oslo est totale. Imposés il y a plus de vingt-cinq ans par l'impérialisme américain et débouchant sur la constitution de l'Autorité palestinienne supplétive des forces d'occupation, les accords d'Oslo entendaient graver dans le marbre la fin des droits nationaux du peuple palestinien, à commencer par le droit au retour.

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE : L'ÉLÉMENT MAJEUR POUR TOUT LE MOYEN-ORIENT

Ces déchirements au sommet, auxquels les Palestiniens sont habitués, l'aggravation de la crise de l'Autorité palestinienne se font dans une situation où la résistance ne faiblit pas et s'exprime de façon différente selon les territoires, avec une exigence commune : celle de l'égalité des droits, à commencer par le droit au retour des réfugiés.

A Gaza, la Grande Marche pour le retour et pour la levée du blocus organisée par des comités populaires se poursuit tous les vendredis avec la même détermination depuis le 30 mars 2018. On compte dans la bande de Gaza (au moment où ces lignes sont écrites) près de 200 tués, dont 35 enfants, et plus de 10 000 blessés (dont des centaines d'amputés), dont 1 956 enfants (chiffres du Centre palestinien pour les droits humains — PCHR), tout cela dans l'indifférence totale des « grands médias » nationaux des pays occidentaux.

En Cisjordanie, malgré les checkpoints, le mur de séparation, la répression menée conjointement par l'armée d'occupation et les sbires de l'Autorité palestinienne, les grèves et manifestations se font de plus en plus fréquentes contre la cherté de la vie, contre les taxes, contre toutes les formes d'occupation.

Dans les territoires de 1948, à l'intérieur de l'Etat d'Israël, la vie politique est centrée sur la préparation des élections à la Knesset, le Parlement israélien. Après le vote de la loi sur l'Etat-nation, qui officialise la ségréga-

tion raciale à l'encontre des Palestiniens de nationalité israélienne, les sondages indiquent que d'ores et déjà plus de 25 % d'entre eux n'iront pas voter aux élections, contre 15 % lors des dernières.

Le Parti communiste israélien, l'un des principaux rouges du « système démocratique israélien », affirme que l'on pourra toujours changer des choses de l'intérieur. Le parti Balad, quant à lui, a très largement décidé de suivre la position de boycott des élections défendue par son ancien secrétaire général, Awad Abdelfattah.

Dans une récente conférence de presse, son actuel secrétaire général, Jamal Zahalka, a affirmé que Balad « ne fait pas partie de la gauche israélienne, mais fait partie intégrante du mouvement national palestinien », marquant ainsi la place centrale qu'occupent aujourd'hui les Palestiniens de l'intérieur pour l'affirmation des droits fondamentaux de l'ensemble du peuple palestinien. Le débat sur la participation aux élections n'avait jamais eu une telle ampleur.

C'est dans cette situation générale et après plusieurs mois de discussion que plus de 90 militants et responsables palestiniens et juifs ont signé l'appel lancé par la « Campagne pour un seul Etat démocratique » et en poursuivent la discussion. Il s'agit de militants qui, à l'intérieur, cherchent à ouvrir une perspective démocratique fondée sur l'égalité des droits là où la ségrégation et l'apartheid ont été érigés en un système présenté comme indépassable pour des raisons « existentielles » par l'Etat israélien, et cela dans un consensus politique mondial qui tient depuis plus de soixante-dix ans.

La IV^e Internationale, depuis sa fondation, défend la perspective révolutionnaire de la constitution d'une Palestine laïque et démocratique, sur tout son territoire historique, intégrant à égalité toutes ses composantes arabes et juives, et seule à même de réaliser le droit au retour.

Pour la IV^e Internationale, cette place prise, à une nouvelle échelle, par la question de l'Etat démocratique en Palestine est un élément majeur dans le processus de rupture avec le vieux monde fondé sur l'écrasement et l'encamisolement des peuples du Moyen-Orient imposés à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.



Couvertures en espagnol (2016) et en français (2017) de l'ouvrage publié par Xabier Arrizabalo Montoro, toujours disponible à la SELIO au prix de 22 €.

La crise chronique du capitalisme

UN ancien monde s'écroule. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est ce qui ressort d'un article du journal *El País* (17 février 2019), représentant historique de la social-démocratie espagnole et défenseur de l'ordre impérialiste au point de soutenir de manière explicite la récente tentative de coup d'Etat contre le Venezuela, comme celle d'avril 2002 :

« Sentiment qu'une ère finit. C'est ce que l'on ressent cette année-ci à la Conférence de sécurité de Munich, qui se termine ce dimanche dans un climat de crispation internationale. Avec l'échec du traité sur les armes nucléaires à moyenne portée (INF), en vigueur depuis la guerre froide, les discordes transatlantiques, la politique croissante de communication russe et chinoise, le Venezuela, la Syrie, l'Iran et en plus le Brexit, l'incertitude monte en flèche. Mais surtout se répand la sensation que les consensus et les équilibres forgés avec amour pendant des décennies fondent comme neige au soleil. »

LA FIN D'UNE ÈRE ?

S'agit-il d'une situation purement circonstancielle ? Est-ce un simple agrégat d'événements indépendants offrant cette image de « fin d'une ère », mais qui est en réalité une suite d'événements qui pourraient être progressivement corrigés l'un après l'autre ? Ou bien s'agit-il d'une crise du capitalisme qui présente déjà un caractère chronique ? Autrement dit, est-ce à ce tableau que conduit inévitablement le processus d'accumulation capitaliste, ou bien une autre gestion de ce processus permettrait-elle d'éviter le bourbier, ouvrant ainsi une voie de résolution des problèmes ? En définitive, le capitalisme peut-il être réformé ? Un capitalisme à visage humain, civilisé, un « bon capitalisme » est-il possible ? C'est cette question que nous abordons dans cette note.

La propagande bourgeoise se rue sur cette dernière hypothèse, défendant contre toute évidence empirique que le capitalisme est

réformable, qu'en son sein peuvent être compatibles la rentabilité et le bien-être de l'ensemble de la population. Robert Lucas, éminent représentant de l'école dite néo-classique (concrètement celle de l'université de Chicago), déclarait pompeusement en 2003 que le capitalisme s'était débarrassé définitivement des crises, parce que les économistes avaient résolu « *le problème central de la prévention de la récession* » (1).

Cette affirmation de l'impossibilité de nouvelles crises relève réellement du délire... quatre ans à peine avant l'explosion de la crise des hypothèques *subprimes*, prélude et expression de la grave crise actuelle, qui révèle à nouveau que les crises sont une partie constitutive du processus d'accumulation capitaliste. Et toujours avec une plus grande virulence.

Mais sans en venir à des formes aussi délirantes, des économistes qui se définissent comme progressistes ou de gauche défendent l'idée que les problèmes peuvent bien être résolus dans le capitalisme à la condition d'appliquer les politiques adéquates.

C'est le cas du fameux keynésien Paul Krugman, qui, de manière répétée, qualifie d'absurdes les politiques de restriction des dépenses publiques (de dépenses publiques sociales, faut-il préciser, puisqu'il n'y a pas de restrictions pour les dépenses militaires ou pour le sauvetage des banques), comme s'il s'agissait de politiques erronées, ce qui ouvrirait la possibilité qu'il en existe des pertinentes : comme si la politique économique était le résultat d'un débat théorique et non l'expression d'un conflit entre la classe laborieuse et la classe capitaliste, et entre les fractions de cette dernière elles-mêmes !

C'est également le cas de Thomas Piketty, objet de tant d'éloges, si vertueux pour le capital parce que, dans son ouvrage au titre trompeur, *Le capital du XXI^e siècle*,

(1) Lucas, Robert E. Jr, « *Macroeconomic Priorities* », in *American Economic Review*, n° 93, n° 1, page 1.

il reconnaît la croissance par ailleurs impossible à cacher de l'inégalité, bien évidemment, mais d'une manière totalement inoffensive, puisque à aucun moment il ne relie cette augmentation à l'exploitation entre les classes, jalousement inexistante pour lui. Ce qui lui permet de poser comme principe que l'inégalité pourrait être évitée moyennant un impôt compatible avec les exigences de la rentabilité, dont il ne dit, bien sûr, ni en quoi il consiste et encore moins qui va l'imposer.

Ou bien il y a encore le cas d'Adam Thooze, qui se définit lui-même de gauche et qui, dans son livre *Crashed*, explique que la crise a été due à la mauvaise gestion des banques et que sa résolution passe par le recours à des politiques keynésiennes. Il convient de rappeler que Keynes a été un défenseur du capitalisme, qu'il n'a jamais rompu théoriquement avec l'analyse bourgeoise vulgaire, l'analyse néoclassique, en accord avec sa position politique (dans un texte de 1925, *Suis-je un libéral ?*, il déclarait : « *Je peux être influencé par ce qui me semble être la justice et le bon sens, mais la guerre des classes me trouvera du côté de la bourgeoisie* — en français dans le texte original, Ndt — *éduquée* »).

Ces économistes, qui s'autoproclament même de gauche ou progressistes pour certains, occupent une certaine place face à la destruction à laquelle conduit inévitablement le capitalisme, car à partir de « positions critiques », ils défendent l'idée que les problèmes ne se sont pas dus à ce dernier, le capitalisme, mais à sa mauvaise gestion.

Cependant, dans l'analyse scientifique, nous devons toujours nous poser la question du pourquoi de toute chose, jusqu'au bout. Par exemple, il est clair que la démarche des banques qui ont fait exploser la bulle du crédit a été la cause immédiate de l'éclatement de la crise, ou au moins l'une d'elles.

On ne peut comprendre cette bulle qu'en recherchant jusqu'au bout les causes de cette démarche des banques, ce qui nous conduit à constater que si les capitaux se jettent massivement sur ce terrain, c'est à cause des difficultés croissantes de valorisation que rencontre le capital dans d'autres domaines, et en particulier dans celui de l'investissement productif du capital. Des difficultés que Marx identifie dans *Le Capital* en leur donnant le statut de loi, parce qu'elles se produisent de manière inévitable : la loi de la baisse tendancielle

du taux de profit. Baisse qui, parce qu'elle est tendancielle, peut-être évitée mais chaque fois plus difficilement, ce qui révèle le caractère non plus contradictoire mais de plus en plus contradictoire du capitalisme, de sa fuite en avant, de ses limites historiques.

Avant d'entrer de plain-pied dans tout cela, revenons à notre interrogation, la question de la crise et de son caractère : que reste-t-il du discours officiel qui prétendait qu'on était sortis de la crise économique, que celle-ci faisait partie du passé ? Le FMI serait ravi de lancer de bons augures sur l'évolution future de l'économie mondiale, comme complément à la propagande d'un prétendu bon capitalisme qui permettrait de résoudre les problèmes, illusion à laquelle se consacrent avec ardeur les dirigeants de la « vieille » et de la « nouvelle » politique.

Mais la réalité ne permet pas ces augures parce que tous les signes révèlent ce que la plus haute autorité officielle du FMI, sa directrice-gérante Christine Lagarde, qualifiait le 18 avril dernier de « *nuages à l'horizon* » — expression à laquelle devait adhérer ultérieurement l'économiste en chef du FMI, Maurice Obstfeld, le 9 octobre, reliant ces nuages à la guerre commerciale et au surendettement. Par conséquent, ce sont les mêmes qui avaient déclaré que la crise était surmontée qui maintenant démolissent ce discours, affaiblissant ainsi la rhétorique selon laquelle il est possible de réformer le capitalisme, et, en conséquence, alimentant *de facto* la thèse que le capitalisme subit une crise chronique.

LA NÉCESSITÉ DU MARXISME POUR COMPRENDRE ET INTERVENIR DE MANIÈRE PERTINENTE

La pagaille de l'économie mondiale et la succession toujours plus frénétique de tourments vertigineux ne sont pas le résultat du hasard. Et pas davantage celui de telle ou telle démarche particulière d'un quelconque gouvernement ou organisme :

« Ce qui contrôle l'économie mondiale, ce n'est pas le FMI ou la Banque mondiale, ou le ministère des Finances des Etats-Unis ou Wall Street. Ce qui contrôle l'économie capitaliste mondiale est plutôt une loi impersonnelle, la loi de la valeur. Elle est impersonnelle dans une large mesure comme l'est la loi de la gravité : elle fonc-

tionne indépendamment de la volonté ou de l'intention de quiconque » (2).

En effet, dans les questions sociales comme en tout autre domaine de la vie, les problèmes ne sont pas le résultat du hasard mais obéissent à des causes, au-delà du fait que nous puissions connaître ou non cette causalité... qui constitue notre objet d'étude. Lequel, comme tout autre, ne peut être connu que d'une seule manière : à travers la méthode scientifique. Il s'agit donc de l'appliquer avec l'objectif de déceler et de formuler ce hasard, c'est-à-dire les lois qui régissent le capitalisme, le hasard intervenant comme une expression contingente de la nécessité (Marx).

A la fin du XIX^e siècle, le développement du mouvement ouvrier remettait en cause la domination bourgeoise en l'identifiant comme telle, de sorte que les bourgeoisies ont clairement vu que l'analyse de la société, particulièrement l'analyse économique, c'est-à-dire de sa base matérielle (de quelle manière une société s'organise pour produire la base matérielle de son existence), était dangereuse pour ses intérêts. L'enjeu était ni plus ni moins la possibilité pour les travailleurs de connaître les causes réelles de leurs problèmes.

En conséquence, la bourgeoisie choisit de ne pas regarder pour s'assurer ainsi qu'elle ne verrait pas, remplaçant la tradition scientifique de l'économie par la simple propagande (en fait, lorsqu'elle a pu le faire directement, elle a même liquidé les cursus universitaires d'économie, comme au Chili où la dictature l'a dissous, lui substituant l'horreur appelée « ingénierie commerciale », nom qui permet de cacher facilement le conflit social).

Au contraire Marx, du fait de sa condition de militant ouvrier, adopte la perspective opposée : les travailleurs ont tout à gagner à connaître la raison de leurs souffrances parce que c'est seulement ainsi qu'ils pourront jeter les fondements de l'orientation politique qui leur permettra de trouver une issue.

Et s'appuyant sur la critique des auteurs bourgeois rigoureux pour autant que le leur permettait leur position politique (Adam Smith, David Ricardo et d'autres), il érige une méthode théorique qui lui permet de déceler et de formuler les lois qui régissent le capitalisme, face à toute illusion que les problèmes sont le résultat de certaines circonstances et donc susceptibles d'être réso-

lus en changeant ces circonstances. Et il commence ses recherches à ce propos dès les années 1840.

Le résultat de sa recherche est exposé dans *Le Capital* et peut se résumer dans les termes suivants : le moteur de l'accumulation capitaliste est la rentabilité, le taux de profit. Par exemple, à un certain moment le chômage s'envole parce que l'accumulation s'interrompt (ce qu'est justement la crise en première instance) du fait de la chute de la rentabilité. Mais alors, pourquoi la rentabilité chute-t-elle ? Ramenons le débat à l'actualité : pourquoi n'y a-t-il pas eu dans les cinquante dernières années une seule période présentant une rentabilité suffisamment attractive pour l'investissement, de telle sorte que le caractère chronique de la crise devient toujours plus patent ? L'explication se trouve dans l'essence même du capitalisme : pour être compétitifs — parce qu'il y va littéralement de leur vie —, les capitaux investissent dans les machines avec l'objectif d'augmenter la productivité et ainsi faire baisser le coût de la production, ce qui à son tour leur permet de baisser les prix, etc.

Cette mécanisation, qui réduit le poids relatif de la force de travail dans le total de l'investissement, devient parfaitement logique si l'on considère l'existence de chaque capital, c'est-à-dire au sens individuel. Mais considérée de manière générale, cette réduction du poids de la force de travail signifie qu'on tue la poule aux œufs d'or, puisque c'est de la force de travail que procède la valeur ajoutée, ou plus-value, qui fait la substance du profit. Et ce, grâce au travail non payé, c'est-à-dire grâce à l'exploitation consistant en le non-paiement d'une partie du travail réalisé (la force de travail est le travail présent ou vivant, face aux machines qui sont du travail passé ou mort, et par conséquent capables, pour ces dernières, de transmettre leur valeur aux nouvelles marchandises, mais non de créer une valeur nouvelle).

En définitive, il y a des difficultés croissantes de valorisation du capital, de sa rentabilisation, ce qui finit par provoquer une suraccumulation, c'est-à-dire trop de capitaux aspirant à fructifier en tant que tels, à se valoriser... par rapport à sa capacité

(2) Andrew Kliman, « *Talk to FMI-World Bank Teach-in* », *Students for Solidarity and Empowerment*, Judson Memorial Church, New York, 3 mars.

effective d'y parvenir, puisque n'existe pas la plus-value suffisante.

Ce fait se produit de manière nécessaire, puisqu'il procède de la nature même du capital : les capitaux individuels — qui sont la forme réelle d'existence du capital — agissant en fonction de leur intérêt, qui est donc individuel. C'est pour cela que Marx caractérise ces difficultés comme loi, révélant que le taux de profit tend à chuter et, par conséquent, que le capitalisme est contradictoire au sens où ce problème ne procède pas de facteurs externes, mais de lui-même. Comme cette tendance peut-être contrecarrée, surtout en augmentant le degré d'exploitation (la partie du travail non payée par rapport à celle qui l'est) mais avec toujours plus de difficultés, nous voyons que le capitalisme n'est pas seulement contradictoire mais de plus en plus contradictoire, ce qui rejoint effectivement ses limites historiques.

En résumé, l'explication des graves problèmes actuels ne se trouve pas dans la manière de conduire la politique économique (sans préjudice du fait qu'une politique plutôt qu'une autre puisse les soulager ponctuellement ou les aggraver), mais dans les lois du capitalisme, en particulier celle qui touche à sa rentabilité dans la manière indiquée, couronnement de la réflexion théorique de Marx, tel que lui-même l'explique :

« C'est la loi la plus importante de l'économie politique moderne, essentielle pour comprendre les rapports les plus difficiles. C'est, du point de vue historique, la loi la plus importante » (3). « Ce qu'implique cette loi, en définitive, c'est que la véritable limite de la production capitaliste, c'est le capital lui-même » (4).

CRISES CAPITALISTES ET CRISE CHRONIQUE DU CAPITALISME

Les crises font partie du capitalisme, elles ne sont pas exceptionnelles mais sont des moments normaux de son parcours. Elles sont nécessaires au sens où elles se produisent nécessairement, qu'elles sont inévitables. Parce que le mode de production capitaliste est par essence désordonné, il n'obéit à aucun plan conscient : la production sociale est le résultat de l'agrégat de décisions individuelles des propriétaires privés des moyens

de production, dont l'intérêt est pour cela même individuel (ce désordre est en toute certitude anachronique), ce qui empêche que soit garanti un équilibre constant. Au contraire, ce qui est certain, c'est qu'on ne pourra pas toujours y parvenir, même si dans le cas d'une crise due uniquement à un déséquilibre de marché il sera possible de la contenir plus ou moins facilement.

Mais, de plus, les crises se produisent nécessairement parce qu'on ne peut pas garantir qu'agissent de manière permanente, et suffisante, les mécanismes qui contrecarrent la chute tendancielle du taux de profit, en particulier le degré d'exploitation ou taux de plus-value puisqu'il dépend de la lutte des classes, dont le développement n'est pas préétabli. En ce cas, la crise n'est pas due à un déséquilibre de marché — bien qu'elle s'y exprime sous la forme par exemple d'une surproduction de marchandises —, mais à une insuffisante masse de plus-value pour alimenter l'ensemble du capital qui aspire à se valoriser. S'il y avait une suffisante plus-value, les déséquilibres pourraient être résolus d'une manière plus ou moins simple, mais l'accumulation capitaliste sape la production de la plus-value par le processus de mécanisation expliqué plus haut.

Mais les crises sont également nécessaires au sens de la fonction qu'elles ont, au moins hypothétiquement. C'est-à-dire qu'elles sont nécessaires parce qu'elles servent à détruire le capital non rentable (faillites d'entreprises, chômage massif, etc.), ouvrant ainsi une possible perspective de restauration de la rentabilité moyenne, et, avec cela, de relance de l'accumulation.

Au stade du capitalisme ascendant, cela fonctionnait dans une certaine mesure, même si c'était avec l'aide d'autres leviers, et en particulier de l'expansion coloniale. Cependant, avec l'entrée du capitalisme à son stade impérialiste depuis le début du XX^e siècle, ce levier disparaît en tant que tel avec la constitution du marché mondial, à partir de l'action du capital financier résultant de la concentration et de la centralisation du capital et de son internationalisation.

(3) Karl Marx, *Éléments fondamentaux pour la critique de l'économie politique (Grundrisse)* (1857-1858), tome 2, chapitre XXI, Mexico, 1997, p. 281.

(4) Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre XXI, Madrid, p. 321.

En conséquence de cela, les guerres prolifèrent, avec leur arrière-plan de lutte pour les marchés ainsi que les crises, dès lors impuissantes devant cette tâche chirurgicale à régénérer l'accumulation moyennant la destruction des capitaux moins rentables. Impuissantes même en s'aidant, comme au cours des années 1930, d'une intervention systématique des Etats grâce à la collaboration des directions des principaux courants du mouvement ouvrier.

Le corollaire de tout cela complète la définition de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme sur un point concret : sous le capitalisme, on ne pourra plus impulser de nouveaux processus systématiques de développement des forces productives ; au contraire, non seulement ils cessent de le faire, mais, de plus, vont se systématiser toujours plus des processus de leur destruction, comme cela se passe avec les guerres, avec le pillage des ressources naturelles et, entre autres choses et surtout, avec la dévalorisation de la force de travail qui accroît le degré d'exploitation de la classe laborieuse en précarisant ses conditions de vie et de travail, comme cela se voit si clairement et dramatiquement aujourd'hui dans son segment le plus jeune.

Il convient de rappeler que les forces productives ne sont pas la productivité (c'est-à-dire le rendement du travail), même si, évidemment, celle-ci est nécessaire pour rendre possible le développement de celles-là. En effet, le développement des forces productives se matérialise dans les améliorations de la productivité en termes de conditions de vie de l'ensemble de la population.

Ce qui a été rendu possible par exemple dans l'Europe occidentale avec la transition au capitalisme incarnée dans l'industrialisation, l'urbanisation, les grands moyens de transport et la constitution de la classe laborieuse elle-même (bien que ce processus de développement des forces productives sous le capitalisme n'ait pas été idyllique ni n'aurait pu l'être s'agissant d'une société de classe fondée sur l'exploitation, sur le pillage colonial, etc.).

Mais on ne peut absolument pas considérer comme un développement des forces productives l'augmentation de la productivité qui se matérialise dans des améliorations techniques appliquées par exemple à l'industrie d'armement, dans laquelle ce sont les forces destructives, pourrait-on dire, qui explosent (littéralement).

En résumé, par crises capitalistes, nous entendons les moments où l'accumulation s'interrompt, qui sont habituellement identifiés par la stagnation et même la chute du niveau de production (normalement mesurées par le produit intérieur brut [PIB], même s'il s'agit d'un indicateur très limité) et qui se manifestent sous la forme d'un niveau de chômage plus élevé, de déficits publics, etc.

Cependant, nous devons caractériser également l'impossibilité toujours plus évidente de nouveaux processus d'expansion qui font se succéder les crises, sans solution de continuité, sous la forme d'une croissance digne de ce nom, comme cela se produit entre la crise des années 1970 et l'actuelle. Il ne s'agit donc pas simplement d'une série de crises, mais d'un fait plus ample que nous identifions théoriquement comme crise chronique du capitalisme. Ce qui n'est pas une formulation rhétorique mais définit fidèlement une réalité en convulsion, telle qu'on l'apprécie empiriquement dans toutes ses dramatiques applications.

Cela se voit de manière très limpide depuis la crise qui a éclaté au début des années 1970, après le mal-nommé « âge d'or » du capitalisme ou même les « trente glorieuses » (qui ne sont ni trente ni glorieuses) — mal-nommé parce que ce fut juste une période de relative expansion, de récupération en première instance, uniquement possible grâce aux conditions extraordinaires de l'après-guerre et au recours massif à des moyens insoutenables de manière permanente, comme le crédit massif ou l'économie d'armement financés par l'Etat.

Le point d'inflexion d'août 1971 est sans appel à ce propos, au sens de l'abandon de toute prétention à un système économique mondial relativement ordonné, fiction uniquement possible en apparence après la Deuxième Guerre mondiale grâce à l'hégémonie des Etats-Unis, mais dont le rôle de gendarme sapait sa solvabilité (tandis qu'en 1945, il disposait de 3,4 fois l'or nécessaire pour soutenir tous les dollars qui circulaient hors de son territoire, à raison du taux de change de 35 dollars pour une once d'or, en 1971 la proportion n'était déjà plus que de 0,2).

Dès lors, les politiques du capital ont été toujours plus destructives et son orientation ne pouvait pas changer après la nouvelle crise qui a explosé en 2007. Ainsi se révèlent d'une manière toujours plus imagée les limites du capitalisme.

La résistance de la classe laborieuse a permis de limiter les attaques du capital, mais même dans les économies les plus avancées et apparemment les moins secouées par la crise comme l'Allemagne, le degré d'exploitation a augmenté considérablement (dans ce pays, 17 % de la force du travail subit des prétendus *mini-jobs*, contrats à temps partiel ne disposant guère de protection sociale et dont le salaire ne peut dépasser les 450 euros mensuels — mais qui, en moyenne, tourne autour de 291 euros).

Cependant, cette augmentation n'a même pas servi à stimuler le processus d'accumulation avec une ampleur digne de considération et, en fait, aujourd'hui elle s'effondre.

“TOURNANTS BRUSQUES ET RÉPÉTÉS, SECOÛSSES, EXPLOSIONS, EFFONDREMENTS”

C'est de cette manière explicite que le conseil général de la IV^e Internationale caractérisait la situation mondiale au mois de décembre 2018 (voir *La Vérité*, n° 100, page 3). C'est une caractérisation rigoureuse, comme cela est vérifié dans toute une série de faits dont nous présentons brièvement quelques-uns parmi les plus importants.

- En premier lieu, un cadre de concurrence à l'échelle mondiale complètement exacerbé, sous une domination — celle du capital financier américain — qui est toujours plus impuissant à imposer un certain nombre d'éléments d'ordre sur le marché mondial. De sorte que s'il y a à peine trois ans, ce capital essayait de subordonner les autres bourgeoisies à travers un cadre de déréglementation que l'on aurait pu présenter formellement comme civilisé (accords de libre commerce, ce qui revient à dire de libre exploitation), aujourd'hui, l'aspect formel vole en éclats par le recours direct et coercitif à la guerre commerciale. Il tente ainsi d'assurer sa place sur le marché mondial, menacé par la décomposition de ses bases matérielles du fait de la délocalisation industrielle réalisée par les multinationales américaines elles-mêmes.

C'est pour cela que déjà, le 22 mars 2018, les Etats-Unis établissaient des droits de douane sur l'acier et l'aluminium chinois, mesure qu'ils élargissaient le 1^{er} juin à l'Europe, inaugurant une cascade qui menace tout, et en particulier dans des secteurs

comme l'automobile, malgré la trêve décidée en commun le 1^{er} décembre au sommet du G20 à Buenos Aires. Lagarde reconnaissait le 1^{er} octobre 2018 que « *si les actuelles disputes commerciales connaissent une escalade, elles pourraient provoquer un choc économique dans un plus grand nombre d'économies émergentes et en développement* ». Le nombre d'emplois menacés se compte au moins par centaines de milliers.

Il faut mentionner que, sans vouloir mépriser l'importance relative de certains leaderships, par rapport à ce que nous traitons, le caractère aussi explicitement misérable de Trump comme personnage public n'a guère d'importance en comparaison des exigences de la fraction dominante du capital en ce moment particulier, caractérisée par la constatation que la crise n'est pas derrière nous et qu'il n'y a pas la moindre attente à avoir à l'égard d'un futur proche d'expansion (raison pour laquelle nous l'avons caractérisée comme crise chronique du capitalisme).

De manière imagée : sous un hypothétique troisième mandat présidentiel d'Obama, la politique n'aurait pas été substantiellement différente de l'actuelle (comme cela se passe en fait par rapport, par exemple, aux déportations d'immigrés). Parce que la politique de Trump n'est pas décidée par lui, mais par ce qu'exige chaque moment de l'impérialisme américain en tant que tel, contradictions incluses. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les guerres commerciales sont l'embryon potentiel des guerres ouvertes.

- En deuxième lieu, la folle augmentation de l'endettement, directement associé à la crise chronique du fait que l'on recourt massivement à tout levier qui puisse apporter un répit ponctuel à la situation, au moins pour certains, et même si c'est au prix de la préparation d'effondrements plus graves. Depuis 2007, la dette a augmenté de 60 %, atteignant des niveaux jamais connus : 182 billions (millions de millions) de dollars en comptant la dette publique et la dette privée, alors que le produit mondial est légèrement inférieur à 80 billions. Le FMI indique qu'il y a déjà 31 économies dans lesquelles la dette est le double du PIB, ce qui, de toute évidence, implique un facteur de risque, non pas pour chacune d'entre elles, mais pour l'ensemble de l'économie mondiale, puisque la seule dette ajoutée des 31 s'élève à plus de 100 billions de dollars.

Comme les guerres commerciales, cet endettement massif n'est pas un facteur exogène, circonstanciel, rectifiable avec une politique économique adéquate, mais exprime la réponse obligée du capital aux difficultés de valorisation. C'est pour cela qu'il est grotesque en termes scientifiques — et réactionnaire politiquement parlant — de prétendre que le problème se situe dans la « financiarisation » de l'économie mondiale, étant donné que cette financiarisation n'est pas la cause des problèmes mais son expression, quand bien même, dans sa fuite en avant qui définit le capitalisme aujourd'hui, elle puisse continuer également à les aggraver.

C'est une véritable boule de neige qu'on ne peut arrêter, car il s'agit dans une large mesure d'une dette qui est contractée pour payer les intérêts de la dette préalable, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'arrive « l'heure de la vérité » à nouveau comme en 2007, et que la bulle crève, révélant l'impossibilité qu'il y ait un profit sans plus-value derrière.

- En troisième lieu, il y a la situation en Europe, que l'on peut résumer dans la formule selon laquelle cette mal nommée Union européenne « n'est ni là ni attendue » (« *ni está ni se le espera* », *aux abonnés absents, selon la jolie formule espagnole, Ndt*) : mal nommée, puisqu'elle ne saurait être une union, étant donné les intérêts opposés entre les classes et même à l'intérieur de la classe capitaliste ; pas davantage véritablement européenne si l'on considère la direction à distance par les Etats-Unis depuis le plan du général Marshall à l'égard des modalités de reconstruction après la guerre qui soient utiles à ses intérêts, et jusqu'à la troïka, authentique cheval de Troie pour la gestion directe des politiques destructrices à travers le FMI. Le Brexit illustre parfaitement une situation présidée par l'absence d'un projet un tant soit peu homogène de la part du capital financier, y compris à l'échelle de chaque pays, et du chaos que cela provoque.

Il n'y a pas de retour en arrière possible : seule la résistance de la classe laborieuse édifiant une véritable représentation politique pourra ouvrir une issue qui ne passe pas par l'impossible réforme de l'Union européenne mais par l'alliance entre les mouvements ouvriers des différents pays et, à l'horizon, une fédération qui puisse être un échelon sur le chemin des Etats-Unis socialistes d'Europe, face à la mise à l'écart croissante que subit le continent sur le marché mondial.

- En quatrième lieu, l'agression impérialiste en Amérique latine et en général dans les économies les plus arriérées, avec l'objectif principal de parvenir à un plus grand pillage de leurs ressources naturelles, ce pour quoi l'impérialisme américain abandonne des formes relativement plus précautionneuses qui en réalité ne l'ont jamais été beaucoup, mais qui, en tout cas, opte ouvertement pour la destruction de tout espace un tant soit peu démocratique. Après les antécédents des coups d'Etat contre le Honduras en 2009 et contre le Paraguay en 2012, il y a eu le coup d'Etat contre le Brésil en deux actes : la destitution frauduleuse de Dilma Rousseff en 2016 et la proclamation présidentielle aussi frauduleuse de Bolsonaro en 2018. Coup d'Etat nécessaire de plus pour ouvrir la voie à une nouvelle tentative au Venezuela, celle qui démarre dans sa phase finale juste après le début formel de la nouvelle présidence de la république au Brésil le 1^{er} janvier dernier. Sur ce point également, l'Union européenne montre son vrai visage, au service des exigences américaines. Cependant, cette tentative semble ne pas l'emporter du fait de la résistance du peuple vénézuélien, malgré les énormes difficultés, ce qui indique de la même manière une constante à l'échelle mondiale : la volonté de résistance de la classe laborieuse et des secteurs populaires. C'est le cas, évidemment, de la résistance palestinienne.

- En cinquième lieu, l'incapacité de la bureaucratie chinoise à jouer un rôle dans l'économie mondiale qui puisse devenir un point d'appui pour une issue positive, étant donné sa propre condition bureaucratique, parasitaire, mais sans non plus intégrer des éléments de soutien à un hypothétique scénario d'ordre impérialiste, contribuant plutôt à entraîner l'économie chinoise elle-même dans le tourbillon des soubresauts et de l'incertitude.

En effet, le marché chinois étant un espace potentiellement attractif pour l'accumulation du capital, grâce à sa dimension mais aussi à la coercition brutale de la force de travail de la part de la bureaucratie, la concurrence exacerbée entre capitaux impose des conditions d'exploitation incompatibles avec les besoins de sa réalisation — c'est-à-dire de vente —, aggravant encore plus la tendance déjà mentionnée à la suraccumulation du capital. Devant cela, le gouvernement chinois tente de se préserver une place à l'aide d'une direction plus dure de

l'économie et en particulier du crédit, mais la dépendance mutuelle et contradictoire entre Etats-Unis et Chine se maintient.

Bien évidemment, il n'y a pas que ces cinq points, les convulsions s'étendent à tous les continents et à tous les secteurs. Nous avons indiqué ceux-là parce qu'ils se trouvent parmi les plus importants et, en tout cas, les plus illustratifs du caractère chronique de la crise du capitalisme. C'est-à-dire de l'impossibilité de le réformer. Nous avons expliqué théoriquement pourquoi, et nous avons vérifié de manière empirique qu'il est impossible de le réformer, que les tournants brusques et répétés, les secousses, les explosions, les effondrements non seulement ne vont pas se maintenir, mais vont exploser encore plus fortement devant l'impasse à laquelle conduit la survie du capitalisme.

LA CRISE CHRONIQUE DU CAPITALISME EXPRIME L'IMPOSSIBILITÉ DE LE RÉFORMER

Selon l'*Etude de 2018 sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale* de la Commission européenne, entre 37 et 69 % des emplois actuels pourraient être robotisés. C'est un bon exemple pour montrer qu'une donnée qui dans l'abstrait pourrait être positive, à plus forte raison s'agissant des emplois les plus aliénants, se transforme sous la camisole du capitalisme en son contraire, car elle impliquerait encore plus de chômage, encore plus de précarité, etc. Parce que « *la plus importante loi de l'économie politique est que le taux de profit a tendance à chuter avec le progrès de la production capitaliste* » (5). En effet, il n'est pas possible de canaliser de manière positive les augmentations de productivité dans le cadre du capitalisme. On ne peut pas réfor-

mer le capitalisme parce qu'il est régi par les lois qui lui sont propres, la loi de la valeur en premier lieu, et, à partir de là, tout son déploiement toujours plus contradictoire, lequel, parvenu à son stade impérialiste, provoque inévitablement la destruction économique et la régression sociale, qui sont incompatibles à leur tour avec la préservation des conquêtes démocratiques. C'est-à-dire une systématisation toujours plus grande des processus en cours de destruction de forces productives. A un point tel qu'en maintenant la notion de crise associée aux moments d'interruption du processus d'accumulation, qui s'expriment dans la chute ou dans la stagnation du PIB, il faut caractériser également la signification de l'absence de périodes intermédiaires réellement expansives. Selon ce que nous en voyons, cette situation doit être formulée comme étant la crise chronique du capitalisme, qui, de manière certaine, exclut toute illusion d'un capitalisme cyclique sur le long terme et, par conséquent, susceptible d'impulser de nouveaux redéploiements progressifs.

L'issue de cette grave situation actuelle ne peut être que le résultat de l'action politiquement organisée de la classe laborieuse, par ses propres moyens et selon ses seuls intérêts. Cette action politique doit par conséquent être complètement indépendante de tout engagement à l'égard de toutes les institutions du capital et sur la base d'un principe imprescriptible : la défense inconditionnelle de ses légitimes aspirations, c'est-à-dire sans les soumettre à une quelconque condition qui leur est étrangère.

Xabier Arrizabalo Montoro

4 mars 2019

(5) Karl Marx, « *Manuscripts de 1861-1963* », in Karl Marx et Friedrich Engels, *Collected Works*, vol. 33, International Publishers, New York, 1991, page 104.

DOSSIER

**Il y a cent ans,
Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg
étaient assassinés à Berlin**

Hommage à Karl Liebknecht ! Hommage à Rosa Luxemburg !

Ce dossier est consacré à ces deux militants internationalistes assassinés le 15 janvier 1919 par les corps francs de Noske et Scheidemann.

Assumant la semaine sanglante organisée à Berlin du 6 au 15 janvier, qui se terminera par l'assassinat des deux dirigeants révolutionnaires, le « socialiste » Gustav Noske aura cette formule : « *Il faut que quelqu'un fasse le chien sanguinaire : je n'ai pas peur des responsabilités.* » Face à la révolution, les défenseurs de l'ordre bourgeois savent trouver les mots et défendre en dernière analyse les intérêts de leur classe.

Nous allons d'abord publier deux encadrés rappelant le combat de ces dirigeants ouvriers, puis deux textes de Trotsky rendant hommage à ces combattants exemplaires.

Karl Liebknecht (1871-1919)

« Seul contre 110 »

KARL Liebknecht, fils de Wilhelm, l'un des fondateurs du Parti social-démocrate allemand, devient, en 1897, docteur en droit et en sciences politiques, et ouvre avec son frère un cabinet d'avocats à Berlin. Il commence à militer au sein du Parti socialiste. Elu au conseil municipal de Berlin en 1901, il se fait surtout l'avocat des militants socialistes pourchassés par le régime impérial. Il met l'accent sur l'action antimilitariste du parti et la lie à la nécessité de la formation et de l'organisation politique.

Il participe à la constitution du mouvement « Association des jeunes travailleurs d'Allemagne » et de son journal *Jeune Garde*. C'est à son intention qu'il rédige et publie, en 1907, le rapport « *Militarisme et antimilitarisme* », où il utilise pour la première fois sa formule célèbre : « *L'ennemi principal est dans notre propre pays.* »

Militant dévoué et infatigable, il est tout naturellement porté, en 1907, à la présidence de la Fédération internationale de la Jeunesse socialiste. Il est condamné à un an et demi de forteresse pour « haute trahison ».

Il reste emprisonné jusqu'au 1^{er} juin 1909, ce qui n'empêche pas sa réélection au conseil municipal de Berlin, puis à la Chambre des députés de Prusse. Libéré, il reprend alors ses activités d'avocat et de militant.

En 1912, il est élu député au Reichstag, où il multiplie les interventions contre la guerre qui vient. En 1913, il fait une tournée de conférences en Europe. Lors du Congrès d'Iéna, en septembre 1913, il se prononce pour la grève politique de masse contre la guerre.

Désespéré par l'effondrement du mouvement socialiste international en août 1914, Liebknecht vote, par discipline, les crédits de guerre au Reichstag, mais sa rencontre avec Rosa Luxemburg et la tournée qu'il effectue sur le front grâce à son mandat de député le conduisent à refuser, seul parmi le groupe parlementaire socialiste, le vote des crédits de guerre, le 2 décembre 1914. Seul parmi 110 !

Il est loin d'être aussi isolé que semble l'indiquer formellement ce vote. Il commence à rassembler, avec Rosa Luxemburg, tous les socialistes hostiles à la colla-

boration avec la bourgeoisie et il est exclu du groupe parlementaire du SPD. Il est alors mobilisé comme artilleur, mais il parvient à rester au contact du groupe constitué contre la guerre et son action se traduit alors, en décembre 1915, par le vote de vingt députés socialistes contre les crédits de guerre !

En 1916, les opposants à la guerre, rassemblés dans le groupe Die Internationale, décident la création d'un bulletin, *Lettres de Spartakus*, et organisent surtout, lors de la journée internationale des travailleurs, le 1^{er} mai 1916, une manifestation à Berlin sur les mots d'ordre : « *A bas le gouvernement ! A bas la guerre !* » Liebknecht est alors arrêté et condamné à quatre mois de prison. Il reste interné jusqu'en octobre 1918.

Rosa Luxemburg (1871-1919) « Rosa la rouge »

ROSA Luxemburg est née en Pologne, elle fait ses études en Suisse où elle adhère aux cercles socialistes. Elle fonde le Parti social-démocrate de Pologne en 1893, vit à Paris de 1894 à 1896 et participe aux discussions du mouvement ouvrier français. Elle s'installe à Berlin en mai 1898. Dès lors, elle va participer à tous les débats du Parti social-démocrate allemand, à l'époque la plus importante section de l'Internationale ouvrière.

Ses polémiques contre Bernstein la font connaître dans toute l'Internationale. Sa brochure *Réforme sociale ou révolution* (1898) est toujours d'actualité.

En 1905, quand éclate la révolution dans l'empire russe, elle se rend en décembre à Varsovie en pleine grève générale. Elle est arrêtée le 4 mars 1906. Sa brochure *Grève de masse, partis et syndicats* tire le bilan de cette révolution et des enseignements pour le combat en Allemagne. Elle participe au Congrès de Stuttgart de l'Internationale en 1907. Dirigeante reconnue et appréciée, oratrice de grand talent, elle devient responsable de l'école du parti. C'est aussi à ce moment qu'elle rencontre Clara Zetkin, avec qui elle se lie d'une amitié profonde autant personnelle que politique. Clara Zetkin était, comme elle, une ardente militante socialiste, qui avait notamment largement combattu pour intégrer le combat des femmes travailleuses dans celui du mouvement ouvrier tout entier.

De plus en plus, elle se rend compte que Kautsky, le principal théoricien avec lequel elle a combattu contre l'opportunisme, défend une position de compromis avec la droite du parti. Leur divergence s'accroît après 1910, lorsque Kautsky refuse de publier ses articles où elle propose de s'appuyer sur les grèves qui s'étaient engagées contre le système censitaire prussien pour lancer une campagne pour la république. Rosa Luxemburg commence à engager la bataille au sein de l'Internationale contre ceux qui, en réalité, s'apprêtent à collaborer avec la bourgeoisie. Elle pressent qu'une nouvelle période s'ouvre.

Face aux menaces de guerre, elle dénonce le militarisme dans une tournée de meetings. Elle rédige une étude en 1912, *L'accumulation du capital*, qui développe, à partir du Livre II du *Capital* de Marx, le lien entre l'impérialisme, le militarisme et les derniers développements du capitalisme.

En août 1914, elle engage le combat contre la trahison des dirigeants du parti qui votent les crédits de guerre. En 1917, elle écrit depuis sa cellule de prison à propos du Parti bolchevique et de la victoire de la révolution d'Octobre sous le titre *Ils ont osé* : « *En ce sens, le mérite impérisable des bolcheviks est d'avoir, en conquérant le pouvoir et en posant pratiquement le problème de la réalisation du socialisme, montré l'exemple au prolétariat international et fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de compte final entre le capital et le travail dans le monde entier. Et c'est dans ce sens que l'avenir appartient partout au bolchevisme.* »

Libérée de prison par la révolution de novembre 1918, elle fonde le Parti communiste allemand fin décembre. Elle sera avec Karl Liebknecht assassinée en janvier 1919 lors de la sanglante répression de la révolution allemande par la soldatesque aux ordres du gouvernement du Parti social-démocrate.

Léon Trotsky Karl Liebknecht Rosa Luxemburg (*)

L'inflexible Karl Liebknecht

NOUS venons d'éprouver la plus lourde perte. Un double deuil nous atteint. Deux chefs ont été brutalement enlevés, deux chefs dont les noms resteront à jamais inscrits au livre d'or de la révolution prolétarienne : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Le nom de Karl Liebknecht a été universellement connu dès les premiers jours de la grande guerre européenne.

Dans les premières semaines de cette guerre, au moment où le militarisme allemand fêtait ses premières victoires, ses premières orgies sanglantes, où les armées allemandes développaient leur offensive en Belgique, détruisaient les forteresses belges, où les canons de 420 millimètres promettaient, semble-t-il, de mettre tout l'univers aux pieds de Guillaume II, au moment où la social-démocratie officielle, Scheidemann et Ebert en tête, s'agenouillait devant le militarisme allemand et l'impérialisme allemand auxquels tout semblait se soumettre — le monde extérieur avec la France envahie au nord et le monde intérieur non seulement avec la caste militaire et la bourgeoisie, mais aussi avec les représentants officiels de la classe ouvrière —, dans ces sombres et tragiques journées, une seule voix s'éleva en Allemagne pour protester et pour maudire : celle de Karl Liebknecht.

Et cette voix retentit par le monde entier. En France, où l'esprit des masses ouvrières se trouvait alors sous la hantise de l'occupation allemande, où le parti des social-patriotes au pouvoir prêchait une lutte sans trêve ni merci contre l'ennemi qui menaçait Paris, la bourgeoisie et les chauvins eux-mêmes reconnurent que seul Liebknecht faisait exception aux sentiments qui animaient le peuple allemand tout entier.

Liebknecht, en réalité, n'était déjà plus isolé : Rosa Luxemburg, femme du plus grand courage, lutta à ses côtés, bien que les lois bourgeoises du parlementarisme allemand ne lui aient pas permis de jeter sa protestation du haut de la tribune, ainsi que l'avait fait Karl Liebknecht. Il convient de remarquer qu'elle était secondée par les éléments les plus conscients de la classe ouvrière, où la puissance de sa pensée et de sa parole avaient semé des germes féconds. Ces deux personnalités, ces deux militants se complétaient mutuellement et marchaient ensemble au même but.

Karl Liebknecht incarnait le type du révolutionnaire inébranlable dans le sens le plus large de ce mot. Des légendes sans nombre se tissaient autour de lui, entourant son nom de ces renseignements et de ces communications dont notre presse était si généreuse au temps où elle était au pouvoir.

Karl Liebknecht était — hélas ! nous ne pouvons plus en parler qu'au passé — dans la vie courante l'incarnation même de la bonté et de l'amitié. On peut dire que son caractère était d'une douceur toute féminine, dans le meilleur sens de ce mot, tandis que sa volonté de révolutionnaire, d'une trempe exceptionnelle, le rendait capable de combattre à outrance au nom des principes qu'il professait. Il l'a prouvé en élevant ses protestations contre les représentants de la bourgeoisie et des traîtres sociaux-démocrates du

(*) Texte rédigé le 18 janvier 1919. Paru en français dans le *Bulletin communiste*, organe du comité de la III^e Internationale, n° 10, 20 mai 1920, Paris, pages 4 à 7 (texte disponible sur le site du CERMTRI : www.trotsky.com.fr — rubrique Bibliothèque numérique).

Reichstag allemand, où l'atmosphère était saturée des miasmes du chauvinisme et du militarisme triomphants. Il l'a prouvé lorsqu'il leva, sur la place de Potsdam, à Berlin, l'étendard de la révolte contre les Hohenzollern et le militarisme bourgeois.

Il fut arrêté. Mais ni la prison ni les travaux forcés n'arrivèrent à briser sa volonté et, délivré par la révolution de novembre, Liebknecht se mit à la tête des éléments les plus valeureux de la classe ouvrière allemande.

Rosa Luxemburg

Puissance de ses idées

Le nom de Rosa Luxemburg est moins connu dans les autres pays et en Russie, mais on peut dire, sans craindre d'exagérer, que sa personnalité ne le cède en rien à celle de Liebknecht.

Petite de taille, frêle et malade, elle étonnait par la puissance de sa pensée.

J'ai dit que ces deux leaders se complétaient mutuellement. L'intransigeance et la fermeté révolutionnaire de Liebknecht se combinaient avec une douceur et une aménité féminines, et Rosa Luxemburg, malgré sa fragilité, était douée d'une puissance de pensée virile.

Nous trouvons chez Ferdinand Lassalle des appréciations sur le travail physique de la pensée et sur la tension surnaturelle dont l'esprit humain est capable pour vaincre et renverser les obstacles matériels : telle était bien l'impression de puissance que donnait Rosa Luxemburg lorsqu'elle parlait à la tribune, entourée d'ennemis. Et ses ennemis étaient nombreux. Malgré sa petite taille et la fragilité de toute sa personne, Rosa Luxemburg savait dominer et tenir en suspens un large auditoire, même hostile à ses idées.

Par la rigueur de sa logique, elle savait réduire au silence ses ennemis les plus résolus, surtout lorsque ses paroles s'adressaient aux masses ouvrières (...).

Aberration historique

Perte irréparable, trahison sans exemple ! Les chefs du Parti communiste allemand ne sont plus. Nous avons perdu les meilleurs de nos frères, et leurs assassins demeurent sous le drapeau du parti social-démocrate, qui a l'audace de commencer sa généalogie à Karl Max ! Voilà ce qui se passe, camarades ! Ce même parti qui a trahi les intérêts de la classe ouvrière dès le début de la guerre, qui a soutenu le militarisme allemand, qui a encouragé la destruction de la Belgique et l'envahissement des provinces françaises du Nord, ce parti dont les chefs nous livraient à nos ennemis les militaristes allemands aux jours de la paix de Brest-Litovsk... ce parti et ses chefs — Scheidemann et Ebert — s'intitulent toujours marxistes tout en organisant les bandes noires qui ont assassiné Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg !

Nous avons déjà été les témoins d'une semblable aberration historique, d'une semblable félonie historique, car le même tour a déjà été joué avec le christianisme. Le christianisme évangélique, idéologie de pêcheurs opprimés, d'esclaves, de travailleurs écrasés par la société, idéologie du prolétariat, n'a-t-il pas été accaparé par ceux qui monopolisaient la richesse, par les rois, les patriarches et les papes ?

Il est hors de doute que l'abîme qui sépare le christianisme primitif, tel qu'il surgit de la conscience du peuple et des bas-fonds de la société, est séparé du catholicisme et des théories orthodoxes par un abîme tout aussi profond que celui qui s'est maintenant creusé entre les théories de Marx, fruits purs de la pensée et des sentiments révolutionnaires, et les résidus d'idées bourgeoises dont trafiquent les Scheidemann et les Ebert de tous les pays (...).

Nous venons ici de chanter la *Requiem* pour Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Nos chefs ont péri. Nous ne les reverrons plus. Mais combien d'entre vous, camarades, les ont-ils approchés de leur vivant ? Une minorité insignifiante. Et néanmoins, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont toujours été présents parmi vous.

Dans vos réunions, dans vos congrès, vous avez souvent élu Karl Liebknecht président d'honneur. Absent, il assistait à vos réunions, il occupait la place d'honneur à votre table. Car le nom de Karl Liebknecht ne désigne pas seulement une personne déterminée et isolée, ce nom incarne pour nous tout ce qu'il y a de bon, de noble et de grand dans la classe ouvrière, dans son avant-garde révolutionnaire.

C'est tout cela que nous voyons en Karl Liebknecht. Et quand l'un d'entre nous voudrait se représenter un homme invulnérablement cuirassé contre la peur et la faiblesse, un homme qui n'avait jamais failli, nous nommons Karl Liebknecht.

Il n'était pas seulement capable de verser son sang (ce n'est peut-être pas le trait le plus grand de son caractère), il a osé lever la voix dans le camp de nos ennemis déchaînés, dans une atmosphère saturée des miasmes du chauvinisme, alors que toute la société allemande gardait le silence et que le militarisme primait. Il a osé élever la voix dans ces conditions et dire ceci : « Kaiser, généraux, capitalistes — et vous, Scheidemann — qui étouffez la Belgique, qui dévastez le nord de la France, qui voulez dominer le monde entier, je vous méprise, je vous hais, je vous déclare la guerre, et cette guerre, je la mènerai jusqu'au bout. »

Camarades, si l'enveloppe matérielle de Liebknecht a disparu, sa mémoire demeure et demeurera ineffaçable !

Mais avec le nom de Karl Liebknecht, celui de Rosa Luxemburg se conservera à jamais dans les fastes du mouvement révolutionnaire universel.

Connaissez-vous l'origine des légendes des saints et de leur vie éternelle ? Ces légendes reposent sur le besoin qu'éprouvent les hommes de conserver la mémoire de ceux qui, placés à leur tête, les ont servis dans le bien et la vérité ; elles reposent sur le besoin de les immortaliser en les entourant d'une auréole de pureté.

Camarades, les légendes sont superflues pour nous ; nous n'avons nul besoin de canoniser nos héros — la réalité des événements que nous vivons actuellement nous suffit, car cette réalité est par elle-même légendaire.

Elle éveille une puissance légendaire dans l'âme de nos chefs, elle crée des caractères qui s'élèvent au-dessus de l'humanité.

Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg vivront éternellement dans l'esprit des hommes. Toujours, dans toutes les réunions où nous évoquions Liebknecht, nous avons senti sa présence et celle de Rosa Luxemburg avec une netteté extraordinaire — presque matérielle.

Nous la sentons encore, à cette heure tragique, qui nous unit spirituellement avec les plus nobles travailleurs d'Allemagne, d'Angleterre et du monde entier tous accablés par le même deuil, par la même immense douleur.

Dans cette lutte et dans ces épreuves, nos sentiments aussi ne connaissent pas de frontières (...).

Aujourd'hui, camarades, dans la lutte que nous poursuivons, nous mettons en pratique les préceptes de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Ce sont leurs idées qui nous animent quand nous travaillons, dans Petrograd sans pain et sans feu, à la construction du nouveau régime soviétiste ; et quand nos armées avancent victorieusement sur tous les fronts, c'est encore l'esprit de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg qui les anime.

A Berlin, l'avant-garde du Parti communiste n'avait pas encore pour se défendre de forces puissamment organisées ; elle n'avait pas encore d'armée rouge, comme nous n'en avions pas dans les journées de juillet quand la première vague d'un mouvement puissant mais inorganisé fut brisée par des bandes organisées, quoique peu nombreuses. Il n'y a pas encore d'armée rouge en Allemagne, mais il y en a une en Russie ; l'armée rouge est un fait ; elle s'organise et croît en nombre tous les jours.

Chacun de nous se fera un devoir d'expliquer aux soldats comment et pourquoi ont péri Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, ce qu'ils étaient et quelle place leur mémoire doit occuper dans l'esprit de tout soldat, de tout paysan ; ces deux héros sont entrés à jamais dans notre panthéon spirituel.

Bien que le flot de la réaction ne cesse de monter en Allemagne, nous ne doutons pas un instant que l'Octobre rouge n'y soit proche.

Et nous pouvons bien dire en nous adressant à l'esprit des deux grands défunts : Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, vous n'êtes plus de ce monde, mais vous restez parmi nous ; nous allons vivre et lutter sous le drapeau de vos idées, dans l'auréole de votre charme moral, et nous jurons, si notre heure vient, de mourir debout face à l'ennemi comme vous l'avez fait, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Léon Trotsky

Bas les pattes devant Rosa Luxemburg (*)

(1932)

L'ARTICLE de Staline sur « *certaines problèmes de l'histoire du bolchevisme* » m'est parvenu avec un grand retard. L'ayant reçu, je n'ai pu, pendant longtemps, me décider à le lire, parce que ce genre de littérature est indigeste comme la limaille ou comme la soie de cochon hachée. Mais après l'avoir lu quand même, je suis arrivé, en fin de compte, à cette conclusion qu'on ne doit pas passer sous silence ce document, ne serait-ce pour la seule raison qu'il constitue une calomnie effrontée et honteuse contre Rosa Luxemburg.

Staline classe la grande révolutionnaire dans le camp du centrisme ! Il démontre — non, il affirme — que le bolchevisme, dès son avènement, s'orienta vers la scission avec le centre kautskyen, tandis que Rosa Luxemburg couvrait Kautsky à gauche. Citons ses propres paroles : « *Encore bien avant la guerre, dès 1903-1904 à peu près, quand s'est formé en Russie le groupe des bolcheviks — et quand la gauche de la social-démocratie allemande s'est faite entendre pour la première fois, Lénine s'orienta vers la rupture, vers la scission avec les opportunistes, tant chez nous, dans le parti social-démocrate russe, que dans la II^e Internationale, et particulièrement dans la social-démocratie allemande.* »

Cependant, si la rupture ne s'est pas produite, c'est uniquement parce que « *les sociaux-démocrates de gauche dans la II^e Internationale et, avant tout, dans la social-démocratie allemande, représentaient un groupe faible et débile... qui avait peur même de prononcer le mot RUPTURE, SCISSION* ».

Telle est la thèse fondamentale de l'article. Les bolcheviks, à partir de 1903, furent pour la rupture, non seulement avec la droite, mais aussi avec le centre kautskyen ; quant à Rosa, elle craignait même de prononcer à haute voix le mot « *scission* ».

Pour avancer une telle thèse, il faut ne rien connaître de l'histoire de son parti et, avant tout, de l'évolution idéologique de Lénine. Des prémisses de la thèse de Staline, il n'y a pas un mot de vrai. En 1903-1904, Lénine fut, bien entendu, l'adversaire implacable de l'opportunisme dans la social-démocratie allemande. Mais il ne considérait comme opportuniste que le courant *révisionniste*, dont le théoricien était Bernstein.

Kautsky se trouvait alors en lutte contre Bernstein. *Lénine considérait Kautsky comme son maître* et le soulignait partout où il le pouvait. Dans les travaux de Lénine de cette époque, de même que pendant une série d'années suivantes, nous ne trouvons aucune trace de critique principielle dirigée contre le courant Bebel-Kautsky.

En revanche, nous trouverons une série de déclarations dont le sens se résume en ceci : le bolchevisme n'est pas un courant indépendant quelconque, il n'est que la traduction dans le langage des conditions russes du courant Bebel-Kautsky. Voici ce que Lénine écrit dans sa fameuse brochure *Deux tactiques*, vers la mi-1905 : « *Où et quand ai-je qualifié d'« opportuniste » le révolutionnarisme de Bebel et de Kautsky ? Où et quand ai-je prétendu avoir créé un courant particulier quelconque dans la social-démocratie internationale, courant distinct du courant de Bebel et de Kautsky ? Où et quand se manifestaient des*

(*) Ce texte (« *Hands off Rosa Luxemburg* ») se trouve dans les *Writing of Léon Trotsky*, tome 1932, éd. Pathfinder Press, New York, 1973, pages 131 à 142. Il est daté du 28 juin 1932 et a été publié pour la première fois en deux parties dans *The Militant* (numéros des 6 et 13 août 1932).

divergences entre moi, d'une part, et Bebel et Kautsky d'autre part ? La solidarité entière de la social-démocratie révolutionnaire internationale dans tous les problèmes importants de programme et de tactique est un fait indiscutable. »

Les paroles de Lénine sont tellement claires, précises et catégoriques qu'elles épuisent d'un coup toute la question.

Un an et demi après, le 7 décembre 1906, Lénine écrit dans l'article « *La crise du menchevisme* » : « *Nous avons déclaré dès le début (voir "Un pas en avant, deux pas en arrière") que nous ne créons aucun courant "bolchevique" particulier ; nous ne faisons que défendre partout et toujours le point de vue de la social-démocratie révolutionnaire. Et, jusqu'à la révolution sociale, la social-démocratie présentera inévitablement une aile opportuniste et une aile révolutionnaire.* »

Parlant du menchevisme comme d'une aile opportuniste de la social-démocratie, Lénine rapprochait les mencheviks, non du kautskysme, mais du révisionnisme. Quant au bolchevisme, il le considérait comme la forme russe du kautskysme, qui, à l'époque, s'identifiait à ses yeux avec le marxisme. La dernière citation montre en outre que Lénine ne fut pas, catégoriquement, partisan de la scission avec les opportunistes : non seulement il admettait, mais il considérait comme inévitable la présence des révisionnistes au sein de la social-démocratie jusqu'à la révolution sociale.

Deux semaines après, le 20 décembre 1906, Lénine salue solennellement la réponse de Kautsky à l'enquête de Plekhanov sur le caractère de la révolution russe : « *Ce à quoi nous avons prétendu — la défense des positions de la social-démocratie révolutionnaire contre l'opportunisme et nullement la création d'un courant bolchevique "original" quelconque —, Kautsky l'a confirmé entièrement...* »

Dans ces limites, la question est, nous l'espérons, parfaitement claire. D'après Staline, Lénine exigea déjà en 1903 la rupture, en Allemagne, d'avec les opportunistes, non seulement de l'aile droite (Bernstein), mais aussi de l'aile gauche (Kautsky). Or, en décembre 1906, Lénine démontrait avec fierté à Plekhanov et aux mencheviks que le courant de Kautsky en Allemagne et celui des bolcheviks en Russie étaient identiques. Telle est la première partie de l'incursion de Staline dans l'histoire des idées du bolchevisme. La bonne foi et l'érudition de l'explorateur atteignent le même niveau !

Aussitôt après son affirmation concernant les années 1903-1904, Staline fait un bond à l'année 1916 et en vient à la critique violente que Lénine fit de la brochure de guerre de Junius, c'est-à-dire de Rosa Luxemburg. Oui, à cette époque, Lénine avait déjà déclaré une lutte implacable au kautskysme en tirant toutes les conclusions d'organisation nécessaires. Il est évident que Rosa Luxemburg ne posait pas le problème de la lutte contre le centrisme d'une façon tranchante — ici, l'avantage est entièrement du côté de Lénine. Mais entre octobre 1916, date à laquelle Lénine critiqua la brochure de Junius, et l'année 1903, date de l'avènement du bolchevisme, treize années se sont écoulées : durant la plus grande partie de cette période, Rosa Luxemburg se trouva en opposition avec Kautsky et le comité central bebelien en accentuant de plus en plus sa lutte contre le « radicalisme » formel, pédantesque, pourri de Kautsky.

Lénine ne participa pas à cette lutte et ne soutint pas Rosa Luxemburg avant 1914. Absorbé passionnément par les affaires russes, il observait une prudence extrême dans les problèmes internationaux.

Lénine avait pour Bebel et Kautsky, en tant que révolutionnaires, beaucoup plus de considération que n'en avait Rosa Luxemburg, qui les observait de près, dans l'action, et qui décelait beaucoup plus directement l'atmosphère de la politique allemande.

La capitulation de la social-démocratie du 4 août fut, pour Lénine, tout à fait inattendue. On sait que Lénine tint le numéro du *Vorwärts*, contenant la déclaration patriotique de la fraction social-démocrate, comme un faux de l'état-major allemand. Ce n'est qu'après avoir été convaincu définitivement de cette vérité monstrueuse qu'il révisa son appréciation des courants fondamentaux de la social-démocratie allemande. Remarquons-le, Lénine accomplit ce travail de révision à la manière léniniste, c'est-à-dire qu'il tira, d'un coup, toutes les conséquences jusqu'au bout.

Le 27 octobre 1914, Lénine écrit à Chliapnikov : « *Je hais et je déteste MAINTENANT Kautsky plus que tous les autres. Quelle hypocrisie répugnante, mesquine, et quelle suffisance... R. Luxemburg avait raison, elle qui comprit IL Y A LONGTEMPS que Kautsky*

n'était qu'un "THÉORICIEN SERVILE", ou, pour parler simplement, un laquais de la majorité du parti, de l'opportunisme » (*Recueil léniniste*, page 200, édition russe, souligné par moi).

Même en l'absence d'autres documents (et ils existent par centaines), ces quelques lignes seules pourraient éclaircir définitivement l'histoire du problème. Lénine croit nécessaire, vers la fin 1914, d'informer l'un de ses collaborateurs les plus proches de l'époque que « *maintenant* », à l'heure actuelle, aujourd'hui, contrairement au passé, il « *hait et déteste* » Kautsky.

La violence de la formule démontre, sans qu'on puisse s'y tromper, dans quelle mesure Kautsky avait trompé la confiance de Lénine. Non moins claire est la deuxième phrase : « *R. Luxemburg avait raison, elle qui comprit IL Y A LONGTEMPS que Kautsky n'était qu'un "THÉORICIEN SERVILE"*. » Lénine s'empresse ici de reconnaître ce qu'il n'avait pas encore pensé, ou, du moins, ce qu'il n'admettait pas entièrement : que Rosa Luxemburg avait raison.

Tels sont les jalons chronologiques essentiels de la question, qui sont en même temps aussi les jalons les plus importants de la biographie politique de Lénine. Il est un fait incontestable que son cours idéologique se développe selon une source de croissance ininterrompue. Mais cela signifie précisément que Lénine n'est pas « devenu », né Lénine en un jour, comme le représentent les peintres d'icônes de Souzdal, mais qu'il s'est forgé lui-même. Lénine élargissait son horizon, il s'instruisait chez d'autres, dépassait constamment le niveau déjà acquis. C'est dans cette ténacité, dans cet effort intellectuel constant pour se surpasser soi-même que son esprit téméraire s'affirmait. Si Lénine avait compris et formulé dès 1903 les réponses à tous les problèmes des temps futurs, il ne lui serait resté, tout le restant de sa vie, qu'à se répéter constamment. En réalité, les choses se sont passées tout autrement. Staline ne fait que staliniser Lénine, en l'adaptant à ses schémas numérotés.

Dans la lutte de Rosa Luxemburg contre Kautsky, surtout dans les années 1910-1914, les problèmes de la guerre, du militarisme et du pacifisme tenaient une large place. Kautsky défendait le programme réformiste : limitation des armements, tribunal international, etc. Rosa Luxemburg luttait fermement contre ce programme, en le considérant comme illusoire. Lénine manifestait des hésitations sur cette question, mais pendant une période déterminée il fut plus près de Kautsky que de Rosa Luxemburg (...).

Si l'on prend les divergences entre Lénine et Rosa Luxemburg dans leur ensemble, la vérité, historiquement, c'est incontestablement que Lénine avait raison. Mais cela n'exclut pas que sur certaines questions, à des périodes données, Rosa Luxemburg ait eu raison contre Lénine. Toutefois, ces divergences, malgré leur importance et, parfois même, leur acuité extrême, se développèrent sur la base de la politique prolétarienne révolutionnaire qui leur fut commune.

Quand Lénine, en jetant un regard en arrière, écrivit en octobre 1919 (« *Salut aux communistes italiens, français et allemands* ») « *au moment de la conquête du pouvoir et de la création de la République soviétique, le bolchevisme fut seul ; il attira à lui le meilleur DES COURANTS DE LA PENSÉE SOCIALISTE QUI LUI ÉTAIENT PROCHES* », en écrivant cela, Lénine visait également, sans doute, le courant de Rosa Luxemburg, dont les compagnons d'idées les plus proches, tels que Marchlewsky, Djerzinsky et d'autres, militèrent dans les rangs des bolcheviks.

Lénine connaissait les erreurs de Rosa Luxemburg plus profondément que Staline, mais ce n'est pas par hasard qu'il cita un jour, précisément à propos de Luxemburg, ce vieil adage : « *Il arrive aux aigles de descendre jusqu'à la hauteur des poules, mais les poules ne peuvent jamais atteindre les hauteurs des aigles.* » Précisément, précisément ! C'est pour cela que Staline aurait dû exhaler sa médiocrité rancunière avec plus de prudence envers une personnalité de l'envergure de Rosa Luxemburg.

Dans l'article « *Sur l'histoire du problème de la dictature* » (octobre 1920), Lénine, touchant les questions du pouvoir soviétique et de la dictature du prolétariat, questions posées déjà par la révolution de 1905, écrivit : « *LES REPRÉSENTANTS DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE ET DU MARXISME NON FALSIFIÉ AUSSI ÉMINENTS QUE ROSA LUXEMBURG apprécièrent tout de suite l'importance de cette expérience pratique et la soumièrent dans les réunions et dans la presse à une analyse critique.* » En revanche, « *les gens du type des futurs kautskyens... manifestèrent une incapacité totale de comprendre l'importance de cette expérience* ». En quelques lignes, Lénine

reconnaît toute l'importance historique de la lutte de Rosa Luxemburg contre Kautsky, lutte dont Lénine fut loin de comprendre tout de suite la portée. Si pour Staline, pour l'allié de Tchang Kai-chek et le compagnon d'armes de Purcell, le théoricien du « parti ouvrier et paysan », de la « dictature démocratique », du « ne pas repousser la bourgeoisie », etc., Rosa Luxemburg est le représentant du centrisme, pour Lénine elle est le représentant du « marxisme non falsifié ». Ce que cela signifie sous la plume de Lénine, il suffit de connaître un peu Lénine pour le mesurer.

Remarquons en même temps que dans les notes des *Œuvres complètes* de Lénine, il est dit, entre autres choses, de Rosa Luxemburg : « Pendant l'essor du révisionnisme bernsteinien et, plus tard, à l'époque du ministérialisme (Millerand), Luxemburg déclencha une guerre décisive contre ce courant en se plaçant à l'aile gauche du parti allemand... En 1907, elle participa comme déléguée des sociaux-démocrates de Pologne et de Lituanie au Congrès de Londres du parti social-démocrate russe, où elle soutint la fraction bolchevique dans toutes les questions fondamentales de la révolution russe. A partir de 1907, Luxemburg s'est consacrée entièrement au travail allemand, occupant une position gauche radicale et menant une lutte contre le centre et l'aile droite... La part qu'elle prit dans l'insurrection de janvier 1919 fit de son nom un DRAPEAU DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE. »

Bien entendu, l'auteur de la note manifesterait sans doute demain son repentir et déclarerait que sous Lénine il était aveugle, et qu'il n'a recouvré la pleine clarté que sous Staline. Aujourd'hui, des déclarations de ce genre — mélange de platitude, de crétinisme et de bouffonnerie — se font chaque jour dans la presse moscovite. Mais elles ne changent rien à l'affaire : « Ce que la plume inscrit, la hache ne peut pas l'extirper », dit le proverbe russe. Oui, Rosa Luxemburg est devenue le drapeau de la révolution prolétarienne.

Mais pourquoi, mais comment Staline s'est-il mis — avec un tel retard ! — à réviser l'ancienne appréciation bolchevique sur Rosa Luxemburg ? Comme pour tous ses déboires antérieurs dans le domaine de la théorie, ce dernier, le plus scandaleux, est le produit logique de sa lutte contre la théorie de la *révolution permanente* (...).

Après avoir rappelé les discussions entre mencheviks et bolcheviks sur la question des forces motrices de la révolution russe en trouvant le moyen d'accumuler, en quelques lignes, une série d'erreurs que nous ne pouvons pas relever ici, Staline écrit : « *Quelle fut l'attitude, dans ces discussions des s.-d. allemands de gauche, de Parvus et de Rosa Luxemburg ? Ils ont inventé un schéma utopique et semi-menchevique de la révolution permanente... Par la suite, ce schéma semi-menchevique de la révolution permanente fut repris par Trotsky (partiellement par Martov) et transformé en instrument de lutte contre le léninisme...* »

Telle est l'histoire inattendue de la création de la théorie de la révolution permanente selon les dernières investigations historiques de Staline. Mais l'investigateur oublia, hélas ! de jeter un coup d'œil dans ses précédents savants ouvrages. En 1925, le même Staline s'était déjà prononcé sur cette question dans sa polémique contre Radek. Voici ce qu'il écrivit alors : « *Il n'est pas vrai que la théorie de la révolution permanente fut mise en avant, en 1905, par Rosa Luxemburg et Trotsky. En réalité, cette théorie fut mise en avant par Parvus et Trotsky.* »

On peut trouver cette affirmation à la page 185 des *Questions du léninisme* de l'édition russe de 1926. Il faut espérer qu'elle se trouve aussi dans toutes les éditions étrangères.

Ainsi, en 1925, Staline proclama l'innocence de Rosa Luxemburg d'un péché mortel : la participation à l'élaboration de la théorie de la révolution permanente. « *En réalité, cette théorie fut mise en avant par Parvus et Trotsky.* » En 1931, nous apprenons chez le même Staline que ce sont notamment « *Parvus et Rosa Luxemburg qui ont inventé le schéma utopique et semi-menchevique de la révolution permanente* ». Quant à Trotsky, il n'est pas coupable d'avoir élaboré cette théorie, il n'a fait que la « reprendre », en compagnie... de Martov ! Staline est pris, une fois de plus, la main dans le sac. Est-ce de l'ignorance crasse ou s'acharne-t-il à brouiller les cartes dans les questions fondamentales du marxisme ? Un tel dilemme n'est pas juste. En réalité, l'un et l'autre. Les falsifications staliniennes sont conscientes dans la mesure où elles sont dictées, à chaque moment donné, par des intérêts personnels bien déterminés. Elles sont en même temps mi-conscientes dans la mesure où son ignorance grossière ne contrarie pas son arbitraire dans le domaine théorique.

Mais le fait est là. Dans la lutte contre « *la contrebande trotskyste* », Staline s'est heurté en 1931 à son nouvel ennemi personnel, Rosa Luxemburg ! Il n'a pas hésité un instant à la

calomnier et, avant de mettre en circulation des doses massives de grossièreté et de déloyauté, il ne s'est pas même soucié de vérifier ce qu'il avait écrit sur la même question cinq ans auparavant.

La nouvelle variante de l'histoire des idées de la révolution permanente est dictée avant tout par le désir de servir un plat plus pimenté que les précédents. Il est inutile d'ajouter que Martov est ici tiré par les cheveux pour épicer davantage le mets théorico-historique. Martov eut toujours une attitude hostile à la théorie et à la pratique de la révolution permanente, et il souligna à l'époque plus d'une fois que les positions de Trotsky sur la révolution étaient réfutées tant par les bolcheviks que par les mencheviks. Mais cela ne vaut pas la peine de s'y arrêter (...).

Rosa Luxemburg critiquait de sa prison, en 1918, très sévèrement et, dans son ensemble, faussement, la politique bolchevique. Mais même dans ce travail qui compte parmi ses travaux les plus erronés, on aperçoit ses ailes d'aigle. Voici son appréciation générale de l'insurrection d'Octobre : « *Tout ce que le parti est en mesure de montrer dans le domaine du courage, de l'action, de la perspicacité et de la conséquence révolutionnaires, tout cela fut accompli entièrement par Lénine, Trotsky et leurs camarades. Tout l'honneur révolutionnaire et l'aptitude à l'action qui manquèrent à la social-démocratie de l'Occident se trouvent représentés par les bolcheviks. Leur insurrection d'Octobre fut non seulement le salut réel de la révolution russe, mais aussi le salut de l'honneur du socialisme international.* »

Est-ce là la voix du centrisme ?

Luxemburg soumet ensuite à une critique sévère la politique bolchevique dans le domaine agraire, le mot d'ordre d'autodétermination nationale et la renonciation à la démocratie formelle. Dans cette critique dirigée également contre Lénine et contre Trotsky, elle ne fait, disons-le en passant, aucune distinction entre leurs points de vue : et pourtant, Rosa Luxemburg savait lire, comprendre et saisir les nuances. L'idée ne lui est même pas venue, par exemple, de me reprocher qu'en me solidarisant avec Lénine dans la question agraire, j'ai changé mes positions sur la paysannerie. Cependant, elle connaissait très bien ces positions, puisque je les ai exposées en détail dans son journal polonais en 1909... Rosa Luxemburg termine sa critique en marquant la nécessité de « *discriminer dans la politique des bolcheviks l'essentiel du secondaire, le fondamental de l'accidentel* ». Le fondamental, pour elle, c'est « *la puissance du mouvement des masses, leur passion du socialisme* ». « *Dans ce sens — écrit-elle — Lénine et Trotsky, avec leurs amis, furent les premiers à donner l'exemple au prolétariat mondial. Ils restent encore aujourd'hui les seuls qui aient le droit de s'exclamer comme Hutten : "J'ai osé !"* »

Oui, Staline a suffisamment de raisons pour haïr Rosa Luxemburg. Mais d'autant plus grand est notre devoir de préserver la mémoire de Rosa Luxemburg contre la calomnie de Staline, reprise par des fonctionnaires appointés des deux hémisphères ; d'autant plus grand est notre devoir de transmettre dans toute sa splendeur et son haut pouvoir d'éducation cette figure vraiment merveilleuse, héroïque et tragique, aux jeunes générations du prolétariat.

**Prinkipo,
le 28 juin 1932**

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

